

7 octobre 2023
FRACTURE(S)

AVEC

Joann Sfar
Danny Trom
Bruno Karsenti

Frédérique
Leichter-Flack
Denis Charbit

Julia Christ
Julien Darmon
Myriam Levain

Mai 2024 - N° 66

7 octobre 2023

FRACTURE(S)

Crif

**Les textes publiés dans la collection des Études du Crif
n'engagent pas la responsabilité du Crif.**

La rédaction n'est pas responsable des documents adressés.

PAGE 3

Édito

PAGE 4

Entretien avec Joann Sfar :
« Nous nous répétions “Plus
jamais ça” et “ça” s'est produit
sous nos yeux »

ARTICLES

PAGE 15

Bruno Karsenti et Danny Trom
« Depuis le pogrom. La mutation
de la configuration juive »

PAGE 22

Frédérique Leichter-Flack
« Un massacre, des massacres :
Les archives du 7 octobre et la
mémoire »

PAGE 32

Denis Charbit « Le 7 octobre :
Quel impact ? Quelle empreinte ? »

PAGE 41

Julia Christ
« Le silence du savoir »

PAGE 49

Julien Darmon « Les Juifs français
à un tournant de leur histoire ?
État des lieux et perspectives »

PAGE 57

Entretien avec Danny Trom :
« L'inquiétude, entendue comme
une appréhension à l'égard du
futur, est un affect typiquement
juif »

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Robert Ejnes

COMITÉ ÉDITORIAL

Yonathan Arfi, Stéphane Bou, Samuel Leenhardt,
Claire Cavaglione

COORDINATION ÉDITORIALE

Marylou Rodella Hattab

CONCEPTION GRAPHIQUE

agence 4août

IMPRESSION

Imprimé en Europe

CRÉDIT PHOTO

Les photographies ont été proposées par les auteurs

Imprimé en mai 2024



Édito

Il est des événements qui font césure et constituent en eux-mêmes une fracture dans l’Histoire d’une époque. Les massacres terroristes du 7 octobre sont incontestablement de ceux-là, nous rappelant – comme en ont notamment témoigné les répliques antisémites qui se sont manifestées partout dans le monde – qu’il y avait une communauté de destin entre la condition d’Israël, la condition juive diasporique et, plus largement, la condition des sociétés démocratiques.

On peine encore à mesurer l’ampleur du vacillement provoqué mais une chose est certaine, l’attaque du Hamas contre Israël a bouleversé le monde juif et l’on peut pressentir qu’elle le changera durablement comme elle interroge profondément certaines dynamiques à l’œuvre dans nos démocraties libérales occidentales. Après l’effroi et la sidération des premiers jours, tandis qu’au moment où j’écris ces lignes de nombreux otages sont encore retenus dans les tunnels de Gaza et que se poursuit l’opération militaire israélienne, nous vivons tous un moment d’expectative douloureuse. Nos certitudes les plus solides se sont effritées et la haine des Juifs, galvanisée par le 7 octobre, fait tomber toutes les digues. L’avenir est redevenu incertain. Ironiquement, le numéro des *Études du Crif* que nous avions d’abord préparé – et qui était terminé le 6 octobre, imprimé et prêt à être envoyé à nos lecteurs – interrogeait des chercheurs, des personnalités, des écrivains sur leur vision de la France et la situation de ses Juifs dans vingt ans. Ce numéro a vieilli en un jour et nous le conservons pour nos archives, comme une trace de ce que l’on pouvait encore penser avant le 7 octobre.

Nous ressentons tous en notre for intérieur que notre monde dans son ensemble, en Israël comme dans nos sociétés occidentales, est aujourd’hui confronté à une situation nouvelle qui doit être analysée. Tâche d’autant plus difficile que cette actualité qui a percuté l’Histoire est en cours et que la situation ne cesse chaque jour d’évoluer. Ce numéro a été conçu dans ce contexte. Il contribue, avec les numéros spéciaux des revues et les livres qui ont déjà commencé à paraître, à une réflexion collective indispensable à mener.

Dans cet ensemble de sept textes (dont certains repris du numéro initialement prévu et actualisés) qui composent ce numéro des *Études du Crif*, l’affection et l’analyse se tissent l’un à l’autre, tout comme se mêlent des considérations sur notre présent et les perspectives d’avenir.

À défaut d’aider à panser les plaies du 7 octobre, nous espérons que ce numéro des *Études du Crif* aidera à mettre des mots sur les fractures que cette journée laisse dans l’Histoire de notre époque.

Yonathan Arfi

Président du Crif

ÉDITO

ENTRETIEN AVEC JOANN SFAR

« Nous nous répétions “Plus jamais ça” et “ça” s'est produit sous nos yeux »

PROPOS RECUEILLIS PAR **MYRIAM LEVAIN**



©Lily Rault



©G. Garitan - CC BY-SA4.0

JOANN SFAR

Joann Sfar est issu d'une famille séfarade de Sétif, en Algérie, du côté de son père, et d'une famille ashkénaze ukrainienne laïque du côté de sa mère. Auteur prolifique de bande dessinée, illustrateur, romancier et réalisateur, il est notamment l'auteur du *Chat du rabbin* (Dargaud, 2001-2021), de *La synagogue* (Dargaud, 2022) et du roman *Le Dernier Juif d'Europe* (Albin Michel, 2020). Son œuvre témoigne d'une certaine modalité de l'être juif, sans doute plus répandue qu'on ne l'imagine : souvent ambivalente mais parfois décomplexée, émancipée mais n'ignorant pas la question des origines, elle est celle de ces « Juifs paumés », selon son expression.

Après le 7 octobre, il est devenu l'une des voix importantes pour de nombreux juifs français qui se sont retrouvés démunis face au silence ayant suivi le pogrom.

Cette année, l'actualité a joué des tours à Joann Sfar. Alors qu'il s'apprêtait à faire la promotion d'une exposition au Musée d'art et d'histoire du Judaïsme (MahJ) et d'un nouveau tome de son célèbre *Chat du Rabbin*, l'auteur-dessinateur hyperactif a pris en pleine figure les nouvelles d'Israël et les attaques du 7 octobre. Comme tous les Juifs de France, il lui a d'abord fallu encaisser le choc de la violence de l'agression. Puis il a dû affronter les secousses suivantes du séisme que constitue cet événement. Nous l'avions interviewé pour les *Études du Crif* juste avant cette date, il nous a fallu tout reprendre à zéro. Pourtant, dans ce premier entretien que nous n'avons finalement pas publié, Joann Sfar nous faisait une réponse prémonitoire : « Vous me demandez où en sera la communauté juive française dans vingt ans. Mes camarades israéliens se demandent où ils seront le mois prochain... »

Dans cette première interview, Joann Sfar revenait longuement sur son rapport à son héritage et à son identité juive, sur la façon dont il transmet à son tour ce bagage à ses enfants. Optimiste sur la situation des Juifs en France, et conscient d'en être un des plus visibles, il milite pour une identité juive mouvante, pas nécessairement associée à la notion de communauté, dans laquelle il ne se reconnaît pas. Le jeu médiatique l'a pourtant propulsé ambassadeur de premier plan, faisant de lui le porte-parole d'une voix juive dont l'ennemi historique est certes le Rassemblement National (RN), mais qui doit désormais combattre un antisémitisme devenu offensif à l'extrême gauche.

Il faut dire que depuis le 7 octobre, Joann Sfar dessine frénétiquement ; il a publié croquis et textes sur les réseaux sociaux, prenant la parole en tant que Juif et se faisant par-là l'écho de tant d'anonymes qui se sont reconnus dans son travail. Autant commentateur qu'informateur, Joann Sfar a eu à cœur, pendant des semaines, de se faire le relais de médias internationaux, et notamment israéliens, et de partager des informations parfois inédites sur ses comptes très suivis. Il n'a pas non plus hésité à démentir toutes les *fake news* qui ont circulé au sujet des massacres et de cette prise d'otages inédite, qui malheureusement, alimentent quotidiennement le complotisme et son corollaire, l'antisémitisme. Étonné, agacé, attristé, enragé, mais toujours juste et souvent drôle, Joann Sfar est devenu, sans doute involontairement, la voix de nombreux Juifs français qui se sont retrouvés démunis face au silence ayant suivi le pogrom du 7 octobre, qui s'amplifie à mesure que la guerre se prolonge à Gaza.

Ce qui a d'abord été un exutoire est ensuite devenu une thérapie et va se transformer en œuvre, puisque Joann Sfar publie ses carnets du 7 octobre aux Arènes, sous le titre *Nous Vivrons*.

Un mois après ce 7 octobre fatidique, nous l'avons reçu aux Salons Hoche pour une rencontre autour de cette actualité mais aussi autour de son *Chat du Rabbin*. En novembre, nous étions encore tout près de la déflagration, – à chaud, lorsque nous avons eu cette conversation. Nous la retranscrivons ici le plus fidèlement possible, dans un contexte particulièrement incertain, où certaines phrases semblent déjà dater de plusieurs années, et où chaque ligne imprimée est potentiellement obsolète le lendemain. Mais il y a heureusement une forme de constance dans les valeurs de Joann Sfar, qui rend son discours plus que jamais nécessaire.

Myriam Levain

Joann Sfar

ENTRETIEN

MYRIAM LEVAIN (ML) : Bonjour Joann Sfar. Pouvez-vous nous raconter votre 7 octobre et la façon dont vous avez appris ce jour-là les nouvelles des massacres ?

JOANN SFAR (JS) : Nous nous souvenons tous où nous étions le 11 septembre quand les Tours Jumelles se sont effondrées. Moi, je me souviens où j'étais pour le 7 octobre, même si j'ai un peu honte de le raconter. Je fêtais mon anniversaire, en retard, avec mes amis – dont Delphine Horvilleur et Enrico Macias... Et avant les massacres, ils m'avaient demandé ce que je voulais comme cadeau, ce à quoi j'avais répondu que j'avais toujours rêvé d'avoir une Magen David ou un Haï car mon père s'y était toujours opposé. Celui-ci disait en effet : « Les Nazis nous ont mis une étoile de force, on ne va pas la mettre pour le plaisir. » J'étais donc en train de dessiner le Haï à mon ami Yoge, qui est bijoutier, quand les nouvelles des massacres sont arrivées, que j'ai entendues par trois sources. De la part de ma famille paternelle, qui est israélienne – mes petits cousins ont été mobilisés tout de suite pour aller dans le sud du pays –, de la part de mes amis scénaristes et producteurs avec qui on essaye de monter des séries télé en Israël et bien sûr, par les chaînes d'information. On a passé toute la journée à se demander si on annulait l'anniversaire ou pas... et on n'a pas annulé. On a fait la fête la plus mélangée qu'on puisse imaginer. Je crois qu'il n'y a jamais eu autant d'Arabes dans le 17^e arrondissement que le soir de mon anniversaire ! D'ailleurs, après le 7 octobre, les personnes qui m'ont le plus appelé pour me demander « Comment ça va ? », étaient des musulmans maghrébins ou des Iraniens, pendant que la population française a eu ce silence... Pour certaines

élites, ça me paraît impardonnable. Ce silence, que j'ai analysé, est moins tragique que ce que je pensais, parce que je fais partie des optimistes – ceux dont on dit qu'ils ont fini à Auschwitz (pour faire référence à la fameuse phrase de Billy Wilder selon laquelle les pessimistes ont fini à Hollywood et les optimistes à Auschwitz...). Là où on a voulu voir de l'indifférence ou de l'antisémitisme larvé, je crois qu'il y avait avant tout la peur de dire une bêtise. Ce qui explique cette demande imbécile d'un cessez-le-feu, comme si quiconque connaissait la chose militaire... J'ai posé cette même question « Comment ça va ? » à une amie, et comme elle est philosophique, elle m'a répondu cette phrase de Pascal, « Dans ces moments de folie, ce serait fou de ne pas être fou ».

Après le 7 octobre, je me suis senti comme un animal traqué, j'ai ressenti de la peur. Quand on dit « On ne va pas leur offrir notre peur », c'est très courageux, mais évidemment que moi, j'ai peur. À ce sujet, j'ai une histoire juive : quand on a fait l'ouverture de l'exposition au Musée d'art et d'histoire du Judaïsme, qu'on préparait depuis un an, la rue a été fermée, c'était plus sécurisé que la Banque de France. Quand je suis arrivé à l'expo, il y avait deux vieilles dames qui sortaient, folles de rage, avant l'inauguration. Je leur ai demandé ce qui se passait et elles m'ont répondu : « Monsieur Sfar, c'est un scandale. On s'en va, on ne nous a pas assez fouillées ». [rires]

« Le 7 octobre dernier, dès qu'on a compris ce qui s'était passé dans les fermes du sud d'Israël,

j'ai pensé à Ponary, à Babi Yar... Et j'ai pensé à ce livre extraordinaire d'Arthur Koestler qui s'appelle *La Tour d'Ezra*¹ et qui raconte les massacres dans le premier kibbouzt d'Israël dans les années 1920.»

ML : Comment êtes-vous passé du citoyen qui apprend la nouvelle des massacres au dessinateur-influenceur qui poste plusieurs fois par jour sur les réseaux sociaux ?

JS : Je n'ai jamais espéré que mes dessins ou mes textes changent le monde, pour moi ils sont juste une manière de faire passer mes émotions. On me dit parfois que mes histoires sont des petits contes philosophiques, pour moi ce sont avant tout des propositions émotionnelles. J'essaye toujours d'éviter d'être un intellectuel et je réagis à l'actualité de manière émotionnelle et sincère.

Pour la première fois de ma carrière, j'ai publié l'an dernier un carnet sur la Shoah qui s'appelle *Les enfants ne se laissaient pas faire*² et qui examine des travaux d'historiens et de journalistes, en particulier sur les massacres des Einsatzgruppen en Ukraine et en Lituanie – où toute ma famille maternelle a été assassinée lors de la Shoah par balles. Le 7 octobre dernier, dès qu'on a compris ce qui s'était passé dans les fermes du sud d'Israël, j'ai pensé à Ponary, à Babi Yar... Et j'ai pensé à ce livre extraordinaire

d'Arthur Koestler qui s'appelle *La Tour d'Ezra*³ et qui raconte les massacres dans le premier kibbouzt d'Israël dans les années 1920. Il y a une façon de tuer, une tradition dans les massacres qui ont été perpétrés le 7 octobre qui est une tradition nazie. Je ne peux pas ne pas penser à la façon dont le nazisme a infusé les nationalismes arabes après la Seconde Guerre mondiale, ni à la manière dont des personnes comme Alois Brunner sont devenus formateurs pour le baasisme naissant. Les assassins du 7 octobre ont tué sans doute comme des fantômes, sans même savoir ce qu'ils étaient en train de mimer. Et tous autant que nous sommes, nous nous répétons depuis soixante-dix ans « Plus jamais ça », et ça s'est produit sous nos yeux.

ML : Quel a été le moment le plus difficile pour vous ?

JS : On ne choisit pas les moments où l'on pleure et moi, j'ai pleuré deux fois après le 7 octobre. La première, quand j'ai appris qu'en Angleterre, des parents avaient retiré leurs enfants d'une équipe de football parce qu'en face jouait le Maccabi et qu'il y avait des Juifs. La deuxième, quand j'ai découvert qu'on avait été chercher quinze archéologues pour procéder à des identifications dans les fermes attaquées par les terroristes. Après toutes les horreurs, on avait vu le travail extraordinaire des paramédics, des légistes et des volontaires de Zaka en Israël ; mais de penser qu'on a utilisé certains pinceaux d'archéologie pour trouver des traces de nos concitoyens morts un mois plus tôt, ça m'a bouleversé.

1. Arthur Koestler, *La tour d'Ezra*, Éditions 10-18, 1993

2. Joann Sfar, *Les enfants ne se laissaient pas faire*, Gallimard, 2023

3. Arthur Koestler, *La tour d'Ezra*, Éditions 10-18, 1993

ML : Vous avez énormément publié sur les réseaux sociaux suite au 7 octobre et vous avez été l'une des rares voix à documenter ce qu'il se passait. Si vos posts ont été une thérapie pour vos *followers*, l'ont-ils été pour vous, afin d'encaisser le choc de l'événement ?

JS : Je ne sais plus si c'est Degas ou Monet, qui, à la mort de sa femme, a sorti son chevalet pour faire son portrait ; pas parce qu'il trouvait la dépouille de sa femme particulièrement belle, mais parce que c'était pour lui la seule manière de supporter le réel. Dans mon cas, le dessin occupe d'abord une fonction d'étude, presque de sciences humaines : c'est ma façon de comprendre le monde. C'est aussi une façon de mettre à distance certaines choses. Par exemple, quand j'ai commencé à être étudiant en art, je suis allé de manière assez frénétique participer à des cours de médecine légale parce que j'avais une curiosité psychanalytique, ma mère étant morte sans avoir eu d'autopsie quand j'avais quatre ans. Tous les étudiants en médecine étaient malades face à un cadavre et moi jamais, parce que j'avais le dessin. Les rares fois où je posais le carnet, j'étais malade. Donc, face à l'horreur de ce qu'on a vu le 7 octobre, j'ai éprouvé le besoin de dessiner. Je suis évidemment incapable de dessiner un carnage ou un charnier, alors j'ai dessiné les témoignages des volontaires de Zaka et des paramédics israéliens. Dessiner un être humain qui raconte ce qu'il a vu, ça, je sais le faire et ça m'a apaisé. Publier sur Instagram, ça me plaît parce que je me sens moins seul.

ML : C'est le côté positif des réseaux sociaux ?

JS : Il me semble tout de même que je ne sers pas à grand-chose parce que je ne rameute pas beaucoup de monde. Et puis, je rameute des gens qui me ressemblent, donc qui sont plutôt bienveillants, plutôt paisibles. Je regrette que toutes les grandes voix des footballeurs, des chanteurs, des gens visibles soient absentes. C'est une question très embêtante, mais on est obligé de se demander pourquoi. J'ai posé la question à beaucoup de gens, et la réponse qui est revenue souvent est la peur de dire des bêtises et même s'ils ne le disent pas, la peur de perdre leur public. De mon côté, je ne peux pas faire comme si les neuf dixièmes de mes amis n'étaient pas maghrébins. Je suis entouré de Maghrébins depuis toujours, qui ne m'ont pas tourné le dos, qui n'ont pas cessé de m'aimer après le 7 octobre, bien qu'on puisse être en profond désaccord sur le Proche-Orient. Il y a aussi des Maghrébins qui adorent Israël, mais qui n'osent pas le dire. La conversation ne s'est pas arrêtée.

«Je milite pour qu'on soit capable d'avoir de l'empathie pour les morts des deux camps, même quand c'est difficile, même s'il n'y a pas deux situations qui se ressemblent. Et là, oui, parfois, je me suis senti un peu seul.»

ML : Avez-vous réussi à maintenir les liens avec vos amis malgré tout ?

JS : Je viens d'une population très favorisée et la plupart de mes amis sont universitaires ou artistes. Ce qu'ils déplorent tous, et moi le premier, c'est l'impossibilité de la nuance et une méconnaissance totale du Proche-Orient, de la société israélienne, du monde palestinien. Ce qui est également un tabou, mais parlons-en, c'est aussi la société israélienne. Quand je parlais aux gens avec qui je travaille dans l'audiovisuel, avant les massacres, la plupart de mes amis israéliens désespéraient de la situation d'Israël, et de ce qui était en train de se passer, du rapport à l'état de droit, du problème législatif.

Cette conversation existe toujours, mais c'est compliqué de faire comprendre à une population blessée et enragée un monde complexe : en période de guerre, ça me paraît même complètement inaudible. J'ai presque honte d'avoir des réflexions sur ce sujet-là, parce que je crois qu'on est encore beaucoup dans l'émotion, et une émotion qui confine à la survie. Ce que les gens ne comprennent pas quand il est question d'Israël ou des populations palestiniennes, c'est qu'ils sont en situation de survie. Les Palestiniens sont en situation de survie, pas seulement à cause d'Israël, ils sont en situation de survie parce qu'aucun État arabe n'a voulu les accueillir depuis une cinquantaine d'années. Dans le monde de Twitter, c'est-à-dire dans le monde où on comprend en trois secondes, c'est compliqué d'expliquer à la jeunesse qu'Israël existe parce qu'avant 1948, il y a eu en 1917 un découpage global de la région. Les Anglais, qui n'étaient pas ravis de s'occuper de ce coin-là, ont vague-

ment promis lors de la Déclaration Balfour, quelque chose de pas très clair aux Juifs. Depuis cette date, on vit sur un découpage global complexe de la région et cette histoire ne pourra se régler que de manière régionale. Et ça, il faut plus de cinq minutes pour l'expliquer à la jeunesse.

ML : Quels retours avez-vous sur les réseaux sociaux ?

JS : J'ai 80 % de commentaires absolument adorables, 20 % de commentaires abjects et beaucoup d'ignorance bruyante. Les jeunes ne sont pas forcément des imbéciles, ils n'ont pas forcément un mauvais fond : ils souhaitent être « dans le bon camp » dans cette histoire-là. C'est difficile de leur expliquer la complexité, ça s'arrête au bout de deux ou trois phrases car les réseaux sociaux ne sont sans doute pas le lieu pour ça. Si ça pouvait les renvoyer vers des livres, ce serait pas mal...

Je ne me fais aucune illusion sur l'influence de ma prise de parole par rapport à Al Jazzeera qui est financée par le Qatar, ou par rapport à un footballeur. Je suis tout petit. Ce qui me préoccupe, ce sont les gens qui n'ont pas dit un mot en octobre et qui aujourd'hui prennent la parole. Je milite pour qu'on soit capable d'avoir de l'empathie pour les morts des deux camps, même quand c'est difficile, même s'il n'y a pas deux situations qui se ressemblent. Et là, oui, parfois, je me suis senti un peu seul. Alors que franchement, je suis le moins juif des Juifs, je ne suis pas religieux, je ne suis pas communautaire. Si moi, je suis devenu représentatif de quelque chose, c'est que la situation est catastrophique ! [rires]

ML : C'est le grand paradoxe. Vous dites toujours que vous êtes peu juif, alors que vous êtes très juif...

JS : Il y a une phrase que je n'ai jamais pardonnée à Jean-Paul Sartre, et ce qui est terrible, c'est qu'aujourd'hui, elle devient vraie : « C'est l'antisémite qui fait le juif. » Tout mon travail a consisté à jouer avec mon identité juive, à être juif quand ça m'arrangeait, à être séfarade quand ça me plaisait, ashkénaze quand je voulais séduire, à dessiner des Juifs qui ont l'air arabe parce que ça se vend davantage. Je joue avec ça et je suis Juif quand ça m'arrange. [rires] Je fais partie des Juifs qui allaient aux manifs pour la Palestine, tout simplement parce que je pensais que c'était le garant de la survie d'Israël et j'y allais pour soutenir la paix régionale. J'ai eu le malheur d'y aller après le 7 octobre et là, je me suis fait insulter ! Puis j'ai eu le malheur de dire « Si aujourd'hui je vais dans une manifestation pro-palestinienne, je ne suis pas en sécurité », j'ai reçu encore plus d'insultes dans tous les sens. J'ai aussi reçu des messages me souhaitant la bienvenue et me disant que ces manifs étaient pleines de Juifs, avec en photo, toujours les mêmes deux barbus qui étaient chez Dieudonné ! Je ne connais pas cette obédience, mais à Nice, on ne les avait pas, ceux-là, peut-être que c'est une spécificité parisienne [rires]. Je vois en tout cas ce danger de la disparition culturelle du judaïsme français, qui a été pendant longtemps un judaïsme d'avant-garde. Il me semble que ce n'est pas seulement lié à l'Alyah, mais aussi à l'inquiétude, cette peur existentielle des Juifs. Je connais très peu d'étudiants ou d'élcoliers juifs français qui ont été tranquillement à l'école après le 7 octobre. La disparition du judaïsme

en France va peut-être advenir parce que beaucoup de Juifs ont retiré leurs enfants des écoles publiques qu'ils trouvent trop dangereuses. Ils ont essayé d'éviter les écoles juives, mais ils y sont allés quand même. Ils ne sont pas religieux, mais il faut quand même les mettre quelque part. Quand on ne sait plus où scolariser ses enfants, quand on demande aux enfants de cacher leur étoile de David, quand, à l'université, on vous demande de signer une pétition avec laquelle vous n'êtes pas d'accord, ou bien on vous demande de vous prononcer sur le Proche-Orient sous prétexte que vous êtes juif, ça ne va plus. Et ça, les jeunes musulmans le vivent aussi. J'ai été prof aux Beaux-Arts pendant sept ans, et quand un étudiant maghrébin fait une œuvre formidable, les examinateurs l'interrogent sur le Maghreb ! De même pour l'étudiante asiatique qui fait des peintures extraordinaires, on l'interroge sur la Corée. Et ça, évidemment, pour un Juif, c'est plus grave parce que les Juifs sont moins nombreux, et que la violence n'est pas loin. C'est une situation qui met en danger l'avenir du judaïsme français à mes yeux.

« Je fais partie des Juifs qui allaient aux manifs pour la Palestine, tout simplement parce que je pensais que c'était le garant de la survie d'Israël et j'y allais pour soutenir la paix régionale. J'ai eu le malheur d'y aller après le 7 octobre et là, je me suis fait insulter ! »

ML : Est-ce que l'humour peut servir de rempart à la tragédie ?

JS : Je ne sais pas du tout. Les seules marques d'humour que j'ai vues après le 7 octobre m'ont rendu malade, que ce soit autour d'enfants décapités ou mis dans un four : il a fallu sur X (ex-Twitter) que tout le monde fasse des railleries dessus... Moi, je dessine depuis toujours des Juifs, des Maghrébins, des personnages typés et je sais que la caricature peut amener autant d'empathie que de détestation. Ce que j'essaie de créer dans mon travail, peut-être au-delà de l'humour, c'est une proximité émotionnelle, qui serait comme manger ensemble. Mon espoir, je le tire de mon travail de professeur aux Beaux-Arts, puis de mes rencontres scolaires depuis une trentaine d'années : il n'y a aucune animosité qui ne résiste à vingt minutes ensemble autour d'une table. C'est ce que je rêve de produire avec mes dessins : plus que de la pensée, c'est de l'empathie. Mais elle est très peu audible ces jours-ci. Dès que j'essaie de rappeler tout simplement ce qui se passe en Israël aujourd'hui, je n'ai pas encore fini ma phrase qu'on me dit : « Et la souffrance palestinienne ? ». Cette remarque est tout à fait légitime, mais quand on la dit à un Juif qui se prend des coups depuis trente ans parce qu'au milieu de la communauté juive, il n'arrête pas de parler d'un État palestinien, c'est pénible. Quand on le dit au mec qui a exigé qu'on publie *Le Chat du Rabbin* en arabe – même si on en a vendu cent fois moins qu'ailleurs, mais je voulais le faire, c'est compliqué. Je crois beaucoup plus à l'empathie qu'à l'humour, et si l'empathie est là, on va pouvoir vivre ensemble. Le vrai danger, c'est quand on rit pour écraser, pour abîmer. Mon travail,

c'est davantage être portraitiste qu'humoriste, c'est essayer de dessiner des visages.

ML : Vous avez publié en octobre dernier le volume 12 du *Chat du Rabbin*, qui s'appelle *La traversée de la mer Noire*. C'est un album plus sombre que les précédents, y avait-il chez vous un pressentiment ?

JS : Avant d'être auteur, j'ai été étudiant et j'adore me documenter. Je travaille sur l'histoire de ce nouvel album depuis dix ans, elle me passionne et j'avais peur qu'on me la vole : l'histoire des mutins de la mer Noire. À la fin de la Première Guerre mondiale, la marine française a décidé, avec ses alliés, de poursuivre la guerre en Russie pour attaquer Lénine et lui faire rendre l'argent de l'emprunt russe. Dans les bateaux, il y a des marins épuisés, dégradés, tous maurrassiens, et, à fond de cale, des soldats maghrébins, musulmans, juifs, noirs africains. Et on va essayer de forcer tous ces matelots à aller faire la guerre dans le port d'Odessa : ils ne veulent pas, ils montent sur le pont, ils chantent l'Internationale et les navires repartent sans avoir tiré un coup de feu. Cette histoire a été à l'origine de la création du Parti communiste français et des Brigades internationales qui sont allés ensuite combattre en Espagne. Je me suis demandé comment mettre mon rabbin là-dedans et je me suis dit qu'il allait être aumônier des armées pendant la Première Guerre mondiale. C'est là que j'ai commencé à me documenter sur les Juifs dans la Grande Guerre, et que j'ai découvert des choses extraordinaires. J'ai d'abord découvert que – on le dit peu – les Maghrébins étaient peut-être de la chair à canon, qu'ils soient juifs ou musulmans à l'époque, mais ils étaient contents de faire cette guerre

parce qu'il y avait un rêve d'intégration dans leur engagement militaire. J'ai découvert que les familles cousaient les uniformes pour qu'ils soient le plus rouge et le plus beau possible, j'ai trouvé ça bouleversant. Je vous promets que je n'invente pas mais j'ai également découvert qu'un rabbin d'Algérie avait voulu traduire *La Marseillaise* en hébreu, mais comme il trouvait les paroles un peu sanguinaires, il les a changées à un mot près, en mettant « France, Dieu te bénisse, que tu sois en bonne santé, que tu aies de beaux enfants ». [rires] Donc j'ai fait un album là-dessus, et c'est le dernier *Chat du Rabbin*.

ML : Est-ce étrange de faire de la promo de votre bande dessinée dans le contexte post 7 octobre ?

JS : J'ai de la chance parce que je suis là depuis longtemps, donc mes lecteurs sont globalement assez gentils et on se connaît. Dans *Le Chat du Rabbin*, j'ai fait exprès de faire des Juifs qui ont l'air arabe et de ré-enchanter l'imaginaire maghrébin parce qu'on a tous un lien direct, plus ou moins, avec le Maghreb. Donc ça se passe bien.

ML : Pourquoi avoir choisi de vous éloigner du Maghreb et de la France dans ce nouvel album ?

JS : Je voulais parler de cette période qu'on connaît très peu, à la fin de la Première Guerre mondiale en Russie et en Ukraine, dans un moment où il y avait les Rouges, les Blancs, et il y avait ce fameux Nestor Makhno sur qui Joseph Kessel a dit beaucoup de mensonges. Au cœur de cette réalité, tout le monde tuait des Juifs. J'ai eu peur qu'on fasse un lien avec la guerre

qui a lieu en Ukraine aujourd'hui, qui me semble totalement légitime, il n'y a aucun doute sur le fait qu'on est tous avec Zelensky – Zelensky que Romain Gary aurait adoré puisque Gary disait « À force qu'on explique aux Juifs de marcher voûtés, ils se sont mis à avoir des scolioses ». Zelensky, sans le faire exprès, car il est sans doute juif de naissance par accident et sans éducation juive, a changé l'image du Juif européen d'un point de vue dramatique. Grâce à lui, on a vu un Juif ukrainien en tricot de corps menacer le Goliath Poutine et l'humilier à la face du monde : je dois dire que la part martiale en moi lui en est assez reconnaissante.

« Il me semble que le peuple juif n'a jamais rien demandé d'autre que de survivre. Et je suis surpris par l'incohérence des gens qui ne supportent pas de nous voir au Proche-Orient, mais qui manifestement ne nous veulent nulle part ailleurs. »

ML : Vous évoquez aussi des massacres de Juifs dans cet album. Est-ce que finalement, on ne peut pas être Juif sans se faire massacer ?

JS : Oui, et l'histoire de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est me paraît essentielle pour casser le narratif actuel qui voudrait que les Juifs soient des blancs ayant débarqué d'Europe en 1948 au Proche-Orient. Et casser ce narratif, c'est rappeler qu'autour de 1900, après le pogrom de Kichinev [1903], par exemple, il y a eu des départs

massifs d'Europe de l'Est et d'Europe centrale de Juifs, qui ne sont pas allés exclusivement au Proche-Orient, mais aussi en Amérique du Nord et du Sud. Enfin, c'est tout de même à ce moment-là qu'ont été fondées les bases de l'actuel État d'Israël. Casser ce narratif, c'est aussi raconter deux vagues de pogroms très distinctes : les pogroms des années 1900, qui ressemblent beaucoup à ce qui s'est passé dans le sud d'Israël aujourd'hui, puisque c'étaient des pogroms préparés. À l'époque, le tsar voulait faire oublier ses défaites militaires, comme l'Iran en ce moment, et il organisait massivement des pogroms pour détourner la colère populaire. Mais vers 1918, c'est très différent ; tout le monde se bat contre tout le monde, les Rouges veulent terroriser les Blancs, les Blancs veulent terroriser les Rouges, et comme au milieu, il y a des Juifs, on en tue beaucoup. Se trouvaient là aussi – puisque c'est le début des nationalismes – les prémisses des républiques polonaise, lituanienne, ukrainienne qui ont sans doute beaucoup de vertus, mais qui, malheureusement, n'étaient pas très philosémites.

ML : Et comment s'est passé le lancement de votre exposition au Musée d'art et d'histoire du Judaïsme, quelques jours après le 7 octobre ?

JS : On a juste bu davantage, c'est tout. [rires] J'en parle de manière d'autant plus détendue que je n'ai rien fait : j'ai laissé libre accès à mes archives aux commissaires d'exposition. J'adore le Musée d'art et d'histoire du Judaïsme parce qu'il fait le pari un peu provoquant d'un judaïsme culturel. Pour Nice, d'où je viens, c'est provocant. Mon père m'a éduqué en me disant que le

judaïsme, c'était une religion. Et comme je ne suis pas très croyant, je n'ai pas su quoi faire de ce discours. J'ai appris deux choses depuis : d'abord, que le judaïsme est une culture. Et si c'est un courant littéraire, je veux y participer. L'autre chose, beaucoup plus dérangeante pour moi qui ai grandi dans un monde où l'ethnie et l'identité n'avaient pas d'importance : il y a une ethnie juive. C'est très embarrassant mais c'est vrai. Cette idée intellectuelle d'un côté et charnelle de l'autre me rattache à l'histoire juive et me rassure, parce que pour mille raisons, la religion m'inquiète. J'adore dessiner des rabbins, mais je suis plus tranquille si c'est littéraire. Pouvoir inscrire mes petits chats dans une histoire littéraire et picturale fait que je me sens très honoré et très joyeux de cette exposition.

ML : Comment *Le Chat du Rabbin* est-il reçu en Israël ?

JS : Il n'est pas reçu du tout ! Il y a des auteurs de bandes dessinées extraordinaires en Israël, qui sont d'ailleurs publiés en France, mais Israël a été construit avec un mépris total pour ce qu'on a appelé les arts mineurs, y compris la télévision. La fondation d'Israël, c'était les arts majeurs et l'idée d'éduquer un peuple à travers l'opéra ou le théâtre. Pourquoi la télévision israélienne est-elle tellement extraordinaire maintenant ? Parce qu'elle est née il y a dix ans sans fonds publics... Les bandes dessinées, c'est la même chose. Il y a une excellente boutique de comics à Tel-Aviv ; mais elle est minuscule. En revanche, ils ont des auteurs tellement géniaux qu'ils n'ont vraiment pas besoin de moi.

ML : Allez-vous publier un prochain volume du *Chat du Rabbin* ?

JS : Oui, le prochain *Chat du Rabbin*, il est écrit, je suis en train de le dessiner et il racontera l'histoire d'Adam et Ève. Ça va parler de connaissance, de pudeur, et je me suis mis à me documenter sur les bains turcs dans le Maghreb, qu'on appelle les hammams. Je me suis demandé si les Juifs et les musulmans allaient au même hammam et j'ai trouvé quelques réponses. Au Maroc, oui, dans certains. À Alger par contre, les Juifs n'avaient pas le droit d'aller dans le hammam pour les Arabes, mais les Arabes allaient dans un des hammams juifs. La question de la nudité dans ces lieux m'intéresse, à une époque où tout le monde était ultra-pudique. Et le moment que j'adore, c'est celui où l'on doit rentrer à la maison, tartiné d'onguent, de crème, de poudre... Ce retour à la maison, figurez-vous qu'il ne se faisait pas habillé mais avec une espèce de voile un peu transparent, pour ne pas abîmer les tartines qu'on avait mises en-dessous. Je vais consacrer pas mal de pages à ce petit moment où on va du hammam à la maison, dont je veux croire que c'était le plus agréable. [rires]

ML : Concernant l'avenir des Juifs en France, vous considérez-vous comme un optimiste ?

JS : Pas du tout : je suis un élève du philosophe Clément Rosset, qui était un pessimiste joyeux. Il disait : « La joie est indépendante du phénomène ». Ce que l'on peut traduire en langage plus grossier par « Chaque matin, tu décides : soit tout est grave, soit rien n'est grave ». Romain Gary, lui, disait : « Osciller entre s'en foutre et en

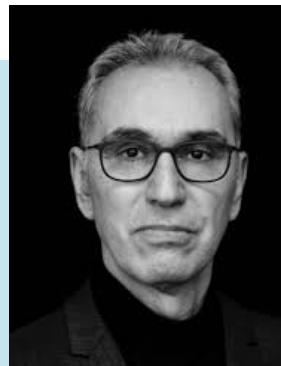
crever ». Malheureusement, je crois que chaque jour, on change quinze fois d'avis à ce sujet. C'est pourquoi j'ai dessiné ce Haï au moment du 7 octobre : parce que tellement de peuples et de nations demandent la victoire et l'écrasement de l'ennemi... Il me semble que le peuple juif n'a jamais rien demandé d'autre que de survivre. Et je suis surpris par l'incohérence des gens qui ne supportent pas de nous voir au Proche-Orient, mais qui manifestement ne nous veulent nulle part ailleurs. Je crains qu'ils ne veuillent nous voir que sous terre. Moi, j'aimerais demander si c'est possible de respirer encore un peu.

ARTICLE DE **BRUNO KARSENTI ET DANNY TROM**

Depuis le pogrom La mutation de la configuration juive

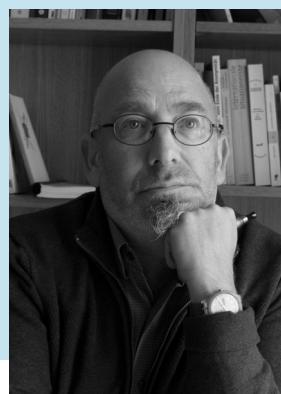
Qu'est-ce qu'un pogrom, commis aujourd'hui et en Israël ? Si l'ampleur d'un tel événement n'est pas encore prête d'être saisie, Bruno Karsenti et Danny Trom rendent compte d'un vacillement, celui des coordonnées

du monde juif telles qu'elles s'étaient établies depuis la fin de la guerre et la création de l'État d'Israël. Et ils tentent de donner quelques repères dans ce qui est bien, pour notre génération, un nouveau séisme.



BRUNO KARSENTI

Bruno Karsenti est philosophe, Directeur d'étude à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Son dernier livre paru : *La place de Dieu – Religion et politique chez les modernes*, Fayard, 2023.



DANNY TROM

Danny Trom est sociologue, Directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Son dernier livre paru : *L'État de l'exil – Israël, les Juifs, l'Europe*, Éditions PUF, 2023.

Après le 7 octobre 2023, les coordonnées du monde juif ne sont plus les mêmes. Elles bougent, se recomposent et s'agencent autrement, si bien que parmi tous les sentiments qui assaillent les Juifs aujourd'hui figure la désorientation provoquée par ce bouleversement. Sidérés par l'événement, nous voulions fermer les yeux pour ne plus regarder qu'en nous-mêmes. Mais discerner la situation nouvelle n'est possible qu'à nous forcer à ouvrir les yeux, afin d'en dégager la logique. La réflexion, épurée autant que possible d'affects et conduite jusqu'au bout, revêt un caractère public pour tous, Juifs et non-Juifs. De cette réorientation dépendent les lignes d'action à l'avenir.

L'État d'Israël, jusqu'à ces jours où l'action criminelle des islamistes palestiniens s'est déchaînée dans le sud du pays, a été un centre juif d'exception. Le seul, dans la constellation des points du monde où les Juifs sont disséminés à lui conférer une modalité nouvelle au regard de sa conformation traditionnelle nommée « exil » (*galout*, en hébreu). Un centre d'exception, non pas destiné à dépasser la condition d'exil du peuple, mais un lieu pour tous les Juifs du monde qui, sans être leur ancien royaume restauré, leur assurerait la sécurité.

Le mot sécurité, pour les Juifs, rend un son étrange. Il n'a pas la signification qu'on lui attribue d'ordinaire, lorsqu'on pense notamment, comme il est juste par ailleurs de le faire, à son occurrence (sous le nom de « sûreté ») parmi les droits de l'homme référencés à l'individu générique dans la déclaration de 1789, et reprise dans les constitutions françaises. Voilà ce qu'on omet en général de noter : si « sécurité » veut bien dire pour un individu la préservation de sa vie et de

son intégrité physique face aux agressions venant d'autres individus, groupes ou pouvoirs en place (étatiques ou non), le même mot revêt forcément une signification plus spécifique quand il renvoie à des collectifs définis. Car il se colore alors forcément de leurs expériences historiques particulières accumulées, réfractées en chaque destin individuel des membres du collectif concerné.

« Le pogrom comporte en lui-même une passion exterminatrice du côté de ceux qui les commettent, comme il comporte une dimension de menace existentielle du côté du groupe visé, répercutée dans la conscience de chacun de ses membres. »

Qu'en est-il pour les Juifs ? Pour eux, la sécurité recouvre la neutralisation du *pogrom*. C'est de cette forme très particulière de violence collective, à laquelle il revient au centre juif de Russie de la fin du XIX^e siècle d'avoir donné tardivement son nom propre, créant une catégorie applicable à rebours et permettant de mieux lire l'histoire juive dans tout son déroulement, que la sécurité acquise représente la neutralisation. Par ce désignatif du pogrom, un type d'épreuve que les Juifs vécurent de façon récurrente depuis le 1^{er} siècle jusqu'à l'époque moderne et contemporaine – selon des modalités et avec des intensités et des fréquences diverses – se trouve adéquatement saisi. Pour tout Juif, le mot « *pogrom* » a une résonance qu'un freudien appellerait à la fois onto – et phylogénique. Histoire collective

du peuple et perception de soi des individus s'y mêlent et s'y condensent. Pour tous et pour chacun, se sentir en sécurité signifie ne pas redouter l'émeute antijuive, encadrée ou non, émanant de groupes organisés ou de foules inorganisées, avec sa cohorte de meurtres et d'exactions de toutes sortes, et en tant qu'elle vole à la torture, à la mutilation et à la mort de tous les individus du peuple indistinctement, dans les lieux où on les traque et les trouve, sans égard au sexe ou à l'âge, qu'ils soient femmes ou hommes, nouveau-nés ou vieillards.

En ce sens, il importe de le noter, le pogrom comporte en lui-même une passion exterminatrice du côté de ceux qui les commettent, comme il comporte une dimension de menace existentielle du côté du groupe visé, répercutée dans la conscience de chacun de ses membres. Pris en ce sens, il est le nom propre de la *persécution et de la souffrance juives*. Le pogrom, en tant que forme de violence, est donc corrélatif de la *galout* : celle que redoutent les collectifs structurellement minoritaires en lesquels se distribue géographiquement le peuple en exil. Quant à la « sécurité », pour les Juifs, elle n'est rien d'autre que la condition où cette violence tout à fait spécifique se voit neutralisée. Et si le mot pogrom s'est affranchi de son contexte juif, c'est qu'il est devenu une catégorie applicable à d'autres peuples dès lors qu'ils se voient placés dans des situations analogues.

C'est ce à quoi la création de l'État d'Israël après la Shoah a mis fin. Avec la Shoah, la violence anti-juive a franchi un nouveau seuil, puisque la persécution par le pogrom, depuis le centre allemand, s'exhausa en politique d'extermination résolue et ration-

nellement mise en œuvre à l'échelle d'un continent et idéalement du globe. Né peu après la Shoah, l'État d'Israël devint le seul lieu, ce territoire unique au monde à se tenir, relativement à la sécurité au sens juif, en exception. Le paradoxe vaut d'être souligné : ce pays procure de la sécurité collective juive, quand bien même il fait baisser le niveau de sécurité individuelle objective. Situé dans un environnement hostile, fait de puissances qui veulent sa destruction ou au mieux se résignent bon gré mal gré à sa factualité, il remplit pourtant la fonction de sécurisation collective, quand bien même cet État soit, depuis sa naissance, régulièrement la cible d'offensives militaires, d'attentats et de bombardements qui forment la trame continue de l'existence de tous.

Mais précisément, l'expérience profonde des Juifs est qu'il y a *avantage de sécurité au sens juif* en Israël que dans le centre le plus tranquille et le moins marqué par l'antisémitisme de la diaspora. C'est là ce qui enclenche une représentation tacite que tout le monde partage. C'est ce qui fait de l'État d'Israël, ce centre juif dont le statut est unique parce qu'étatique, parce que sanctuarisé, pour tout Juif où qu'il vive. Il n'est nullement la métropole d'une formation satellitaire qui attirerait plus ou moins vers soi le flux des Juifs malencontreusement répartis à sa périphérie, comme le soutient quelquefois la *doxa* sioniste. Puisque tout juif peut toujours, à tout moment, venir s'y abriter s'il le veut, il se présente comme une saillance optionnelle. C'est ainsi qu'il se démarque, dans une constellation de centres juifs qui subsistent comme tels, et qui composent ensemble ce qu'on appelle – au sens juif, là encore – la diaspora. Au sens juif veut dire ici : non pas la simple

factualité de la dissémination géographique, mais la conscience commune de partager une condition similaire, aussi hétérogène puisse-t-elle être selon les époques et les lieux. Cette condition est lestée de la crainte de la violence et de l'espoir d'une libération future, quel que soit le sens très variable investi dans cet idéal.

«L'État d'Israël a des propriétés qui le distinguent des autres formations étatiques, parce qu'il porte la marque de la garantie fondamentale d'assurer la sécurité au sens juif. Cela signifie de maintenir une majorité juive en son sein, – sans quoi le pogrom ne pourrait pas être effectivement neutralisé –, alors même que les Juifs ne cessent pas de se vivre comme le peuple structurellement minoritaire.»

La polarité Israël-diaspora est effectivement celle-ci : l'État d'Israël est le pays des Juifs, qui représente leurs intérêts vitaux, ou plutôt existentiels sur le plan international. Cette formule, nouvelle, tient au fait que la Shoah eut lieu. La Shoah bouleversa les coordonnées géopolitiques du monde juif parce qu'elle actualisa ce que la tradition juive elle-même excluait, à savoir leur extermination en chaque lieu où ils résident, à l'occasion d'un seul et gigantesque pogrom

perpétré à l'échelle du globe. L'État d'Israël, entendu comme État pour les Juifs, surgit comme ce lieu du globe qui s'en excepte. Ainsi institué, il ne représente pas les Juifs. Il représente le droit à la sécurité *au sens juif*. Cette dernière se définit par le fait qu'elle exclut son principe même, le pogrom. Il s'ensuit que non seulement la polarité Israël-diaspora ne change rien au fait que les Juifs sont un peuple en exil, mais elle ne tire sa cohérence que du fait qu'il l'est et le demeure. Certes, la *doxa* sioniste put quelques fois proclamer que l'État d'Israël annonce la fin de l'exil, mais la situation nouvellenée de l'apparition de cet État le dément doublément. D'abord parce que la diaspora se maintient. Elle se maintient non pas en dépit de cet État, mais précisément parce qu'il vient lui assurer une sûreté qui lui a toujours fait défaut, rendue nécessaire à l'époque post-Shoah. Ensuite, parce que les citoyens juifs de cet État ne sont jamais parvenus à s'émanciper du collectif exilé avec lequel il continue de former un corps quasi-politique. Ensemble, ils se tiennent dans un rapport de dépendance asymétrique, sans que l'on sache précisément le qualifier. Dès lors que, ni de l'intérieur des centres diasporiques ni de l'intérieur du centre étatique lui-même, le schème de l'exil ne se trouve invalidé, cet État que les Juifs d'Europe se sont donnés demeure pris dans les rets de la constellation exilique.

Des Juifs ont longtemps œuvré à se libérer de la condition exilique. C'est tout le sens de la réforme du judaïsme en Europe qui aboutit aux synthèses, qu'elles soient judéo-allemande, judéo-française, ou judéo-américaine. Cette réforme supposait de nier que les Juifs furent un peuple, de produire des citoyens de confession juive, de rayer

l'espoir d'un retour à Jérusalem de la liturgie pour penser leur libération émancipatrice dans les États-nations. Ces expériences n'effacèrent jamais définitivement leur agitation anxieuse, dès lors que le déficit de sûreté au sens juif demeura lacinant.

L'État-nation à l'intérieur duquel s'épanouissait la réforme du judaïsme avait ceci de particulier au regard de l'histoire juive : avec le principe de la souveraineté populaire, l'État moderne se mua en État pour les Juifs aussi, dès lors qu'ils étaient une partie intégrée au peuple. Dans ce contexte moderne, le sens profond du sionisme se détermina : dès lors qu'aux ratés de l'émancipation s'ajouta leur insécurité, de nouvelles voix cherchèrent à se frayer, capables d'offrir une alternative moderne aux Juifs d'Europe. Parmi ces voies, seul le sionisme livra finalement un produit durable nommé État d'Israël. Il signalait non pas la fin de la condition exilique, mais sa profonde modification, dès lors qu'en un lieu la sûreté y était désormais pleinement assurée. Tel était le sens que Herzl donna à son *Judenstaat* : un État pour les Juifs, qui leur soit spécialement dédié, conçu comme un abri, non pas circonstanciel, mais durable. Cette fonction fut actée par la mal-nommée « loi du retour » qui est la loi politique par excellence de l'État d'Israël.

Dans cette mesure, le centre israélien reste lui-même un centre exilique. Mais il n'est pas un *centre diasporique*. Il s'excepte de cette qualification par un caractère et un seul : il affirme que ne pas être restauré dans la souveraineté pleine et entière en ressuscitant le Royaume de David – ce qui équivaudrait à la restauration messianique – n'implique pas

que l'on soit toujours exposé au pogrom. Il naît du refus sioniste de mettre l'existence du peuple exclusivement entre les mains de Dieu, tout comme du refus de la remettre exclusivement entre celles des rois étrangers, y compris lorsqu'ils se sont mués en gouvernements d'États-nations dont les Juifs sont devenus citoyens. La rupture avec la tradition n'est ici qu'apparente, si l'on considère qu'à Dieu tout-puissant et aux rois versatiles à qui la sécurité des Juifs est confiée à un État prend le relai dès lors que la protection du peuple s'est avérée défaillante.

S'ajoute donc ici un artifice humain nécessaire, l'État juif, qu'on doit qualifier à ce titre d'État de l'exil¹. En tant qu'État, il a des propriétés qui le distinguent des autres formations étatiques, parce qu'il porte la marque de la garantie fondamentale d'assurer la sécurité *au sens juif*. En l'occurrence cela signifie de maintenir une majorité juive en son sein, – sans quoi le pogrom ne pourrait pas être effectivement neutralisé –, alors même que les Juifs ne cessent pas de se vivre comme le peuple structurellement minoritaire. Il s'ensuit que le sens juif de la sécurité vaut pour tous les citoyens de cet État, qu'ils soient juifs ou pas. Ce faisant, cet État abrite effectivement les Juifs qui en sont citoyens et virtuellement tout Juif de par le monde. Et, répétons-le, si le pogrom est le nom propre de la souffrance juive, c'est en tant que révélateur de l'exposition à la violence de l'être minoritaire en tant que tel, structurel pour les Juifs et conjoncturel pour d'autres, notamment pour les Palestiniens en Israël même. Pour le dire autrement : le pogrom désigne la souffrance juive, sans

1. Danny Trom, *L'État de l'exil – Israël, les Juifs, l'Europe*, Éditions PUF, 2023

que pour autant sa neutralisation soit un privilège accordé aux Juifs. Mais c'est seulement à travers l'élucidation de son sens juif que l'on perçoit à quoi est exposée potentiellement toute minorité, dans sa relation à des groupes sociaux qui peuvent toujours la menacer, ou à des pouvoirs majoritaires qui peuvent toujours la persécuter.

Les coordonnées du monde juif qui vacillent actuellement sont alors celles-ci. Elles résultent de la politique moderne érigée sur un socle théologico-politique juif, dont la pierre angulaire est la *galout*². Politique qui est exactement le contraire d'une théologie politique restaurée telle qu'il arrive que la visent certains sionistes religieux. La polarité Israël-diaspora comprend un centre exilique de neutralisation du pogrom d'un côté, et des centres diasporiques du pogrom potentiel de l'autre. L'expérience juive mondiale s'est réagencée et a trouvé sa stabilisation relative après la Shoah à l'aide de cette polarité. À l'ère post-Shoah la défiance des Juifs à l'égard de l'État en Europe a été compensée par l'existence d'un centre étatique juif. Cet équilibre homéostatique, où la protection des Juifs se distribue entre deux pôles, l'État-nation dont ils sont citoyens et l'État-refuge, est caractéristique du nouvel équilibre acquis dans l'après-guerre.

«L'État pour les Juifs, celui qui " combat pour lui ", en l'occurrence pour le peuple et non pas pour Dieu, celui qui se substitue à la faillite des " rois étrangers ", voilà ce qui a vacillé sous nos yeux.»

Or c'est très exactement cela qui a éprouvé sa limite le 7 octobre 2023. L'État d'Israël a failli, exactement sur sa pierre angulaire. La barrière du refuge a cédé, au propre et au figuré. Et c'est le fond diasporique de l'être juif sur lequel il se tient qui s'est dévoilé, au lieu même – au seul lieu du monde – où il avait été mis en suspens. Ce fond diasporique, inéliminable, avec l'expérience de la persécution maximale qui l'accompagne, remonte soudain à la surface. Aussi, le 7 octobre n'est pas éprouvé dans le monde juif comme une rémanence du pogrom. Il n'est pas la dernière occurrence du pogrom, mais le premier pogrom post-Shoah : un massacre qui s'inscrit dans l'horizon de la destruction complète des Juifs ouvert par la Shoah. Et il s'est déroulé dans les frontières du centre étatique qui l'excluait conceptuellement et empiriquement.

Ce qui s'est produit en un seul jour peut alors s'exprimer ainsi. Le monde s'est réunifié et homogénéisé pour les Juifs. Le centre israélien a rejoint les centres diasporiques. L'écart entre *centre exilique* et *centre diasporique* qu'il était parvenu à introduire dans la conscience juive s'est brutalement refermé. La vulnérabilité du centre étatique a fait vaciller le fragile équilibre que sa naissance avait produit pour l'ensemble de la configuration. Et mécaniquement, l'épreuve de l'unité dans la souffrance la plus grande – la Shoah – a été irrémédiablement réactivée dans toutes les expériences juives, auxquelles s'ajoutent celles des non-Juifs qui ont conservé dans leur esprit ce que la rupture de la Shoah a représenté dans l'histoire mondiale. Car on a vu resurgir la vocation exterminatrice du pogrom, comme une

2. Bruno Karsenti, *La Place de Dieu – Religion et politique chez les modernes*, Éditions Fayard, 2023

strate persistante, jamais éliminée, de la vie juive dans toute son amplitude, là même où sa neutralisation était déposée. Dès lors, l'exil a retrouvé son uniformité dans la possible mort des Juifs, partout, où que ce soit.

« Partout »... la proposition, de 1948 à 2023, avait été démentie. L'État pour les Juifs, celui qui « combat pour *lui* », en l'occurrence pour le peuple et non pas pour Dieu, celui qui se substitue à la faillite des « Rois étrangers », voilà ce qui a vacillé sous nos yeux. Les appels au secours venus des localités prises d'assaut ont fait raisonner la détresse juive, en son lieu le plus improbable. Dans le sentiment tragique d'abandon pendant les heures interminables du massacre, c'est l'es- seulement typiquement juif qui a résonné en nous. Après le 7 octobre, la proposition est redevenue vraie : la condition juive s'est uniformisée, la sûreté fait défaut, partout, y compris dans le centre étatique dont la capacité de remplir sa fonction a été tragiquement infirmée. Les Juifs, certes, n'ont jamais quitté la *galout* en se donnant un État ; mais avec la polarité moderniste du sionisme réalisé, ils étaient parvenus à l'altérer. C'est cette altération qui a cédé. Des Juifs ont été exterminés en Israël. Quant aux nouvelles coordonnées qui en découlent pour l'existence juive d'aujourd'hui et de demain, il nous reste à les détecter. Et surtout, après ce désastre, à les reconstruire pour que le monde redevienne vivable pour les Juifs.

BRUNO KARSENTI ET DANNY TROM

Un massacre, des massacres : Les archives du 7 octobre et la mémoire

Dès le lendemain des massacres du 7 octobre, un travail d'archivage et de documentation a été entrepris qui rend compte d'un premier effort pour élaborer et intégrer dans la conscience de chacun l'ampleur de l'événement. Ce travail de mémoire immédiat s'inscrit dans un imaginaire collectif et un ensemble de pratiques testimoniales qui fait remonter

à la fois l'histoire de la Shoah et celle des pogroms. Sensible à l'ambiguïté de la société israélienne, Frédérique Leichter-Flack interroge les effets de cet entrelacement mémoriel des massacres, entre reviviscence traumatique et ressource pour ne pas se laisser sidérer par la Gorgone.



FRÉDÉRIQUE LEICHTER-FLACK

Frédérique Leichter-Flack est professeure de littérature et d'humanités politiques au Centre d'Histoire de Sciences Po. Elle est notamment l'auteure de : *Le Laboratoire des cas de conscience*, Flammarion, 2023 (Édition Poche) ; *Pourquoi le mal frappe les gens bien ?*, Flammarion, 2023. Avec Philippe Zard, elle a également dirigé le dossier spécial « Les imaginaires de la terreur », *Revue Raison publique*, 25 mai 2022.

Les massacres du 7 octobre ont été révélés petit à petit. Il a fallu plusieurs semaines, au fil de l'identification progressive des nombreux corps retrouvés dans les villages et les champs du sud d'Israël, pour pouvoir en donner un bilan chiffré¹. On a vu progressivement plus clair sur le déroulé de l'opération, les actes de violence commis, y compris les violences sexuelles, et les modalités de mise à mort. Il a été rapidement possible de faire le récit kaléidoscopique des différents massacres opérés sur différents lieux en parallèle, et d'en proposer une sorte de reportage rétrospectif comme s'y sont attelés plusieurs grands journaux. Un jour avant qu'Israël ne se présente à La Haye pour répondre aux accusations de génocide de l'Afrique du Sud, la Direction nationale de la diplomatie publique a annoncé la création d'un nouveau site web, « *Oct. 7 2023, Hamas Massacre : Documentation of Crimes Against Humanity* » (7 octobre 2023, massacre du Hamas : documentation sur les crimes contre l'Humanité)².

Archives immédiates

De fait, peu de massacres dans l'histoire récente du monde sont plus factuellement documentés que ceux commis le 7 octobre dans le sud d'Israël. Trois sources principales ont permis à ce stade la reconstitution des événements.

La première est le matériel vidéo tourné par les hommes du Hamas eux-mêmes, avec leurs téléphones portables, ceux de leurs victimes, ou les caméras gopro dont

ils s'étaient équipés. Ce sont les premiers documents à avoir circulé, quasiment en temps réel, sur les réseaux sociaux ; en même temps que les appels à l'aide reçus sur WhatsApp par les familles des habitants des kibbutz piégés dans les abris de leurs maisons envahies, diffusés eux aussi en direct parfois jusqu'à la télévision nationale. Captées et montrées dans le but de terroriser la population israélienne, les vidéos ont en outre été un instrument singulier de torture psychologique, puisque c'est au travers de ces images que des familles en ont été réduites à identifier les êtres chers dont elles restaient sans nouvelles, à tenter de deviner leur sort en guettant un signe de vie.

La deuxième source de documentation des massacres est l'ensemble des traces laissées sur les lieux et à même les cadavres progressivement retrouvés sur place : décryptées par les équipes médico-légales à pied d'œuvre depuis plusieurs semaines pour identifier les victimes, ces traces permettent de déchiffrer sur les corps les sévices subis par les victimes. Plus largement, le spectacle laissé par les massacres une fois les tueurs repartis, a été directement vu sur place, souvent sans préparation, par un grand nombre d'Israéliens, jeunes militaires du contingent et équipes de secouristes.

La troisième archive des massacres est la collecte de témoignages des survivants et des équipes de secours arrivées les premières sur les lieux. Une multitude d'initiatives spontanées, émanant de la

1. Un mois après les massacres, des familles de personnes disparues estimées otages à Gaza continuaient à recevoir notification de la mort de leurs proches le 7 octobre, au fil de la progression du travail médico-légal sur les restes humains recueillis sur place.

2. <https://saturday-october-seven.com/>

société civile, et en particulier de jeunes et d'étudiants des universités israéliennes, ont en effet très vite émergé en ligne, dès le lendemain des massacres : enregistrer les récits des témoins, les publier sur des pages Instagram, les sous-titrer, parfois en plusieurs langues, quand la quasi-totalité des témoignages de rescapés et de sauveteurs sont évidemment en hébreu, telle a été l'urgence qui s'est imposée et a été solennellement partagée dans un pays entièrement sous le choc où, par le fait des liens de proximité et surtout de l'immédiateté des réseaux sociaux distributeurs d'images et de sons, tout le monde ou presque se retrouvait, de près ou d'un peu moins près, en position de témoin des massacres, avec les conséquences psychologiques que l'on imagine sur tout un pays³.

«Les initiatives de collectes portent la marque de la littérature testimoniale de la Shoah, et au-delà d'elle, de la culture testimoniale d'une société habituée à écouter les anciens rescapés des camps raconter leur histoire notamment dans les écoles.»

Ce réflexe de recueillir les témoignages des rescapés, d'en faire une urgence collective

au moment même où les déplacements massifs de populations du sud du pays et la mobilisation militaire soudaine d'une grande partie de la jeunesse laissaient le pays au chaos, et d'en tirer une sorte de mémorial improvisé de l'événement 7 octobre, dépasse de très loin l'enjeu de faire savoir au monde ce qui venait de se passer. Bien sûr, il y avait bien cet objectif de faire savoir, c'est-à-dire de faire partager le sentiment d'horreur et de sidération, de susciter de l'empathie en misant sur les récits, les visages et les voix, et si possible, d'attirer un peu de compréhension et de soutien dans le reste du monde. Il y avait bien aussi, désespéré, l'effort pour tenter d'assimiler l'advenue de l'impensable, pour absorber le choc de cet événement impossible pourtant bel et bien survenu. Mais il y avait encore autre chose, comme si une autre mémoire, celle de la Shoah, s'était interposée à la manière d'un intertexte spontané. La réminiscence était particulièrement troublante pour les survivants des kibbutz martyrisés, qui ont, de fait, vécu le massacre de leurs voisins et amis au fond de cachettes et d'abris verrouillés, sans rien voir au-dehors mais en tâchant de deviner ce qui était en train de se passer.

La mémoire de la Shoah en surimpression

Les initiatives de collectes portent la marque de la littérature testimoniale de la Shoah, et au-delà d'elle, de la culture

3. Sans compter aussi les captures d'images fournies par les caméras de surveillance installées dans certains des lieux assaillis. Une quatrième source potentielle, qui n'est bien sûr pas toujours exploitable publiquement, mais dont certains éléments ont fini par être partagés, est constituée des interrogatoires, effectués par l'armée israélienne, des douzaines de combattants du Hamas capturés vivants dans les combats qui ont suivi les massacres. Ces interrogatoires révèlent que trois vagues successives se seraient succédées à l'intérieur du territoire israélien : des combattants du Hamas, surentraînés et en mission commandée, des militants armés du Hamas mobilisés en renfort le matin même pour participer à l'attaque, et des «civils» non armés entrés à leur suite sur le territoire israélien pour exploiter les opportunités ouvertes par la brèche (pillages, participation aux exactions ou coups de main pour les enlèvements contre promesse de rémunération). La répartition des crimes entre ces différentes catégories reste à préciser.

testimoniale d'une société habituée à écouter les anciens rescapés des camps raconter leur histoire notamment dans les écoles. Dans un pays où la littérature de témoignage et les récits oraux des rescapés de la Shoah sont des réalités culturelles familiaires, en particulier auprès de la jeunesse, les codes de ces corpus et de ces pratiques de transmission du trauma fondateur se sont immédiatement proposés pour prendre en charge le nouveau traumatisme collectif. Toute une partie de la société israélienne s'était projetée dans une vision postmoderne, technophile, ouverte au monde, sûre de sa force et de son existence ; et voilà qu'elle se retrouvait soudain renvoyée à l'identité tourmentée des années de la fondation de l'État, à son complexe du « septième million », à une perception d'elle-même comme assemblée de survivants, comme si les efforts cumulés sur 75 ans se révélaient, en définitive, incapables d'empêcher le retour de la haine et des massacres. À quoi s'ajoute encore, pour les survivants laissés à eux-mêmes dans leurs cachettes et pour les proches des victimes qui ont reçu en direct, impuissants, les appels au secours provenant des abris sur le point d'être assaillis, l'effroi de l'abandon : les longues heures à croire d'abord l'arrivée de l'armée imminente, puis à affronter l'angoisse de son retard face au déchaînement de la mort autour de soi, et à admettre la réalité de l'absence de secours sur lesquels compter. Cette angoisse-là est d'ailleurs très présente aussi dans les témoignages des sauveteurs arrivés sur les lieux trop tard – trop tard par exemple pour sauver cette fillette terrifiée, restée trop longtemps toute seule à se vider de son sang au milieu de toute sa famille as-

sassinée, comme l'une des secouristes l'a raconté, face caméra, sans pouvoir retenir ses larmes.

Avec cette mémoire de la Shoah en surimpression plus ou moins explicite (« *never again is now* », a-t-on vu apparaître sur les publications des réseaux), d'autres fonctions du témoignage, bien connues dans les corpus de littérature testimoniale, venaient se proposer aussi : avec l'expression « *survived to tell* », titre d'une des pages Instagram qui se proposait de collecter les témoignages des massacres, le lien entre survie et promesse de témoigner rappelle que le rescapé qui raconte s'acquitte toujours aussi d'une sorte de promesse tacite, celle de parler pour les morts, d'entretenir la mémoire de leur nom et de l'irréparable injustice qui leur a été faite. C'est la mission des survivants, la dette souscrite envers les amis assassinés qui n'ont pas eu la chance de s'en tirer, et qui, parfois, s'étaient interposés de manière héroïque pour sauver d'autres vies en sacrifiant la leur. Le discours des témoins rescapés, dans la culture mémorielle de la Shoah, remplit aussi une autre fonction, qu'on pourrait qualifier de prophétique : revenus des enfers, ils ont vu ce qu'aucun homme ne devrait avoir vu. Ils ont connu ce qu'aucun être humain ne devrait avoir à connaître. Leur effroi est à la mesure de ce dévoilement contre-nature. Ils ont vu la Gorgone en face, selon l'expression qu'employait Primo Levi. Ils savent ce que l'homme peut faire à l'homme. Comment vivre avec ce secret dont ils sont désormais dépositaires ? Et comment continuer à vivre sans tenter d'en avertir ceux qui ont été épargnés ?

La littérature de témoignage sur les génocides et massacres de masse lève un coin du voile sur tout un pan de l'expérience des victimes que les traces ou les archives matérielles des crimes ne peuvent pas atteindre : l'expérience morale, la dimension éthique des interactions, entre les bourreaux et leurs victimes d'une part, entre les victimes elles-mêmes d'autre part. Qu'ont ressenti ces gens, terrés au fond de leur cachette ou de leur abri, en recevant les messages d'alerte sur leurs téléphones, en entendant les cris de leurs voisins ? À quel moment ont-ils compris que ce qui était en train de se passer n'avait plus rien à voir avec tout ce qu'ils avaient pu connaître auparavant en termes d'alerte et de danger ? À quels chantages éthiques ou affectifs ont-ils cédé, ceux qui ont ouvert la porte de leur abri aux bourreaux dans l'espoir d'épargner d'autres vies ? Quels sacrifices ont-ils été prêts à faire, ceux qui ont tenté de s'interposer dans l'espoir vain de sauver qui son enfant, qui son épouse ? L'interaction avec les bourreaux constitue souvent, pour les rescapés de l'extermination qui acceptent de parler, la plus grande énigme.

«Tout ce que remarque l'enquête médico-légale et dont elle ne sait que faire, le témoignage des rescapés et des secouristes le prend en charge à sa manière, sous forme d'une béance désignée au regard et qui ne sera jamais comblée.»

Même si la comparaison a ses limites, le détour par les récits des rescapés tutsis, recueillis par Jean Hatzfeld dans son premier livre sur le génocide au Rwanda⁴, est ici très intéressant car ces récits aident à toucher du doigt le problème spécifique posé par l'excès de cruauté, un élément qui caractérise aussi, d'après les éléments recueillis, les massacres du 7 octobre. Les rescapés des marais rwandais abordent tous, à un moment ou un autre de leur témoignage, le problème de la cruauté au-delà du massacre lui-même : que faire de la cruauté ? des tortures ? du sadisme des modalités de mise à mort ? Qu'on puisse vouloir tuer, qu'on puisse même s'y employer avec efficacité, cela reste du domaine du pensable. Mais couper bras et jambes à un enfant pour l'abandonner ensuite à une lente agonie ? Ouvrir le ventre des femmes enceintes avant de les exécuter ? Le surcroît de souffrance, physique et psychique, et la déshumanisation infligée aux victimes, qu'en penser et comment l'affronter ? Tout ce que remarque l'enquête médico-légale et dont elle ne sait que faire, le témoignage des rescapés et des secouristes le prend en charge à sa manière, sous forme d'une béance désignée au regard et qui ne sera jamais comblée.

Dans le cas des massacres des kibbutz, la disponibilité de l'autre archive, celle fournie par les tueurs eux-mêmes dans leurs vidéos, accentue encore l'énigme. Contrairement aux *Einsatzgruppen* nazis, qui dissimulaient leurs actes parce qu'ils savaient fort bien que ce qu'ils faisaient était horrible et serait perçu comme tel par le sens commun, les terroristes du Hamas

4. Jean Hatzfeld, *Dans le nu de la vie. Récits des marais rwandais*, Seuil, 2000.

se sont filmés. Se peut-il donc que ces hommes n'aient pas perçu leurs gestes de viol, de torture et de meurtre de femmes et d'enfants comme une cause d'horreur et de honte, même pour leurs propres enfants s'ils venaient à les voir, qu'ils aient considéré qu'ils n'avaient pas à s'en cacher et que leurs familles pourraient être fières, non seulement de leurs actes, mais même de leurs gestes – que leur environnement civil immédiat les approuverait, non seulement d'avoir tué, mais encore d'avoir tué *comme ils l'ont fait* ? La sidération de la décence commune face aux réjouissances que ces gestes monstrueux ont suscitées décourage toute tentative d'essayer de comprendre. Et pourtant, n'est-il pas crucial que les sciences sociales fassent ce travail-là, avant que la fiction, toujours avide de sensationnalisme quand il est question de meurtres de masse et de bourreaux, ne s'engouffre trop vite dans l'espace laissé vide ?

Questions pour les sciences sociales

Les sciences sociales qui s'intéressent aux violences de masse nous apprennent que contrairement à ce que le sens commun croit, ce n'est pas toujours difficile de tuer. Le 7 octobre, manifestement, les vidéos tournées par les tueurs semblent montrer que cela ne l'a pas été du tout. Mais quels modèles convoquer pour interpréter l'excès de cruauté, et l'enivrement qui semble l'avoir accompagné ? Les viols, les tortures, les mutilations et profanations des corps, étaient-elles toutes prévues, planifiées, comme les documents retrouvés sur certains combattants du Hamas semblent l'indiquer ? Était-ce, jusque dans le détail précis des crimes commis, une mission

commandée ? Y a-t-il eu une part d'improvisation ? Les tueurs s'étaient-ils drogués en prévision de l'accomplissement de leurs actes, pour bloquer toute émotion et s'endurcir, ou l'idéologie fanatique qui les animait a-t-elle suffi à leur faire perdre de vue que c'étaient sur des enfants humains qu'ils s'acharnaient ainsi ? Ont-ils été secondés, ceux qui venaient pour accomplir leur mission fatale, par des « civils » qui ont profité de l'opportunité pour s'engouffrer à leur suite dans la brèche et ivres de la puissance offerte, ont torturé, violé et massacré comme on peut piller, avec opportunisme ? Quel rôle a joué le mimétisme envers les images popularisées par le djihadisme international dans la préparation des tueurs ? Et quel autre rôle, un certain discours religieux de la guerre sainte et du martyr, capable de justifier jusqu'à la profanation des cadavres et la décapitation d'enfants ? Que s'est-il joué exactement sur place, dans les secondes, les minutes et les heures où les victimes ont été livrées sans défense à leurs bourreaux ? Que faire de l'exaltation, de l'enivrement, de la joie des massacreurs ?

« Dans l'exigence éthique de regarder les massacres en face, certains ne voient qu'une tentative d'incrimination, un effort de propagande, voire un projet de légitimation d'un autre massacre en retour. Et d'autres, bien décidés à rester aveugles aux faits, n'hésiteront pas à accorder

sans entrer dans le détail leur soutien global à “tous les moyens” de la lutte contre l’oppression.»

S'il n'y a pas qu'une seule grille de lecture pertinente des massacres qui s'impose à l'esprit, c'est sans doute qu'il faut en mixer plusieurs, et c'est vers ce chantier que l'attention des sciences sociales doit être appelée, face au défi que ces différentes archives des massacres soulèvent. Pourtant, les questions soulevées par la description et l'interprétation des massacres, dans sa concrétude, restent encore largement contournées. Inutile de mentionner les nombreuses manières d'éviter de voir et de refuser de savoir ce qui s'est passé le 7 octobre dans le sud d'Israël – des accusations de mensonges et de *fake news* massivement relayées sur les réseaux sociaux, qui culminent dans les pires railleries négationnistes⁵, aux contestations de détails, comme la polémique sur le nombre exact de « bébés décapités » dans les kibbutz. Mais chez beaucoup de ceux qui ne nient pas le fait objectif des massacres, ce qui compte avant tout, c'est d'éviter qu'ils puissent servir d'objection dans le combat plus général dont on préfère n'en faire qu'un épisode. Dans l'exigence éthique de regarder les massacres en face, certains ne voient ainsi qu'une tentative d'incrimination, un effort de propagande, voire un projet de légitimation d'un autre massacre en retour. Et d'autres, bien décidés à

rester aveugles aux faits, n'hésiteront pas à accorder sans entrer dans le détail leur soutien global à « tous les moyens » de la lutte contre l'oppression, ou mieux encore, à révoquer avec panache toute sensibilité, comme la raillerie froide de la pensée décoloniale y a, on ne peut plus clairement, invité (« *“Not like this” ? Then like what ? Show us lol* »⁶).

Mais même les logiciels de dialectisation des massacres disent tout de même quelque chose de plus sur les massacres, en creux : ils ne peuvent pas faire complètement l'impasse sur les grilles d'interprétation de la violence extrême, qu'elle soit pensée comme une rage de révolte contre l'humiliation, ou qu'elle soit comprise comme une tactique mûrement réfléchie, froidement assumée, et parfaitement rationnelle de la part du faible qui fait avec la seule arme à sa disposition, à savoir sa disposition à afficher une absence totale de limite morale en guise de détermination. La violence des massacres est alors soit excusée (la rage et la bouffée de haine étant « compréhensibles » dans le contexte), soit justifiée (l'horreur est la seule arme de l'opprimé). Dans les deux cas, elle reste subordonnée à la cause qu'elle prétend servir, ne laissant aucune place pour une autre hypothèse, qui mériterait pourtant d'être explorée, celle du crime de haine et, plus spécifiquement, du fanatisme génocidaire d'une violence antijuive qui ne serait pas subsumée sous la cause qu'elle prétend servir⁷.

5. On pense en particulier au concours de plaisanteries suscité, sur les réseaux, par la nouvelle du bébé retrouvé brûlé vif dans le four d'une maison, dont un secouriste a raconté la découverte affreuse.

6. C'est un tweet, abondamment liké et retweeté, de la journaliste et influenceuse américaine mode et jeunesse Najma Sharif.

7. C'est la lecture qu'en prend la *USC Shoah Foundation* (dite fondation Spielberg), qui a commencé à enregistrer et archiver les témoignages du 7 octobre dans le cadre de son projet de lutte contre l'antisémitisme *via* les témoignages.

L'imaginaire du pogrom

Pour les victimes, à l'inverse, c'est justement cette grille de lecture-là, l'hypothèse de l'antisémitisme exterminateur, que la pensée décoloniale laisse dans son angle mort, qui s'est immédiatement imposée. Revenons en effet aux témoignages. Outre l'intertexte de la culture testimoniale de la Shoah, un second intertexte s'est répandu au point d'être devenu la métaphore privilégiée de désignation de l'événement : le pogrom. Dans l'imaginaire juif, les modalités des massacres du 7 octobre ont réactivé le souvenir traumatique transgénérationnel des pogroms, un héritage commun aux Juifs de la diaspora et aux Israéliens, qui se sont construits, eux, précisément contre ce souvenir et en réaction à lui : c'est l'autre sens du « *never again is now* ». Bien sûr, en toute rigueur historique, ce n'était pas *stricto sensu* un pogrom. Le pogrom, c'est ce qui arrivait dans l'empire tsariste, quand les Juifs n'avaient ni État, ni armée, ni police pour les défendre, quand ils étaient entièrement à la merci de leurs bourreaux. Et en nombre de morts, les massacres du 7 octobre ont dépassé de très loin l'expérience d'un pogrom. Mais que dit la convocation de l'imaginaire du pogrom, outre la violence extrême, la cruauté, les viols barbares et les mutilations des corps ? Il dit la vulnérabilité, l'impuissance, et l'abandon. Et il dit la honte. La honte de ce qu'on vous a fait et de ce qu'on a fait de vous. La honte de ce qu'on a fait de vos êtres chers, et celle de votre impuissance à l'empêcher. La honte de la mère qui n'a pu protéger sa fille du viol. La honte du frère qui n'a pu protéger sa sœur de l'éviscération. La honte du père qui n'a pu empêcher ses enfants d'être brûlés vifs,

les mains attachées dans le dos. La honte de l'État, qui n'était pas là au moment où on avait si vitalement besoin de lui.

« On ne peut pas comprendre l'Israël contemporain sans tenir compte de cette double transmission mémorielle – la Shoah et les pogroms – qui irrigue l'imaginaire collectif. “*Never again is now*” n'est pas seulement un slogan de propagande, c'est aussi un ressenti spontané, qui vient avec son lot de confusion et de peur, un ressenti largement partagé, un réflexe dans l'imaginaire. »

L'imaginaire du pogrom s'est transmis dans la psyché juive, par les canaux de l'épigénétique sans doute, mais il a aussi été pris en charge dans tout un corpus littéraire, la littérature du pogrom, moins connue que la littérature de la Shoah, mais peut-être plus éprouvante encore à la lecture. Dans les nouvelles de Lamed Schapiro par exemple, l'insoutenable est livré brut, sans protection, sans apitoiement, sans sensibilité. Les corps peuvent être torturés, sans qu'il n'y ait personne pour vous protéger. On peut être exposé, à tout moment, à une violence sans limites, inaccessible à la rationalité et à la discussion. Il n'y a rien à faire, rien à espérer, on ne peut pas plaider, discuter, supplier. Il faut juste attendre que

ça passe, et espérer rester vivant jusque-là. L'imaginaire du pogrom dit ceci : les corps juifs, ce sont des corps qu'on peut violer, énucléer, dépecer, clouer, démembrer, impunément. Des corps auxquels on peut faire ça sans que personne ne s'y oppose. D'où la rage et le dégoût d'un Bialik dans son célèbre poème *Dans la Ville du massacre*, écrit en hébreu en 1904, et la dureté de ses mots : ce n'est plus le temps de la pitié pour nos morts, il faut rompre avec cette honte qu'on nous impose de subir, et donner à voir en face le spectacle de l'horreur pour conjurer l'impuissance de la honte et la honte de l'impuissance. Il faut mourir si l'on doit, mais en se battant pour ne pas être traité seulement comme des corps auxquels on peut tout faire subir. Briser le cercle : le programme même sur lequel le projet d'État juif s'est conçu, avant que la Shoah ne vienne lui donner confirmation de l'urgence vitale du refuge.

On ne peut pas comprendre l'Israël contemporain sans tenir compte de cette double transmission mémorielle – la Shoah et les pogroms – qui irrigue l'imaginaire collectif. Oui, « *never again is now* », repris partout sur les réseaux israéliens, est d'une certaine manière un slogan de propagande, oui, cela permet à trop bon compte de disqualifier moralement son ennemi en bloc en l'assimilant aux nazis, et oui, traiter son ennemi de nazi évite sans doute d'avoir à discuter avec les Palestiniens d'une paix à deux États. Mais ce n'est pas seulement un slogan de propagande, c'est aussi un ressenti spontané, qui vient avec son lot de confusion et de peur, un ressenti largement partagé, un réflexe dans l'imaginaire. Qui prend en réalité un double sens : non plus seulement le *never*

again de la Shoah, et de la légitimation de la guerre totale contre le nouveau génocidaire qu'est le Hamas, mais le *never again* des pogroms, de cette violence subie dans l'impuissance, de cette précarité existentielle face à la violence haineuse du monde, de cette honteuse exposition des corps souillés... de cette condition juive pogromisée à laquelle Israël, après des décennies de prise de distance, a pris le risque de s'identifier une dernière fois, en montrant au monde, lors d'une conférence de presse inédite dans l'histoire du pays, ces corps juifs suppliciés que les Israéliens étaient collectivement redevenus.

L'imaginaire du pogrom, du reste, portait déjà avec lui nombre des questions éthiques que l'armée a dû trancher ce jour-là, en choisissant de montrer les images des massacres – pas toutes les images, une sélection d'entre elles. Contre l'immédiateté des images, la littérature des pogroms comme la littérature de témoignage sur la Shoah n'avait cessé de se poser toutes ces questions : que donner à voir et que raconter, pour avertir et dénoncer sans reproduire le viol et l'humiliation, pour rendre hommage et défendre la mémoire des victimes, sans renouveler la déshumanisation et la perte de dignité des suppliciés ? Que partager du secret des témoins, quand on sait que les fantômes accueillis dans les récits de l'horreur seront ensuite là pour rester ? Jusqu'où montrer, mais aussi jusqu'où partager la reconstitution des faits, si la dignité des victimes risque d'y sombrer ? Faut-il descendre dans la chambre de torture, donner à voir ce qui s'y est passé ? Comment éviter le piège de l'*horror porn* ? Ces questions, qui ont nécessairement abouti à des choix dans

le montage des 48 minutes de visionnage des massacres, ont-elles aussi une longue histoire dans l'imaginaire intertextuel des littératures de témoignage sur la Shoah et des récits de pogroms.

Les massacres du 7 octobre risquent à présent d'être engloutis dans le désastre humanitaire de la guerre qu'ils ont déclenchée. Aux sciences sociales pourtant de faire l'effort d'en déchiffrer les béances à partir de toutes les archives disponibles. Et à la littérature testimoniale d'en préserver la signification – de se faire aussi la gardienne des événements si les autres archives devaient n'y plus suffire. C'est aussi leur mission que de nous apprendre à regarder la Gorgone en face – par-delà la sidération.

FRÉDÉRIQUE LEICHTER-FLACK

Frédérique Leichter-Flack

ARTICLE

Le 7 octobre : Quel impact ? Quelle empreinte ?

Spécialiste de l'histoire du sionisme et d'Israël, Denis Charbit revient sur l'évidence avec laquelle l'événement du 7 octobre a immédiatement « fait date et pourrait faire génération » – pour Israël comme pour l'ensemble

du monde juif. Attentif à la manière dont l'attaque du Hamas a traumatisé la société israélienne, il nous instruit sur les interrogations et attentes politiques que celle-ci, avec la guerre à Gaza, provoquent déjà.



DENIS CHARBIT

Denis Charbit, spécialiste de l'histoire et de la société d'Israël, est Directeur de l'Institut de recherche sur les relations entre juifs, chrétiens et musulmans et professeur de science politique à l'*Open University d'Israël* (Ra'anana).

Dédicace : À celles et ceux qui se rendent en Israël depuis le 7 octobre :

Vous êtes venus au premier signal. Spontanément, instinctivement. Pour réparer la blessure qui vous a atteint dans votre for intérieur ; pour offrir la dignité de votre présence sur les lieux où la dignité des victimes a été violée ; pour donner l'amour là où la terreur a semé la haine et la désolation. Vous avez accompli les devoirs du cœur avec utilité, humilité, simplicité. Comme tant de nos compatriotes, vous avez retroussé les manches et travaillé dans les champs, dans les usines et dans des bases militaires. Vous avez cueilli des fraises ou des avocats, préparé des plats chauds destinés aux réservistes, lavé et repassé le linge sale des évacués du nord et du sud qui avaient trouvé refuge dans une chambre d'hôtel. La sueur qui a coulé de votre front ne remplacera pas le sang versé, mais le regard ou la parole de gratitude que vous ont adressée celles et ceux que vous avez aidés restera pour vous la seule récompense qui vaille et que vous ne dédaignerez point. Nul concours ni compétition, nul prix ni palmarès ; cependant, vous avez été les plus nombreux à venir partager cette expérience que vous n'oublierez pas. Rien que de très normal, répondrez-vous. C'est comme une visite à un parent souffrant. Vous avez été les plus proches. La compassion n'est pas chez vous qu'une vertu, elle est une action en marche. Indépendamment de vos opinions religieuses et de vos affinités politiques respectives, vous avez tous voté oui au référendum que vous a dicté votre cœur, lequel bat pour Israël lorsque celui-ci est terrassé. À votre retour, beaucoup salueront votre ténacité, d'autres seront perplexes face à tant

de témérité ; certains souligneront votre inconscience. Les plus critiques manifesteront leur réserve pour un engagement par trop unilatéral. J'entends, pour ma part, saluer votre dévouement. Les lignes qui suivent interrogent avec gravité les événements récents et tentent de déchiffrer leur cours possible. Que vous en partagiez les idées ou non, elles sont indissociables de l'hommage que je tiens à vous rendre.

Avant / Après

Toute réflexion sur la société israélienne aujourd'hui part du postulat que le 7 octobre constitue une rupture dans l'histoire moderne d'Israël. Il y aura pour toujours un « avant » et un « après ». Pour les morts, civils ou militaires, il n'y aura plus d'après. Pour ceux qui ont subi l'invasion du Hamas et, frôlant la mort de près, ont survécu, rien ne sera plus comme avant, de même que pour les familles qui enterront celles et ceux qui sont morts au champ d'honneur qui fut souvent un champ d'horreur. Et que dire du calvaire que subissent dans la bande de Gaza les otages encore détenus à ce jour où j'écris [le 20 janvier] ?

Sidération, traumatisme... Au-delà du premier cercle directement concerné, nous sommes tous ébranlés, secoués, mis à l'épreuve. Les repères et les critères de la division idéologique et sociale ont volé en éclats. On rapporte que bien des « gaucho-chistes », devenus « lucides » (*mitpakhim*, en hébreu), expient leur naïveté et jurent qu'on ne les reprendra plus en train de scanner « la paix maintenant ». Dans la même proportion, bien des supporters du Likoud ne supportent plus celui qu'ils tenaient hier encore pour un leader irremplaçable. L'éco-

nomie qui était au vert tourne au rouge ; la culture est en berne ; les médias, si incisifs d'ordinaire, sont au garde-à-vous ; la classe politique, si bavarde en général, est devenue muette, soit qu'on ne lui tende plus le micro soit qu'elle se retire dans un silence prudent. Tout chancelle, et surtout, tout paraît négligeable et sans importance face au déluge de haine et de sang qui a explosé, face au drame des otages dont la moitié croupit encore dans les geôles de Gaza, face à la douleur et la peur qui ont frappé et frappent encore.

On veut croire qu'un autre Israël surgira de l'épreuve : l'union sacrée qui a stoppé net les dissensions intestines persistera, espère-t-on, après la fin de la guerre ; les clivages, réels ou artificiels, qui ont opposé les Israéliens ne se reconstitueront pas ; un nouveau consensus s'est imposé, tous ou presque s'y rallient et continueront de lui prêter allégeance. Pressentiment, intuition, voeu pieux ? Les historiens sont souvent des professeurs de désenchantement ; ils constatent que dans la longue durée les promesses de changement sont rarement tenues. L'opinion est volatile et versatile. Enfin, les changements sont souvent les confirmations explicites d'une tendance souterraine qui couvait depuis longtemps déjà et que la catastrophe a précipitée.

«La crise politique, judiciaire, sur l'avenir de la démocratie, étalée, de semaine en semaine, sur pas moins de neuf mois,

s'est aussitôt figée face à la catastrophe la plus effroyable éprouvée par des Juifs depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, à plus forte raison par les Israéliens depuis 1948.»

Le jour du 7 octobre fait date ; il pourrait faire génération. Il porte à jamais la couleur du deuil et de l'effroi : le «shabbat noir» (*ha-shabbat ha-shrora*, en hébreu) ainsi qu'il a aussitôt été appelé¹. Dans cette même veine, 2023 aura été «l'année terrible». Sa place est retenue d'office dans le martyrologue juif. Au lieu de tirer gloire du 75^e anniversaire de la création de l'État d'Israël et de commémorer le 50^e anniversaire de la guerre du Kippour, dont on était censé avoir tiré toutes les leçons, le pays a vécu l'année de tous les dangers : une crise intérieure sans précédent autour d'une législation controversée qui a rapproché les Israéliens chaque jour un peu plus du précipice où nous sommes tombés le lendemain, avec, en substitut d'une guerre civile, une guerre avec les ennemis jurés, mais qui ne ressemble à aucune de celles qu'Israël avait menées jusque-là. La crise politique, judiciaire, sur l'avenir de la démocratie, étalée, de semaine en semaine, sur pas moins de neuf mois, s'est aussitôt figée face à la catastrophe la plus effroyable éprouvée par des Juifs depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, à plus forte raison par les Israéliens depuis 1948 qui, de guerres en attentats, d'embuscades en opérations, ont pourtant une grande expérience de la violence.

1. Le syntagme n'est pas inédit ; il fut employé pour qualifier le couvre-feu général décreté dans le pays par les autorités britanniques mandataires et l'arrestation massive des principaux leaders du yichouv le samedi 29 juin 1946.

Le bilan des pertes a déterminé cette perception de l'événement : en moins de vingt-quatre heures, ce sont près de 1 200 personnes qui ont été massacrées tandis que 250 autres ont été enlevées et plus de 130 sont encore détenus comme otages. Le déroulement des faits a été un élément déclencheur du traumatisme : les systèmes de défense ont failli les uns après les autres, et la faillite s'est répercutée à tous les échelons, comme des dominos entraînant dans leur chute tous les autres rouages. Les habitants des cités et des communes voisines de la bande de Gaza ont dû attendre des heures avant que n'arrivent les premiers secours, des jours et des semaines avant que le gouvernement ne commence à réagir et à s'organiser. Cette insupportable attente, scandée par des messages *WhatsApp* laconiques et désespérés, a suscité une onde de choc : on savait l'administration peu efficace et tatillonne, mais l'armée ? Force d'intervention rapide, son image de marque a pâli, s'est ternie. Celle de l'État, à plus forte raison. C'est sans doute de la crise intérieure l'aspect le plus grave. L'État a été pris en flagrant délit de défaillance. La société juive a éprouvé, en quelque sorte, ce que la société arabe a vécu depuis 2019 lorsque la pègre sévissait, tirant sur tout ce qui bougeait sans que la police intervene, blâmant les pouvoirs publics pour leur cruelle absence, alors par négligence et indifférence, aujourd'hui, par incompetence. Cette expérience dramatique d'un État qui faillit à sa mission a eu pour effet de stimuler la société civile à agir, à agir sans l'État puisque celui-ci était aux abonnés absents. Attentif à la contestation qui couvait en sourdine, le gouvernement, pour rétablir sa légitimité auprès des gouvernés, a procédé à la suppression de quelques

ministères superflus distribués pour satisfaire les appétits de cette drôle de coalition, illustration la plus affligeante du gaspillage et de la vanité qui avait régné sans vergogne depuis un an.

Le Hamas : ennemi exterminateur

Avant d'examiner les responsabilités indirectes à l'échelon militaire et gouvernemental, commençons par le commencement, c'est-à-dire par le Hamas.

En donnant à l'opération terroriste qu'il a conduite une dimension exterminatrice pour en faire un massacre de masse, le Hamas s'est privé sciemment des avantages politiques qu'il aurait pu retirer s'il avait limité son opération à des cibles militaires. Par le paroxysme de la violence qu'il a atteint, il s'est exclu de toute participation à un règlement futur, imprimant au conflit une dimension existentielle que, frappés d'effroi, les Israéliens perçoivent désormais comme tel : c'est eux ou nous et si vous n'êtes pas avec nous (ONU, Croix-Rouge internationale, Universités de la Ivy League, organisations féministes), c'est que vous êtes contre nous.

En frappant des civils avec une telle frénésie, le Hamas a signé son arrêt de mort. C'est une lutte à mort qui se déroule sous nos yeux. Il y entre, du côté d'Israël, la soif de venger le crime, la volonté de punir ses auteurs, la nécessité de riposter, l'urgence de l'éliminer. Tel est le sens donné aussitôt à l'opération militaire qui a suivi, et dont l'objectif est l'éradication du Hamas, c'est-à-dire la liquidation de ses capacités militaires et le terme mis à l'autorité politique qu'il exerce depuis 2007 dans la bande de Gaza.

Le Hamas que l'on croyait accommoder en autorisant les transferts de fonds du Qatar et dont on avait fini par s'accommoder a frappé un grand coup.

«Le Hamas [...] a tendu un piège à Israël et nous y sommes tombés. La paix avec lui étant impossible et non souhaitable, on a estimé que la coexistence, pour être tendue, résultait de l'intériorisation pragmatique par le Hamas d'un rapport de force structurellement asymétrique.»

Lorsque des mouvements religieux radicaux font irruption dans le champ politique, on tend à penser que si leur idéologie demeure rigide, infaillible et inaltérée, c'est dans l'exercice du pouvoir qu'ils révèlent une certaine souplesse. La maîtrise des affaires courantes requiert des prises de décision qui forcent ces mouvements à faire place à des compromis tout en maintenant intacts leurs dogmes fondamentaux. C'est globalement de la sorte que les autorités politiques et militaires d'Israël ont perçu le Hamas avec d'autant plus de conviction que cette thèse s'avérait parfaitement compatible avec la volonté politique d'affaiblir l'Autorité palestinienne dans le but de boucher la voie à toute négociation susceptible de modifier le *statu quo*. Bref, on a longtemps préféré «contenir» le Hamas, distinguant la théorie de la pratique, l'idéologie de l'action sur le terrain, nouant avec lui une diplomatie tacite, laquelle est

une antenne de communication toujours disponible entre ennemis qui ne se parlent pas. C'était sans compter avec la ruse dont le Hamas a fait preuve sans flétrir.

Le Hamas a laissé croire qu'il se contente-rait de régner à Gaza, d'obtenir des milliers de permis de travail et de maintenir le *statu quo*, l'interrompant à intervalles réguliers par des provocations successives, mais bien maîtrisées. Il a tendu un piège à Israël et nous y sommes tombés. La paix avec le Hamas étant impossible et non souhaitable, on a estimé que la coexistence, pour être tendue, résultait de l'intériorisation pragmatique par le Hamas d'un rapport de force structurellement asymétrique.

Quelle guerre et comment la faire ?

Pour mener l'opération militaire jusqu'à son terme, le gouvernement a besoin du consensus général de la population israélienne. Il l'a obtenu et le soutien a été unanime. Une contradiction s'est pourtant insinuée entre le but de guerre et l'objectif de la libération des otages. C'est là le seul clivage autorisé en Israël, ou plus exactement, le seul clivage qu'on s'autorise : une opposition encore feutrée entre les fervents de la Raison d'État et les partisans de la Raison de la Nation. La guerre est faite pour sauver l'État juif et rétablir sa sécurité, déclarent les premiers, estimant que la libération des otages peut compléter le but de guerre, mais non s'y substituer ; les seconds estiment que l'État d'Israël signe avec chaque citoyen un contrat implicite en vertu duquel son devoir est de protéger et de sauver tout citoyen en contrepartie de la disposition à sacrifier sa vie en temps de guerre. C'est le sens actualisé du «plus jamais ça» à «nous : victime,

tu ne seras plus !» Or, les otages en sont. Ils doivent être libérés par tous les moyens, – la guerre ou la négociation. Et si la poursuite des combats menace leur existence, alors la négociation prime sur la guerre.

Compte tenu de l'objectif de longue haleine poursuivi par les autorités, le soutien de la population israélienne est nécessaire pour assurer la légitimité de l'action militaire, mais insuffisant : il est impératif pour Israël de pouvoir compter sur le soutien actif, militaire et diplomatique, de l'administration américaine et l'approbation tacite de l'Union européenne. Pour en disposer pleinement et sans réserve, il eût fallu réaliser l'opération en un temps limité – comme une nouvelle guerre des Six Jours – et épargner autant que faire se peut les civils. Mission impossible. Qu'Israël s'y soit efforcé ou qu'il n'en ait eu cure, la plupart des Israéliens ont fait de nécessité vertu. Autrefois, l'on aurait juré les grands dieux que tous les moyens avaient été employés pour réduire les pertes, désormais Israël assume. Le 7 octobre a fait bouger les lignes.

«Toute issue aura un coût politique pour Israël, bien au-delà du coût humain que la société israélienne tolèrera pourvu que l'objectif soit réalisé. S'il n'est pas atteint, la colère populaire, contenue en temps de guerre en solidarité avec les soldats, ne tardera pas à exploser à l'issue des combats.»

Autre leçon amère à tirer depuis le déclenchement de la guerre : alors qu'il apparaissait comme un ennemi irréductible sur le plan idéologique, mais doté de moyens limités sur le plan militaire, le Hamas tient bon, beaucoup plus longtemps qu'on ne le pensait, et adopte la tactique de la guérilla : il se dissimule dans ce labyrinthe des tunnels et évite l'affrontement direct. La guerre durant plus de trois mois et le nombre de civils dépassant les quinze mille, le chèque en blanc accordé par l'administration américaine sera probablement assorti de quelques conditions restrictives dans les jours et les semaines à venir. Le temps étant la ressource la plus précieuse, il n'est pas exclu que l'armée israélienne consente, non à revoir l'objectif initial, mais à être plus attentive sur la conduite de la guerre en réduisant la puissance de feu employée et en tenant compte de considérations humanitaires qui avaient été pratiquement balayées jusque-là dans le but de protéger les effectifs de Tsahal.

Toute issue aura un coût politique pour Israël, bien au-delà du coût humain que la société israélienne tolèrera pourvu que l'objectif soit réalisé. S'il n'est pas atteint, la colère populaire, contenue en temps de guerre en solidarité avec les soldats, ne tardera pas à exploser à l'issue des combats. On peut passer outre une faillite en amont, pas une faillite en aval. Il faudrait alors admettre, la mort dans l'âme, que les soldats tombés au combat ont été un vain sacrifice. Si le Hamas parvient à se maintenir, demandera-t-on, la rage au ventre, pourquoi avoir mené délibérément, une guerre d'une telle ampleur pour un aussi piètre résultat ? Israël est donc condamné à réussir. Or, et c'est là tout le paradoxe de cette guerre : si

Israël l'emporte, si le Hamas est bel et bien neutralisé, c'est alors que la coalition des pays qui participeront à la reconstruction économique de la bande de Gaza auront non seulement le droit mais le devoir de réclamer de l'État hébreu qu'il apporte une contribution substantielle à la résolution du conflit après qu'ils aient apporté leur soutien à l'opération militaire, malgré les réserves apparues au sein de leurs opinions publiques respectives.

Le question palestinienne

Alors quelle leçon faut-il tirer, fût-ce à titre provisoire, à ce stade, puisque l'issue des combats n'a pas encore sonné ? Quoi qu'il en soit des *misperceptions* et des *miscalculations* dont ont fait preuve les autorités militaires et politiques israéliennes, aucune d'elles ne devrait plus avoir le front de prétendre, comme elles l'ont prétendues depuis plus d'une décennie, que la question palestinienne a perdu de sa centralité, qu'elle est marginale et qu'elle n'intéresse plus Israël, le monde arabe et la communauté internationale.

Les Accords d'Abraham avaient confirmé, en apparence, ce scénario, lequel eut droit aux honneurs d'être baptisé du nom autrement plus prestigieux de «paradigme». Les Palestiniens n'avaient-ils pas perdu leur droit de veto implicite sur toute normalisation des relations entre Israël et les pays arabes ? Ce changement de paradigme s'est écroulé. Le Hamas qui, de l'extérieur, a torpillé les Accords d'Oslo, a stoppé net le processus de normalisation des relations de l'Arabie saoudite avec Israël, autrement dit, le joyau de la couronne des Accords d'Abraham que l'administration américaine

était sur le point de sertir. Notons toutefois que les accords signés avec les Émirats, le Bahreïn et le Maroc ont résisté et survécu à l'attaque du Hamas. Les négociations avec l'Arabie saoudite sont interrompues, mais interrompre n'est pas rompre. L'Arabie saoudite, qui s'apprêtait à jeter quelques miettes économiques à l'Autorité palestinienne, prendra en charge l'essentiel de l'enveloppe financière pour la reconstruction de Gaza, mais elle ne le fera désormais qu'en contrepartie d'une repolitisation de la question palestinienne. Si cette démarche pragmatique se concrétise, le consensus interne né le 7 octobre s'effritera. Si, en revanche, le conflit est toujours perçu comme existentiel, le consensus se maintiendra. Il est plausible que la représentation dominante en Israël sera à mi-chemin entre les deux.

«Pour que les Palestiniens se démarquent du Hamas et s'en éloignent, il incombe de leur offrir un horizon concret, un cadre impératif, un calendrier garanti par une *task force* internationale, la mise à exécution de leur droit à l'autodétermination, assortie d'une reconnaissance sans ambiguïté de l'État d'Israël.»

À cet égard, si les convictions profondes ne changent guère, les modalités ont été durablement altérées. Nul ne prétend plus aujourd’hui que la solution à deux États peut être immédiatement appliquée. La solution économique, que l’on trouvait méprisante et irrespectueuse des revendications politiques palestiniennes légitimes, sera demain l’ingrédient indispensable. Quant à la radicalisation islamiste, elle ne peut plus être sous-estimée. Pour ceux qui en sont pénétrés, la réponse sera sécuritaire et consistera à les mettre hors d’état de nuire. Pour les priver de toute audience, le rôle d’Israël et de la communauté internationale, n’est pas négligeable : pour que les Palestiniens se démarquent du Hamas et s’en éloignent, il incombe de leur offrir un horizon concret, un cadre impératif, un calendrier garanti par une task force internationale, la mise à exécution de leur droit à l’autodétermination, assortie d’une reconnaissance sans ambiguïté de l’État d’Israël.

Charles Péguy opposait le parti de la charue à celui du sabre. Il faut du travail et du travail pour faire un homme, écrivait-il, il faut une minute pour le défaire. Les forces qui démolissent ont toujours une mesure d’avance sur les forces qui construisent. Comme la guerre, il faut sans doute se résoudre à faire la paix sans s’aimer, sans illusions. Une paix froide.

Le conflit a resurgi, avec une violence sans précédent dans l’histoire palestinienne et une riposte sans précédent elle aussi dans l’histoire d’Israël. Je ne prétends nullement qu’un processus de paix aurait empêché une telle agression puisque la raison d’être du Hamas est d’empêcher un règlement pacifique du conflit, mais au moins l’opi-

nion palestinienne en Cisjordanie et à Gaza aurait été divisée, ce qui est loin d’être le cas aujourd’hui. Faute d’horizon politique, elle se rallie au drapeau comme le font les Israéliens, même si se réjouir de la mort de son ennemi n’est pas identique à la sensation de n’avoir plus aucune compassion pour autrui. Voilà où se trouve le conflit aujourd’hui : on ne se bat pas seulement pour une terre, un drapeau et sa survie, Dieu est mobilisé de part et d’autre, et le conflit ébranle, cette fois, l’idée même d’humanité. Les hommes du Hamas qui ont participé au crime s’en sont exclus par leur barbarie ; et, effet inévitable d’une guerre à outrance, nous ne sommes plus en capacité de discernement : tous ceux qui sont dans le camp d’en face paraissent identiques.

Résoudre le conflit ?

L’histoire est tragique. Malgré les leçons qu’on prétend avoir apprises, peuples et leaders sont incapables d’emprunter les raccourcis qui permettraient d’éviter les bains de sang. Non que ce massacre de masse était prévisible, mais force est de reconnaître que le contournement et l’évitement de la question palestinienne ont échoué. Que ceux qui n’ont cessé de nous dire : « on a essayé de négocier, ils ont reculé à chaque fois » fassent un pas de côté. Cela fait dix ans déjà qu’ils martelaient que c’était peine perdue et qu’il était inutile d’essayer. Rien n’aura lieu si les partenaires ne sont pas à la hauteur de l’événement. Côté palestinien, le seul duo crédible est celui que pourrait constituer Marwan Barghouti, « le Mandela palestinien » et Salam Fayyad, l’expert de la Banque mondiale. Le premier bénéficiera de la légitimité interne intra-palestinienne de

par son statut d'ex-détenu ; le second, de la légitimité internationale et israélienne car il a mis de l'ordre dans les services de sécurité palestiniens et combattu la corruption lorsqu'il était Premier ministre de l'Autorité palestinienne de 2007 à 2013.

«Cette longue nuit commencée le 7 octobre ne promet nul lendemain qui chante. Le changement qui surgira du traumatisme peut être une régression aussi bien qu'une percée étroite pour couper court à une guerre sans fin alternant massacre et destruction.»

Côté israélien, il est prévisible que de nouvelles élections anticipées feront des listes modérées le centre de gravité de l'échiquier politique. La gauche ne parviendra pas à ressusciter de manière significative ; l'extrême droite sera une force d'opposition condamnée à une fonction tribunitienne. Les partis religieux devraient renouer avec leur tendance modératrice, voire modérantiste, abandonnée depuis une décennie. Ils ne demanderont plus guère d'établir une équivalence entre un service militaire et un service en yéchiva. La mise en cause du pouvoir judiciaire est révolue. Il a suffi qu'on entende à la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye l'un des représentants de la partie israélienne vanter l'indépendance de la Cour suprême pour comprendre que le gouvernement ne touchera plus le dispositif institutionnel actuel. Il n'est pas impossible d'espérer une nouvelle entente entre Juifs et Arabes d'Israël : le 7 octobre, les premiers

ont exigé des seconds qu'ils se prononcent et les Arabes ont répondu en conscience qu'ils étaient du côté d'Israël, malgré la suite des événements. Les émeutes de 2021 ne se sont pas reproduites malgré les provocations émanant du ministre de la « Sécurité nationale ». Les Arabes ont redouté, à leur tour, qu'on les tienne pour des citoyens en sursis. La guerre civile n'a pas eu lieu. L'addition de ces changements peut créer une nouvelle donne. Mais qu'on ne se méprenne pas : pour en arriver là, il ne faudra rien moins qu'un alignement des planètes, version scientifique et sécularisée du miracle.

Cette longue nuit commencée le 7 octobre ne promet nul lendemain qui chante. Le changement qui surgira du traumatisme peut être une régression aussi bien qu'une percée étroite pour couper court à une guerre sans fin alternant massacre et destruction. Si le Hamas qui a replacé la question palestinienne au centre des préoccupations internationales se maintient, il entraînera le problème palestinien dans l'impasse. Depuis dix ans, les gouvernements israéliens successifs ont préféré gérer le conflit et ce pari semblait être gagné. Il s'est écroulé le 7 octobre.

Résoudre le conflit alors ? Ce ne sera plus, 7 octobre oblige, la paix ou la sécurité : la complémentarité des deux est désormais impérative. Mais nous ne sommes plus en 1993, après six ans d'Intifada. Le chemin est d'autant plus long et semé d'embûches qu'il n'est pas balisé. Reste à savoir s'il est encore temps.

DENIS CHARBIT

ARTICLE DE JULIA CHRIST

Le silence du savoir

Après le 7 octobre, les universités ont été des lieux particulièrement révélateurs d'un certain type de réception de l'événement qui a frappé Israël. Rappelons l'intense mobilisation des étudiants, au sein des universités – anglaises et américaines en particulier – pour dénoncer le « génocide » à Gaza. Au sein des campus, s'est ainsi fait entendre la petite musique affirmant que le Hamas était engagé dans une « résistance » contre « l'apartheid » et le « colonialisme ». Le climat délétère dans lequel se sont retrouvés les étudiants juifs a culminé avec la déclaration de la présidente d'Harvard déclarant que « le fait d'appeler au génocide des Juifs [constitue] une violation [du] règlement » selon « le contexte »... D'une manière générale, bien au-delà de la scène américaine, ce sont les universités

dans leur ensemble qui ont manifesté une crise du discours et du savoir. Derrière le brouhaha des déclarations des étudiants et des professeurs les plus radicaux engagés contre Israël, il faut aussi savoir entendre un silence – un silence du savoir lui-même. Comme le montre Julia Christ, après le 7 octobre, les universités ont révélé leur réticence fondamentale à prendre position sur un meurtre de masse où des Juifs sont tués en tant que juif et cela dans le centre juif le plus important du monde qu'est Israël. Pourquoi ? Mais surtout, que signifie qu'un pan majoritaire des sciences sociales soit devenu incapable d'étudier la condition juive d'un point de vue objectif, que ce soit dans la diaspora ou en Israël, semblant placer irrépressiblement « les Juifs » dans le camp des « dominants » ?



JULIA CHRIST

Julia Christ est philosophe, chargée de recherches au CNRS, Directrice du LIER-FYT (Laboratoire interdisciplinaire d'études sur les réflexivités – Fonds Yan Thomas – LIER-FYT) à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Dernier ouvrage paru : *L'oubli de l'universel – Hegel critique du libéralisme*, Éditions PUF, 2021.

ARTICLE — Julia Christ

Le 24 février 2022 la Russie a envahi l'Ukraine. Dès le jour même, non seulement les monuments nationaux des différentes capitales européennes ont été éclairés en bleu-jaune, mais presque toutes les universités occidentales, par la voix de leur compte twitter officiel, des *statements* publiés sur leurs sites d'accueil ou encore leurs pages Facebook, se sont déclarées solidaires de l'Ukraine attaquée, condamnant fermement l'agression dont elle était la victime. Ce genre de déclaration politique aurait peut-être été inimaginable vingt ans auparavant, l'université se comprenant comme le lieu où certes des points de vue politiques s'affrontaient, mais qui, hormis quelques exceptions aux identités très marquées, ne prenait jamais parti en tant qu'institution. Que le résultat des combats politiques en son sein, le savoir que l'université produit et transmet, soit politiquement neutre, objectif, tel était le message qu'elle voulait faire entendre et auquel, à certains égards et sauf cas exceptionnel, elle croyait sincèrement.

Les luttes pour l'émancipation des dernières décennies ont changé la donne, parce qu'elles s'en sont prises précisément à la prétendue neutralité du savoir lui-même. À ce titre, il faut le souligner, la critique visait juste, surtout dans les sciences humaines et sociales : interroger les positions situées des « savants » auto-déclarés, positions sur lesquelles ils ne prenaient pas toujours un point de vue réflexif – ni dans la définition des objets de leurs recherches, ni dans leurs méthodes – était effectivement un pas décisif que l'on devait franchir pour atteindre un niveau plus élevé d'objectivité. Issus d'une certaine classe, d'un certain genre, d'une certaine culture qui se croyait

universelle, les producteurs de savoir ont dû tenir compte du fait qu'ils appréhendaient la réalité sociale, sans même le vouloir, selon le point de vue de cette classe ou genre dominants, ou encore de la culture majoritaire à laquelle ils appartenaient.

Profondément affectée par cette obligation à un retour réflexif sur elle-même, l'université, depuis, se dit spontanément du côté de celles et ceux qui s'estiment à bon droit infériorisés ou rendus invisibles : le subalterne, l'opprimé, le sujet sans voix au chapitre, bref, les oubliés de l'histoire, et avant tout de l'histoire de ce savoir même qui avait forclos leurs perspectives singulières sur la réalité. Cette résolution, qui n'a fait l'objet d'aucune déclaration officielle, est devenue simplement comme un principe implicite et un *statu quo*. Elle explique la facilité avec laquelle ces hautes institutions des sociétés modernes – dont la tâche fondamentale de production et de transmission de savoir demeure inaltérée – peuvent désormais se sentir fondées à prononcer, exceptionnellement et lorsque l'heure est grave, des déclarations politiques : condamner des actions étatiques, soutenir les victimes de violence policière ; autrement dit, se mêler, en parole du moins, de la politique intérieure et extérieure de la Nation, voire de géopolitique, pour dire publiquement de quel côté d'un conflit elles se trouvent. Précisément en tant qu'elles sont des institutions *démocratiques* du savoir, attentives en tant que telles à toutes les victimes avérées d'injustice, d'oppression et de violence.

«On se demande ce qui est arrivé à l'université pour se trouver dans une telle situation, où il est impossible à celles et ceux qui ne cessent d'élever la voix en faveur de toutes les victimes de ce monde, de parler en faveur de Juifs et Juives abattus de sang-froid, brûlés vifs, torturés, violés, et kidnappés en masse.»

Vu cette situation générale de l'université européenne et américaine, on aurait pu légitimement s'attendre, que l'on soit juif ou non, à ce que ces institutions, à l'instar de leur comportement lors de l'attaque contre l'Ukraine publient des messages de solidarité pour les victimes des attaques du Hamas, au lendemain des 7 et 8 octobre 2023. Rien de tel n'a eu lieu. À l'exception de la conférence des présidents d'université allemande (HRK) et l'association des universités françaises « France universités », qui ont publié sur leurs comptes Twitter un message de soutien sans ambiguïté pour les victimes des tueries, et la société Max Planck qui a fait de même, aucune université européenne, aucun institut de recherche, aucune agence nationale de la recherche n'a publié quoi que ce soit à ce sujet. Plus encore : tous, comme d'un commun accord, n'ont tout simplement rien publié sur les réseaux sociaux entre le 7 octobre au matin et le 9 octobre au soir, et ont repris après cette pause non déclarée leur activité habituelle d'annonce de colloques, de prix reçus par leurs membres ou encore de publicité

pour des événements mondiaux comme la «journée mondiale de la santé mentale».

De quoi ce silence commun non concerté et de courte durée, suivi en douceur du *business as usual*, sont-ils donc le symptôme ? Si l'on regarde du côté des institutions qui ont tout de même réagi, à savoir les regroupements des présidents d'université en France et en Allemagne, on constate que le geste consistant à monter au plus haut niveau de la représentativité corporative a surtout permis de décharger chacun de la décision de se prononcer dans son institution même. Engagement et désengagement pouvaient opportunément se concilier. À la moindre question gênante – que pensez-vous de ce qui s'est produit, à la fonction que vous occupez ? – il suffisait de renvoyer au communiqué de l'étage supérieur, voire de le relayer sur les comptes officiels des universités – ce que du reste peu d'institutions allemandes, et aucune française, ont finalement choisi de faire. On avait à la fois la conscience tranquille et la paix dans la maison. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : de paix, ou encore de la peur d'une guerre civile au sein des établissements. Disons les choses comme elles sont. Les présidents savent, ou plutôt croient savoir, que déclarer leur solidarité avec les victimes des attaques inhumaines dans le sud d'Israël risque de produire des clivages politiques ingérables dans les lieux et sur les scènes placés sous leur responsabilité. On a là un savoir insu et jamais explicité, mais pas moins partagé : car il faut bien que toutes les équipes présidentielles d'Europe aient donné, en toute discréction, ordre à leurs services de communication de faire silence pendant trois jours, puis celui de recommencer la communication comme si de rien n'était.

Julia Christ

ARTICLE

De l'intérieur comme de l'extérieur, on se demande ce qui est arrivé à l'université pour se trouver dans une telle situation, où il est impossible à celles et ceux qui ne cessent d'élèver la voix en faveur de toutes les victimes de ce monde, de parler en faveur de Juifs et Juives abattus de sang-froid, brûlés vifs, torturés, violés, et kidnappés en masse. De fait, personne ne s'étonne que ces institutions n'affichent pas un drapeau israélien en signe de solidarité. La politique de l'État israélien à l'égard des Palestiniens que l'on doit qualifier à tout le moins de fiasco total, au pire d'oppression délibérée, rend un tel geste de toute évidence très compliqué ; tout le monde le sait mais là aussi personne ne le dit. N'était-on pas pourtant en droit, au vu précisément des déclarations politiques récurrentes des universités ces dernières années, des messages de solidarité et de soutien avec la population israélienne massacrée ?

Que cela n'ait pas paru possible sans que le risque de mettre le feu au baril de poudre soit jugé trop grand, voilà qui atteste de plusieurs problèmes qui pèsent gravement sur nos institutions d'enseignement et de recherche dans le supérieur. Si la contradiction actuelle a un mérite, c'est bien de les faire ressortir. On tâchera ici de les sérier, à la fois pour mémoire et pour qu'on en sorte enfin.

« Si perce la crainte qu'un grand nombre de chercheurs et étudiants en sciences sociales puissent être au fond convaincus que tout Juif appartient

au pôle social et politique des dominants, c'est qu'une certaine évolution propre aux sciences sociales l'a permis.»

Tout d'abord, il s'avère que l'université démocratique et réflexive sur les savoirs qu'elle produit ne sait décidément prendre de positions politiques affichées que lorsque la victime en faveur de laquelle elle parle est l'objet d'une atteinte causée par un acteur généralement considéré comme détenteur d'un pouvoir et d'une position à l'aide desquels il exerce une domination : l'État, autoritaire ou non, les individus de genre masculin, la police. Il arrive que le capitalisme – ou le néolibéralisme – pris comme agent abstrait, puisse émerger à la liste, lors des pics des crises socio-économiques qui émaillent en effet la conjoncture récente. Qu'elle soit par contre dans l'incapacité de se dire solidaire de Juifs assassinés, le fait n'en est pas moins frappant. On est alors enclin à conclure qu'elle presuppose, sans que ses représentants puissent le dire, que pour l'opinion hégémonique dans les établissements qu'il leur faut administrer, les Juifs sont à une mauvaise place : celle d'un groupe identifié comme *dominateur*. Bref, pour se taire si massivement, il faut que l'on se pense, tacitement toujours, plus ou moins infesté par une pensée antisémite millénaire. Il se peut qu'individuellement on le déplore, la conviction demeure. Or est-ce là un diagnostic juste ? Personne ne peut le dire, puisque, précisément, on prend bien soin d'éviter toute prise de position susceptible de déclencher des réactions à travers lesquelles la question pourrait être tranchée.

Le fait que les présidents d'université se taisent, ou aménagent soigneusement un temps de silence qui ressemble à une tétanie, trahit le fait qu'ils ont bel et bien ce soupçon. Qu'ils soient incapables de clairement le formuler, qu'ils le tiennent bien enfoui dans leur for intérieur, ou au mieux dans les bureaux calfeutrés de leur directoire, voilà qui constitue assurément un échec monumental de l'université démocratique.

En découle un second problème. Si perce la crainte qu'un grand nombre de chercheurs et étudiants en sciences sociales puissent être au fond convaincus que tout Juif appartient au pôle social et politique des dominants, c'est qu'une certaine évolution propre aux sciences sociales l'a permis : celle-là même qui a fait de la *domination* le fait majeur à détecter, dont il faut bien que les agents putatifs soient identifiés. Ces trente dernières années, c'est ce qui s'est produit dans une portion considérable, et au bout du compte majoritaire, de ces formes de savoir : on en est effectivement arrivé à une conception de la politique où cette dernière s'est de plus en plus réduite à l'actualisation de purs rapports de force. Dans la version la plus simpliste, mais pour cela même la plus prégnante et la plus couramment diffusée de cette tendance, la politique n'est plus du tout conçue comme une lutte entre idéaux ou idéologies qui essaient d'imposer leur point de vue sur la société globale selon certains critères de justice, mais comme une simple lutte entre faibles (minoritaires) et forts (majoritaires). Aussi en arrive-t-on au point où les projets pour la société globale des « faibles » n'ont plus à être questionnés du tout ; toute l'attention des défenseurs

de l'émancipation étant concentrée sur la compensation, et, espère-t-on, l'annulation de la position de faiblesse qu'ils occupent.

Le raisonnement implicite, si réducteur soit-il, mérite l'attention : officiellement, on estime qu'une fois les forces égalisées, la lutte devrait faire place à la coexistence paisible. Bref, on vise une mise à niveau, laissant de côté le problème de savoir en quoi consistent réellement les entités qu'on dépose sur la balance, et dont on mesure le poids en termes quantitatifs de concentration de force. Il y a là, en vérité, une bonne dose de mauvaise foi. Car personne n'est assez naïf pour penser que les acteurs minoritaires dont on endosse la cause voient leur identité de groupe se résorber dans le fait qu'ils composent un groupe politiquement dominé, de telle sorte que, si l'on parvenait à les rendre « égaux » aux dominants, ils s'en trouveraient satisfaits et vaqueraient tranquillement à leurs affaires. Les groupes, minoritaires ou majoritaires, sont porteurs d'idéaux ; la politique véritable est celle qui envisage l'articulation de ces idéaux, où chaque groupe se représente lui-même – y compris de manière oppositionnelle – en même temps qu'il se représente la société globale à laquelle il appartient. Le langage prétendument réaliste de la domination et des rapports de force manque ce point tout à fait objectif, et se trompe pour cela aussi bien sur les possibilités d'intégration qui se dessinent en politique, que sur la vraie nature des conflits qui se déroulent et dont toute politique a en effet à traiter.

Julia Christ

ARTICLE

Dans cette vision, il va de soi que l'État d'Israël est situé du côté des « forts ». Aller un peu plus loin que cette évidence paraît simplement hors de propos. Il l'est parce que c'est un État, et il l'est de surcroît parce que cet État est doté d'une armée puissante. Ne pouvant pas être solidaire avec lui, il semble qu'on ne puisse pas l'être non plus avec ses citoyens sans craindre de se retrouver embarqué du mauvais côté de l'histoire – y compris lorsque ces mêmes citoyens se trouvent désarmés face à des tueurs quant à eux parfaitement équipés, en l'occurrence par d'autres États, dont la puissance militaire n'est pas en doute, et a malheureusement déjà fait ses preuves, souvent contre sa propre population...

« Ce qui s'exprime dans le silence des universités, c'est le rapport contraint, empêché, entravé, qu'entretient la recherche européenne en sciences sociales avec la réalité du fait juif, c'est-à-dire avec l'expérience sociale et historique spécifique que traverse ce groupe. Ce qui règne, disons-le, c'est le désintérêt le plus complet pour ce que peut représenter et exprimer son point de vue. »

Pris sous cet angle, le silence des universités témoigne de ce qu'une conception particulièrement pauvre de ce en quoi

consiste une politique légitime, orientée vers l'accroissement de la justice à travers l'articulation des idéaux qui s'affrontent socialement et politiquement, et pas simplement par la mise à niveau des forces en présence, a tellement infusé dans les esprits qu'on ne sait plus comment s'en extraire. C'est ce qui fait en l'occurrence que l'incapacité, chez nombre d'universitaires comme dans l'opinion demi-savante, d'aborder les événements qui viennent de se produire pour ce qu'ils rendent absolument manifeste : la lutte politique, non pas entre un « fort » et un « faible », mais entre deux projets de société dont l'un interdit la froide exécution à bout portant de civils, le viol et la mutilation de l'adversaire, tandis que l'autre le préconise et l'encourage. Ne reste plus alors que le silence. Quant à le justifier par la plate considération que l'on trouve moralement condamnable que des deux côtés du conflit, l'autre n'est apprécier que sous le visage de l'ennemi ou de l'adversaire, voilà qui signale simplement qu'on a renoncé à penser la politique et les processus réels de politisation qui se déroulent en toute société, y compris dans celles, comme les sociétés israélienne et palestiniennes, déchirées par des conflits nationaux où se rejoue la confrontation et la reformulation de différents idéaux de justice.

Enfin, un dernier problème est apparu lui aussi en pleine lumière. Ce qui s'exprime dans le silence des universités, c'est le rapport contraint, empêché, entravé, qu'entretient la recherche européenne en sciences sociales avec la réalité du fait juif, c'est-à-dire avec l'expérience sociale et historique spécifique que traverse ce groupe. Ce qui règne, disons-le, c'est le désintérêt le

plus complet pour ce que peut représenter et exprimer son point de vue. Tandis que les programmes de recherche et d'enseignement se sont fait fort dans les dernières décennies d'intégrer toujours plus le point de vue des femmes, des populations postcoloniales et des minorités de genre, et que l'incitation, par des outils financiers notamment, est particulièrement forte dans chacun de ces domaines, le cas des Juifs n'est pas de ceux dont on entend se préoccuper et que l'on estime nécessaires d'étudier et de documenter – en un mot s'efforcer de comprendre, en vue précisément de faire avancer ce qui est censé être l'émancipation collective par la production de savoir.

Personne pourtant ne contestera que les Juifs sont objectivement une minorité consistante. Mais sont-ils pour autant, dans l'opinion commune, du côté des « minoritaires » ? Voilà la question que l'on ferait bien de se poser. Si on les avait intégrés parmi les différentes perspectives minoritaires à prendre en compte afin de parvenir à la conception la plus complète et la plus juste possible de la réalité, on se serait aperçu de plusieurs choses. D'abord, que l'appartenance des Juifs au camp des « forts » dominant des « faibles » ne trouve chez eux aucune résonance, et que la fierté qu'ils trouvent à s'être reconstruits est toute entière indexée à leur capacité à persister ; ensuite, que s'ils regardent constamment vers Israël, c'est parce qu'ils se savent vulnérables et potentiellement atteints, agressés voire tués en diaspora ; que leur intérêt constant pour le destin d'Israël est aussi informé par le savoir que ce petit État perché entre des régimes autoritaires hostiles est tout sauf en sé-

curité, et qu'il représente pourtant ce qui existe de mieux en termes d'abri au cas où, malgré leur statut de citoyens dans des États-nations occidentaux, l'épreuve de la persécution les emporte à nouveau.

« Lorsque les Juifs protestent parce qu'une position se prétendant subalterne se révèle clairement antisémite, on les accuse de jouer la concurrence des mémoires ou de placer la leur au-dessus de celles des autres. On les soupçonne de ne vouloir laisser de place pour aucun autre point de vue que le leur. En vérité, le problème est inverse : c'est plutôt que le leur n'intéresse plus personne. »

Poursuivons l'hypothèse de science-fiction. Si la recherche en science sociale avait fait l'effort d'intégrer leur point de vue, cela aurait également permis de percevoir que lorsque les Juifs parlent aujourd'hui de pogrom, de Shoah, ou encore de génocide pour dire ce qui vient de leur arriver, ce n'est pas pour « mobiliser » l'opinion internationale en leur faveur en usant de catégories du droit international qui obligent qui que ce soit à condamner ce qu'ils viennent de subir, mais parce que ces mots qu'ils emploient sont puisés dans leur propre expérience historique et familiale. Ils témoignent ainsi du fait que les événements

qui ont eu lieu s'inscrivent sans solution de continuité dans la trame même de cette expérience. Aujourd'hui, on ne dénie plus à aucune victime le droit de nommer son expérience avec les mots qui semblent lui correspondre au plus près, comme le mode expressif qu'elle a elle-même produit. Des Juifs, par contre, on exige maintenant autre chose, qui est pratiquement le contraire : des photos de leurs enfants mutilés pour que l'on puisse juger si leur point de vue est juste « en toute impartialité » – au nom, là encore, de l'objectivité auquel le savoir doit se conformer.

Une des plus grandes défaillances des sciences sociales est certainement de ne pas avoir su intégrer l'expérience juive et le point de vue qu'elle commande dans la variation des points de vue politiquement minoritaires, ouverture qui a pourtant permis à ces sciences de devenir à la fois plus réflexives et plus incisives dans leur mode de connaissance. Que des Juifs puissent être tués parce que Juifs, que leur point de vue, saturé d'une expérience historique millénaire qui de tout évidence ne tarit pas, puisse importer réellement dans la formation et la vie propres des sociétés contemporaines, rien de tel n'est à l'agenda des recherches actuelles en sciences sociales. Plus encore : lorsque les Juifs protestent parce qu'une position se prétendant subalterne se révèle clairement antisémite, on les accuse de jouer la concurrence des mémoires ou de placer la leur au-dessus de celles des autres. En somme, on les soupçonne de ne vouloir laisser de place pour aucun autre point de vue que le leur. En vérité, le problème est inverse : c'est plutôt que le leur n'intéresse plus personne. Et ceci alors même que dans la refonte des

sociétés modernes dans l'Europe post-45, c'était précisément leur expérience propre, dans la tragédie qu'elle avait représentée, qui s'était révélée éminemment formatrice pour tous : « Comment avons-nous pu faire cela ? Qu'est-ce qui ne va pas dans notre conception de l'émancipation collective pour avoir fait ça ? Comment produire une société démocratique et égalitaire sans arriver à ça ? » – telles étaient les questions qui dominaient alors les esprits, et imprégnait en profondeur les sciences sociales et historiques. Celles-ci, dans leur tâche de connaissance visant à éclairer le jugement public, étaient indéniablement inspirées par l'effort – réussi ou non, mais du moins amorcé – pour intégrer le point de vue juif, et à certains égards à en faire le pivot de leur reconstruction intellectuelle, politique et morale. Bref, c'était là des questions brûlantes pour l'auto-compréhension de nos sociétés au moment de la reconstruction de l'Europe. Les universités avaient alors répondu présentes pour accomplir ce geste. Aujourd'hui il semble qu'elles ne sont même plus en état d'essayer de comprendre pourquoi elles préfèrent se taire quand « cela » – qu'elles sont bien alors en peine de nommer – arrive de nouveau.

JULIA CHRIST

ARTICLE DE JULIEN DARMON

Les Juifs français à un tournant de leur histoire ? État des lieux et perspectives

Julien Darmon est l'éditeur de *Histoire juive de la France*, monumental ouvrage collectif, dirigé par Sylvie Anne Goldberg (Éditions Albin Michel, octobre 2023), qui dresse un panorama de cette histoire depuis les premières traces de la présence juive en France jusqu'à l'aube de l'an 2000. Sa contribution propose un diagnostic de la situation du judaïsme français depuis le début du XXI^e siècle, pointe ce qui lui paraît ses forces et ses faiblesses, pour

indiquer les projets à mener propres à contourner les menaces internes et externes qui pèsent sur son avenir.

Une première version de ce texte a été rédigée avant le 7 octobre. Julien Darmon a eu la gentillesse de le reprendre à l'aune de la situation dans laquelle nous ont plongé les massacres du Hamas et la guerre à Gaza qui s'en est suivie.



JULIEN DARMON

Julien Darmon est responsable d'édition aux éditions Albin Michel, qu'il a rejointes en 2004 ; il a notamment assuré la coordination éditoriale de l'encyclopédie *Histoire juive de la France* dirigée par Sylvie Anne Goldberg. Docteur de sociologie des religions à l'EHESS, il est également expert auprès de l'Alliance des civilisations de l'ONU sur les questions de dialogue inter-religieux et de lutte contre l'antisémitisme. Il enseigne depuis une vingtaine d'années le Talmud et le Midrash, notamment dans le cadre de la Yéchiva des étudiants de Paris.

Julien Darmon

ARTICLE

À l'été 2023, dans le sillage de l'achèvement de l'encyclopédie *Histoire juive de la France* dirigée par Sylvie Anne Goldberg, qui paraissait en octobre de la même année aux Éditions Albin Michel, j'étais sollicité par les *Études du Crif* pour livrer ma vision personnelle, nourrie de l'histoire longue et de la sociologie récente, de l'avenir des Juifs français à l'horizon 2045. Évidemment, le cataclysme du 7 octobre a fracturé le temps, bouché l'horizon et rendu impossible un regard lointain et apaisé sur notre avenir. Pour autant, nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de demeurer dans la sidération. C'est pourquoi il m'a été proposé de reprendre mon texte en essayant de deviner ce que le 7 octobre – mais aussi les suites du 7 octobre, de cette guerre dont on peine tant à voir comment elle pourrait concrètement finir – ont à jamais changé pour notre futur de Juifs français.

Nous ne sommes pas près de disparaître

« Les Juifs de France ont-ils un avenir ? » Telle est la question qui revient, lancinante – depuis le début des années 1980 au moins –, et dont la formulation, par son pessimisme, invite déjà à répondre par la négative. Menacés de toutes parts, par l'extrême gauche, l'extrême droite et l'islamisme, les Juifs de France ne devraient-ils pas faire, dès qu'ils le peuvent, leurs valises en prévision d'un départ inéluctable vers Israël ou ailleurs ? Dans le sillage d'une montée fulgurante des violences antisémites à partir de l'an 2000, ce discours est même devenu dominant tout au long des deux dernières décennies, culminant dans des chiffres records d'alyah entre 2012 et 2015. Le 7 octobre a provoqué une nouvelle poussée de paroles et d'actes antisémites,

mais la question qui se pose est désormais plus large : Israël a-t-il un avenir, et sa diaabolisation inédite sur la scène internationale mais aussi son engagement dans une guerre totale et la fragilisation inouïe de ses fondements démocratiques et moraux dont nous étions si fiers ne mettent-ils pas en péril l'avenir des Juifs du monde entier ?

Par-delà les inquiétudes légitimes, et sans nier aucunement le caractère tragique des événements qui ont éprouvé la communauté juive française depuis le début du XXI^e siècle, il convient néanmoins de s'interroger sur la récurrence de ce discours, tous les vingt ans environ, alors même qu'il est démenti par les faits. Ainsi, en 2000, d'aucuns prédisaient la fin à très court terme, voire déjà actée, de la communauté juive française ; près d'un quart de siècle plus tard, elle reste solide et dynamique. Mais au début des années 1980, cette prédiction se faisait déjà entendre, notamment à la suite de l'attentat de la rue Copernic. En 1967, c'est la victoire « messianique » d'Israël lors de la guerre des Six-Jours qui incitait les principales figures de l'école de pensée juive de Paris à prononcer l'échec de la nouvelle synthèse judéo-française à laquelle ils avaient œuvré jusque-là pour partir s'installer à Jérusalem. Paradoxalement, la question ne s'est pas posée vingt ans plus tôt encore, au sortir de la Shoah : l'appel de la Palestine mandataire et l'État juif qui promettait de s'y créer n'a pas alors convaincu tous les Juifs français de tout abandonner, alors même qu'ils n'avaient pour beaucoup plus grand-chose à perdre.

J'ose donc cette prédiction à contre-courant : la communauté juive de France existera toujours dans vingt ans, et même

bien au-delà, malgré les épisodes tragiques qu'elle connaîtra, tout comme elle a su rebondir et prospérer, au travers de mutations parfois radicales, depuis de longs siècles maintenant. Poser cette hypothèse en réalité raisonnablement optimiste, ce n'est pas seulement faire un pari sur l'avenir, mais c'est agir dans le présent ; en effet, le principal effet pervers de cette illusoire «fin du judaïsme français», surtout depuis vingt ans, est que les Juifs de France et leurs institutions peinent parfois à travailler de manière prospective. Il est frappant de constater que rares sont les institutions juives françaises à se poser la question : «Où en sera la communauté dans vingt ans ?» dans le but de lancer *aujourd'hui* les projets qui répondront à ses besoins futurs, chose que font les Juifs britanniques, par exemple. On oscille, paradoxalement, entre l'idée que tout fonctionne parfaitement et qu'il n'y a donc rien à changer, et le sentiment que toute prospective est inutile puisque rien n'existera dans dix ans. Et cela fait plus de vingt ans que cela se passe ainsi... Or, c'est bien ce refus de se projeter dans l'avenir qui menace structurellement, de l'intérieur, l'avenir durable du judaïsme français ; plus, peut-être, que l'hostilité d'éléments externes à laquelle les Juifs ont toujours su faire face.

Avant le 7 octobre, dans la première version de ce texte, j'écrivais ceci : «Les défis auxquels font face les Juifs français sont de deux ordres : externe et interne. La communauté n'a pas de prise directe sur les éléments externes ; mais sa capacité à y répondre efficacement dépend de la bonne santé de ses structures internes. Les deux sont donc liés sous ce rapport». Il serait malséant, alors que des nuages, plus noirs,

que jamais s'amoncellent autour de nous, de procéder ici à une discussion en détail autour des institutions juives françaises. Je me concentrerai donc sur les menaces externes, mais sans oublier qu'il faudra bien un jour, et le plus tôt possible, s'atteler selon moi à l'orientation de nos politiques internes.

«Paradoxalement, plus l'islam devient une réalité quotidienne dans certaines villes, plus il se *normalise* : il s'établit comme un mode de vie et perd de sa dimension militante pour devenir une réalité sociale où l'idéologie ne joue plus un rôle moteur.»

Ne pas paniquer face à la menace terroriste

Depuis la fin des années 1970 et l'attentat de la rue Copernic, le terrorisme palestinien puis djihadiste a pris un tour explicitement antisémite, visant des Juifs en tant que tels. Ce phénomène, récurrent (tous les dix-quinze ans environ, si l'on pense à la rue des Rosiers en 1982, à l'école de Villeurbanne en 1995, et à la séquence 2012-2015) est toujours lié à des mouvements transnationaux (FPLP, GIA, Daech) et trouve des relais, peu nombreux mais meurtriers, sur le sol français. La communauté juive n'a pas les moyens de mettre un terme à ce phénomène mondial : la réponse ne peut venir que de l'État (renseignements, etc.). En revanche, tout en prenant les nécessaires mesures sécuritaires, elle peut éviter de surréagir par la panique à ces événements

tragiques. Cela peut paraître choquant de le formuler ainsi, mais un attentat terroriste n'a pas en soi la capacité de mettre à bas une société : il vise, au-delà des dégâts immédiats, à provoquer de la part de la société une réaction inadéquate qui va l'amener au désespoir ou encore à compromettre ses principes fondamentaux. L'obsession sécuritaire, la suspicion généralisée, le repli sur soi sont des dommages créés par la réaction au terrorisme qui sont extrêmement délétères dans les rapports entre la communauté juive et les autres segments de la société française.

Persistance, radicalisation et popularisation de l'antisionisme absolu

Autre sujet d'inquiétude plus ample, et à ne pas confondre néanmoins avec le premier : la progression de l'islam comme religion ainsi que de l'islamisme comme idéologie, avec ce qu'il est susceptible de véhiculer comme préjugés et de violences antijuifs. Sur ce plan, j'aurais tendance à être prudemment optimiste. Paradoxalement, plus l'islam devient une réalité quotidienne dans certaines villes, plus il se *normalise* : il s'établit comme un mode de vie et perd de sa dimension militante pour devenir une réalité sociale où l'idéologie ne joue plus un rôle moteur. Les années 1995 à 2015 ont été marquées par des évolutions démographiques parfois brutales, où un islamisme militant a modifié le visage de certaines communes, en particulier de Seine-Saint-Denis (tout le monde a en tête la dégradation du climat à Stains ou encore à Sarcelles dans le Val-d'Oise). L'hostilité aux Juifs s'est durablement imposée dans ces communes comme un fait culturel établi et sur lequel il va être très difficile de revenir, d'autant que

même les communautés chrétiennes y sont aujourd'hui très majoritairement issues d'Afrique subsaharienne et donc totalement ignorantes du rapprochement historique opéré par l'Église envers ses « frères aînés » juifs il y a soixante ans. Pour autant, ces évolutions me semblent aujourd'hui freinées, non pas sous l'effet de politiques publiques nationales qui ont toujours réagi avec des décennies de retard, mais sous leur propre poids. Le Val-de-Marne me semble constituer un bon contre-exemple à la Seine-Saint-Denis : si l'islam y a visiblement progressé, il l'a fait sans antagonisme frontal avec les communautés juives et l'on constate aujourd'hui, sinon un véritable « vivre ensemble », du moins un « vivre côté-à-côte » pacifié. Nous ne sommes jamais à l'abri d'explosions sporadiques d'antagonismes violents. Mais à mesure que l'islam s'intègre de fait au paysage français, même sans s'assimiler, les préjugés antijuifs perdent de leur virulence.

Cela ne signifie pas pour autant que la judéophobie disparaît. Paradoxalement, elle s'installe dans le paysage. Cela est particulièrement vrai dans les zones d'où les Juifs ont dû partir et où la judéophobie se focalise sur le Juif strictement imaginaire, dont on sait qu'il alimente beaucoup plus les fantasmes que le Juif réel. Cela est vrai également dans les zones où les différentes populations continuent de se côtoyer, y compris parfois en bonne entente, mais – dans le milieu scolaire tout du moins – il est devenu normal de se chambrer en jouant sur les préjugés antijuifs, négrophobes, etc. Persiste en outre une violence endémique sourde, qui ne fait généralement pas l'objet de plaintes officielles, qui ne vise pas nécessairement spécifiquement les Juifs (les

violences contre les femmes, tout comme les violences racistes, sont une réalité pour nombre de nos concitoyens), mais dans le cadre de laquelle la judéophobie fait souvent office de catalyseur.

Cette atténuation relative de l'antijuïdaïsme laisse en outre intacte la détestation absolue, même chez des musulmans sincèrement judéophiles, de l'État d'Israël. Cette détestation n'est pas de nature religieuse. Elle relève d'une croyance politique anciennement ancrée selon laquelle Israël est un État colonialiste, raciste, quasi génocidaire et dont l'existence même est la cause essentielle des malheurs du monde arabe. Cette croyance est très profondément ancrée depuis 1948 et même avant chez les populations originaires du monde arabe ; mais elle est aussi constitutive d'une certaine vision des réalités géopolitiques, façonnée notamment par le KGB dès la fin des années 1960, et qui irrigue depuis lors les gauches radicales (et dont les premiers représentants en France, lors des événements de Mai-68, ont souvent été des Juifs...). Or, depuis la chute de l'URSS, les gauches du monde entier ont renoncé à améliorer concrètement les conditions de vie des masses populaires et se sont rabattues sur des causes idéologiques et identitaires. Dans ce contexte où les combats sont menés en faveur de minorités numériquement toujours plus faibles, la « cause palestinienne » demeure le totem par excellence des gauches radicales.

«Le 7 octobre a donné à lire plus clairement que jamais dans quelle mesure la “question sioniste”

était l'une des lignes de structuration du paysage politique.»

Cet antisionisme « décolonial » s'est imposé de manière inédite sur la scène publique dès le lendemain du 7 octobre, et encore plus avec le déclenchement de l'opération « Glaives de fer ». Il est devenu « normal » de réclamer une « Palestine libre du fleuve à la mer ». À l'heure où j'écris ces lignes, Israël est traîné devant la Cour internationale de Justice pour se défendre de l'accusation de génocide que son armée perpétrerait ou envisagerait dans la bande de Gaza. La situation est particulièrement préoccupante aux États-Unis, où les luttes raciales ont assigné les Juifs à la catégorie des « Blancs », par essence oppresseurs, et où Israël et par extension tous les Juifs sont désormais pointés du doigt et menacés comme les Blancs « par excellence », comme les oppresseurs, à travers Gaza, de l'humanité toute entière, avec des appels à une « Intifada mondiale ». Cela se traduit concrètement par des résultats alarmants : plusieurs études montrent ainsi qu'un quart des recruteurs et responsables des ressources humaines aux États-Unis répugnent à employer des Juifs au motif qu'ils auraient « trop de pouvoir » et qu'ils seraient « surreprésentés » dans de nombreux métiers ; les étudiants juifs, autrefois particulièrement présents dans les grandes universités de l'Ivy League, y sont aujourd'hui moins nombreux (en pourcentage) qu'à une époque pas si lointaine (les années 1950) où leur acceptation était soumise à des quotas. Le réveil est difficile et amer pour les Juifs américains qui se sont battus tant pour Israël que pour les droits des Palestiniens mais aussi des Noirs et

autres minorités américaines depuis trois quarts de siècle et qui étaient persuadés que l'Amérique était une seconde Terre promise.

Les Juifs pris entre deux extrêmes

En France, nous n'en sommes pas encore là. Le 7 octobre a donné à lire plus clairement que jamais dans quelle mesure la « question sioniste » était l'une des lignes de structuration du paysage politique. La Palestine comme « cause suprême » de l'idéologie décoloniale a fracturé la NUPES et clarifié la différence essentielle entre une frange gauchiste allant du Parti des indigènes de la République et du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) au « clan » melenchoniste, dont le souci unique est la pureté de la radicalité, et des figures de gauche, pour qui la décence morale signifie encore quelque chose. Les institutions étatiques – Assemblée nationale, Sénat, gouvernement – s'en sont tenues à leur position traditionnelle de « lutte contre l'antisémitisme ». On peut évidemment s'en réjouir, ce qui n'interdit cependant pas d'en proposer une analyse critique : position verticale du pouvoir qui, comme au temps de la monarchie, entend protéger « ses » Juifs contre les exactions des foules, mais aussi absence d'identification précise des ressorts et des acteurs de la poussée d'antisémitisme que nous avons connue au mois d'octobre. Ceux qui taguaient « mort aux Juifs » à Strasbourg ou qui arrachaient des mezouzot dans des immeubles parisiens étaient-ils les mêmes que ceux qui peignaient des Magen David au pochoir, et/ou les mêmes que ces jeunes bobos qui chantaient « Israël assassin » Place de la République à Paris ? Rien n'est moins sûr ; or, à défaut d'une telle analyse

fine, la lutte contre l'« antisémitisme » risque de ne demeurer qu'un slogan. C'est d'ailleurs dans cette brèche que se sont engouffrés les partis d'extrême droite comme le Rassemblement national ou Reconquête. Faisant fond des acquis de l'institutionnalisation de la mémoire de la Shoah depuis trente ans, ils montrent une adhésion (peut-être même sincère) au « plus jamais ça », tout en se dispensant d'opérer une autocritique sur la présence d'éléments foncièrement antisémites dans leurs organigrammes et dans leur idéologie, dès lors que dorénavant, l'antisémite c'est forcément et exclusivement l'autre, l'« islamо-gauchiste ».

Le jeu politique, que ce soit en France, au Royaume-Uni, aux États-Unis ou en Israël même, consiste depuis le début des années 2000 à réduire le champ des possibles à des options toutes impossibles : il n'y a plus de gauche « de gouvernement », ni de droite « sociale », mais une gauche radicale qui se perd en querelles internes, incapable de gouverner dès lors qu'elle est incapable de rassembler, et une droite de plus en plus extrême qui, au nom de la « sauvegarde des valeurs » et du « rétablissement de l'ordre », travaille activement à la destruction des institutions démocratiques et à la stigmatisation des minorités. En France, le récent vote de la loi sur l'immigration, dont le Président de la République lui-même, tout en ayant porté le projet, estime qu'elle a toutes les chances d'être retoquée par le Conseil constitutionnel, l'a encore prouvé. La réémergence en France, aux États-Unis et en Israël, de groupuscules violents ouvertement fascistes et racistes, bénéficiant de la part des gouvernants d'une mansuétude qui aurait été inconcevable il

y a vingt ans, n'augure rien de bon pour les démocraties en général et pour l'avenir des Juifs en particulier.

C'est un fait : les Juifs (qui sont électoralement une quantité négligeable), qui étaient jusque dans les années 2000 assez nettement de gauche, sont aujourd'hui orphelins de cette gauche qui n'existe plus. Ils se sont massivement reportés sur une droite qui, depuis, n'a cessé de dériver vers l'extrême de la même manière que la gauche dérivait vers l'extrême. Or la prétendue judéophilie d'un parti fondé par d'anciens SS et d'autres nostalgiques de Pétain est, ne nous y trompons pas, un baiser de la mort pour les Juifs de France. De ce fait, les perspectives politiques pour les Français, et pour les Français juifs en particulier, sont sombres à l'horizon 2027 : faudra-t-il choisir entre les partisans d'une « démocratie illibérale » dont le centre de gravité est à l'extrême droite et ceux d'une « intifada mondiale » ? Plutôt que d'attendre cette alternative dans l'angoisse, peut-être devrions-nous nous poser la question suivante : qu'est-ce nous, Juifs français qui connaissons le danger mortel des régimes non démocratiques, pouvons faire aujourd'hui pour faire renaître une offre politique sociale-démocrate ?

«On peut sans exagération considérer qu'Israël connaît la plus grave crise de son histoire, à la fois externe – une guerre sans fin, un isolement inouï sur la scène internationale – et interne : une société irréconciliable,

encore plus fracturée qu'avant le 7 octobre, une fois passé un l'élan immédiat d'unité nationale.»

La fin du rêve israélien ?

Ou alors, partir ? Mais pour où ? Il y a quelques mois, la réponse pour beaucoup aurait été : pour Israël, évidemment, malgré tout, en tout cas, pour ceux d'entre nous qui suivent de près l'actualité politique israélienne, malgré l'affirmation au cœur du pouvoir de ces mêmes positions illibérales qui conçoivent la démocratie comme l'imposition, par une majorité ultra-nationaliste et messianique, de ses normes et de ses valeurs à toutes les autres minorités, juives comme arabes. Pour une raison simple : même pour les Juifs d'extrême gauche, Israël continuait de représenter un refuge. Si le monde entier devient fou, y compris Israël, au moins l'État juif saura-t-il protéger les Juifs. C'est cette évidence, plus que tout, qui s'est fracassée le 7 octobre. L'État juif n'a pas su empêcher un pogrom d'une telle ampleur et d'une telle barbarie. Pire encore, les composantes les plus extrêmes de la coalition au pouvoir s'opposent à ce que Tsahal mène une enquête interne qui permettrait de comprendre pourquoi cela a pu arriver. Pire encore, Israël s'est engagé dans une guerre totale contre le Hamas parce qu'il y était tenu, notamment moralement – et à juste titre. Pour autant, l'État d'Israël n'a jusqu'ici pas été réellement en mesure de définir ses objectifs de guerre, au-delà de la formule « détruire le Hamas » dont on peine à préciser le contenu concret.. On continue toujours, évidemment, à espérer que les in-

formations essentielles restent confidentielles et que l'on finira par apprendre que l'opération « Glaives de fer » est une vraie réussite. Ce que l'on observe pour l'instant ne nous transporte pas d'optimisme : de trop nombreux otages restent encore captifs, la guerre qu'on nous annonce apparaît, à l'heure où j'écris, comme devant être longue... On peut sans exagération considérer qu'Israël connaît la plus grave crise de son histoire, à la fois externe – une guerre sans fin, un isolement inouï sur la scène internationale – et interne : une société irréconciliable, encore plus fracturée qu'avant le 7 octobre, une fois passé l'élan immédiat d'unité nationale. Les Juifs français ont toujours été fiers, à juste titre, d'Israël « unique démocratie du Proche-Orient », et l'ont toujours défendu contre les attaques des antisionistes de tout poil. Cela ne doit cependant pas nous rendre aveugle au danger mortel dans lequel se trouve aujourd'hui la démocratie israélienne. Ce danger, elle le partage certes avec la plupart des sociétés démocratiques aujourd'hui, à une différence près : la France ou l'Italie sauraient se relever à terme d'une guerre longue doublée d'une phase autoritaire, Israël n'y survivrait sans doute pas.

Dans ce contexte, comment penser à l'alyah ? Il se trouvera toujours des Juifs français pour faire ce choix, par projet familial : les grands-parents qui rejoignent leurs enfants et petits-enfants une fois la retraite venue, les jeunes qui entendent démarrer leur projet de vie dans le cadre de l'idéal sioniste. Je vois cependant mal la communauté juive française connaître une alyah aussi importante que celle des années 2012-2017, alors même que les difficultés croissantes rencontrées par ceux qui sont

partis il y a dix ans sont connues. J'aimerais pouvoir affirmer que les Juifs français devraient apporter à l'État d'Israël un souffle nouveau, une expérience du pluralisme, une profondeur de champ politique, un regard différent sur les vieux problèmes. Mais il est bien clair que cela n'a jamais été le cas : les Juifs français qui font leur alyah n'ont jamais été en mesure de faire émerger une alternative politique.

En conclusion, force est de constater que le 7 octobre a drastiquement rétréci notre horizon politique. Il a mis au jour les tendances antidémocratiques à l'œuvre en France tout en montrant que l'État d'Israël, dans sa situation actuelle, ne constitue pas l'échappatoire idéale que l'on s'est longtemps plu à imaginer. Nous pouvons, et devons évidemment, apporter toute l'aide possible à la société israélienne dans ce moment de crise sans précédent ; mais ne nous berçons pas d'illusions, nous n'avons aucune prise sur les orientations stratégiques et politiques des dirigeants de l'État d'Israël. Le 7 octobre nous mène à la conclusion qu'il n'y a qu'en France, paradoxalement, que nous pouvons encore agir politiquement avant qu'il ne soit trop tard : en affirmant clairement notre exigence de vertu démocratique et sociale face aux extrêmes, et notre fidélité à un idéal sioniste démocratique indissociable d'un rejet des extrémismes qui se font aujourd'hui entendre à la Knesset. Autrement dit : soyons fiers de nos valeurs universelles, juives et républicaines, et battons-nous pour elles là où nous pouvons agir.

JULIEN DARMON

ENTRETIEN AVEC DANNY TROM

« L'inquiétude, entendue comme une appréhension à l'égard du futur, est un affect typiquement juif »

PROPOS RECUEILLIS PAR **SAMUEL LEENHARDT ET STÉPHANE BOU**



DANNY TROM

Danny Trom est Directeur de recherche au Centre national de recherche scientifique (CNRS), membre du Laboratoire Interdisciplinaire d'Études des Réflexivités (LIER-FYT) et membre associé au Centre d'Études juives (CEJ/CNRS). Il est notamment l'auteur de *La promesse et l'obstacle. La gauche radicale et le problème juif* (Les Éditions du Cerf, 2007), de *Persévérance du fait juif. Une théorie politique de la survie* (EHESS/Gallimard/Seuil, 2018) et de *La France sans les Juifs* (Éditions PUF, 2019). Il vient de faire paraître *L'État de l'exil. Israël, l'Europe, les Juifs* (Éditions PUF, 2023).

Réfléchir à l'avenir de la situation des Juifs, en Europe et en France, c'est aussi repenser à la manière dont les Juifs – plus qu'aucun autre groupe – ont, dans leurs réflexes politiques, été soumis à la nécessité de se projeter dans le futur. Danny Trom revient sur cette habitude, toujours teintée d'inquiétude, qui semble consubstantielle à la condition politique juive, éclairant par-là certaines tendances qui se dégagent de notre présent. On a voulu se demander à quoi pourrait ressembler la situation des Juifs de France dans vingt ans, mais peut-être faut-il d'abord élargir le cadre en s'interrogeant sur le sens qu'il y a à se poser une telle question. En effet, si c'est sans doute le propre de tous les groupes que d'imaginer quel sera leur futur, n'y-a-t-il pas un rapport spécifiquement juif à la projection dans l'avenir, une manière spécifiquement juive de l'envisager ? La « politique juive » n'implique-t-elle pas qu'il faille se projeter, comme si la stabilité du présent n'apparaissait jamais garantie aux Juifs ?

À cet entretien, réalisé peu de temps avant le 7 octobre, une question de plus a été posée à Danny Trom au vu de la nouvelle situation engendrée depuis les massacres perpétrés par le Hamas. La réponse qu'il apporte s'inscrit dans le prolongement de la réflexion engagée préalablement au massacre perpétré par le Hamas et la réponse militaire d'Israël.

Danny Trom : Je suis d'accord avec cette idée, mais pour comprendre la manière spécifique qu'ont les Juifs de se rapporter à l'avenir, il faut clarifier ce que l'on entend par « politique juive ». Cela implique de distinguer une politique juive prémoderne et une politique juive dans la modernité où les Juifs sont émancipés, intégrés dans la Nation.

Dans le cadre prémoderne, la politique est une affaire d'accommodement. En effet, l'exil, c'est-à-dire l'auto-compréhension qu'ont les Juifs de leur destin singulier – avoir été temporairement expulsés de leur domaine – implique que le milieu au sein duquel ils vivent leur est étranger. D'emblée donc, se pose à eux le problème de régler leurs rapports avec un pouvoir qui est toujours un pouvoir étranger. La politique surgit alors comme politique non-juive, rapport avec un souverain étranger, avec un royaume qui n'est pas le leur. Être en exil, c'est apprendre à vivre parmi les Nations et dans les Nations. Cette appréhension induit une inquiétude, car la résidence des Juifs y apparaît toujours précaire. Le pays où ils vivent est un pays d'accueil, et leur présence est donc conditionnelle. Résider est toujours à l'horizon d'un départ

possible, même si l'hôte est bienveillant. C'est une condition très singulière : les Juifs résident, ils restent là où le hasard les conduit. Or, rester signifie ne pas partir, de sorte que résider est ici une activité. Leur situation peut rester stable sur plusieurs générations, mais les Juifs en exil gardent à l'esprit la possibilité de leur expulsion. La politique juive prémoderne est conditionnée par une précarité qu'il convient d'atténuer, d'où la nécessité de négocier avec le pouvoir en se montrant loyal à son égard. Mais cet effort de réglage, d'accommodation avec le souverain étranger, n'a de sens que s'il est traversé de la certitude qu'un jour l'exil prendra fin. Il y a donc une politique en exil et une politique de sortie de l'exil qui se combinent. D'où cette manière spécifiquement juive de regarder vers l'avenir, conditionnée par cette attente. La situation prémoderne des Juifs consiste, d'une part, à vivre dans un présent qui est celui de leur aliénation, de leur soumission à un pouvoir étranger, et d'autre part, en une projection dans l'avenir, en un espoir placé dans la libération de l'exil. La condition politique juive en exil est donc déterminée par une tension entre présent et avenir. La politique du présent, qui vise la conservation et la reproduction du peuple en exil, est articulée à une politique tendue vers la sortie de l'exil, la libération, appelée messianisme. Ce sont les coordonnées « objectives » de la politique des Juifs. Dans la *Persévérence du fait juif*¹, j'ai tenté de montrer que toute politique juive est prise dans cette tension.

Le grand changement avec la modernité politique – si l'on entend par là sa phase la plus radicale, celle de l'avènement de la sou-

1. Danny Trom, *Préservation du fait juif – Une théorie politique de la survie*, Seuil, 2018

veraineté populaire et de l'émancipation des Juifs – c'est que le souverain populaire n'est plus étranger. Les Juifs sont intégrés dans la Nation, ils deviennent citoyens. Le pouvoir sur soi de la Nation est désormais aussi le pouvoir des Juifs sur eux-mêmes en tant que partie intégrante de la Nation. Ils ne sont plus des résidents permanents, ce qu'ils devinrent déjà parfois sous l'Ancien Régime, mais des citoyens actifs indistincts des autres. Dans chaque État-nation, les Juifs sont nationalisés, de sorte que la politique que mène l'État est aussi la leur, pas en tant qu'ils sont Juifs, mais en tant qu'ils sont citoyens de leur État. La politique traditionnelle des Juifs s'en est trouvée bouleversée, puisque leur diplomatie coutumière avec l'État étranger n'avait plus d'objet, tandis que la politique messianique pouvait être retraduite dans les termes de la révolution les ayant libérés. C'est alors le schème de l'exil, de la *galout* [en hébreu], en tant que tel, qui paraissait vaciller. On assiste, logiquement, à un déplacement de la projection dans l'avenir : la sortie de l'exil n'a plus pour point focal Jérusalem, sa Restauration, car la libération advient sur place. Paris, Berlin ou Moscou deviennent de « nouvelles Jérusalem ». Ces substituts sont le produit d'un messianisme inversé : cela ne se produira pas là-bas, un jour, mais cela se produit maintenant et ici.

L'émancipation des Juifs au sein de l'Europe moderne altère donc leur projection dans l'avenir. La tension propre à la politique de la *galout* s'en trouve apaisée, certains diront émoussée.

Survient une autre césure que celle marquée par l'émancipation moderne des Juifs, laquelle modifie en profondeur la tension et

le regard des Juifs vers le futur. Je pense à la double césure marquée par la Shoah et par la création d'Israël. Ces deux événements restructurent la manière selon laquelle les Juifs peuvent envisager leur avenir.

Danny Trom : La leçon de la Shoah, c'est que la reconfiguration moderne de la politique juive n'a pas tenu ses promesses. En principe, le progrès aurait dû être énorme puisque les Juifs sont sortis d'une situation de dépendance. Ils n'ont plus à obtenir la protection d'un État qui leur est extérieur, ils sont « dans » l'État. Or, chose imprévue, c'est précisément dans cette nouvelle configuration que l'État se retourne contre eux, là où les Juifs sont émancipés depuis plusieurs générations, parfois assimilés. L'État-nation ne régresse pas en État-étranger ancienne mouture, c'est le souverain populaire moderne qui mute subitement en souverain-criminel. Cela ne se déclenche pas dans l'aire géopolitique des Empires à l'est de l'Europe, là où les Juifs sont demeurés à l'extérieur de l'État, mais en Allemagne, laquelle, comme en France, semblait avoir nationalisé les Juifs de manière irréversible.

« Dans la situation post-Shoah, les Juifs, même s'ils sont citoyens de leur État, indistincts des autres citoyens, ressentent une inquiétude particulière, qui les conduit à rechercher une assurance supplémentaire, un surcroît de protection. »

La Shoah change donc profondément la donne pour deux raisons. D'abord, le projet de destruction des Juifs est élaboré et exécuté là où la modernité politique culmine. Ceci suscite une crise généralisée de la modernité, dans laquelle on se débat aujourd'hui. C'est pourquoi oublier, nier, relativiser la Shoah est un trait saillant de notre actualité. Ensuite, l'exécution de ce projet n'était pas pensable de l'intérieur du schème traditionnel de l'exil. Ce schème intégrait l'idée que les Juifs pouvaient être spoliés, parfois expulsés, mais non pas annihilés. La foule était dangereuse, mais le souverain était un protecteur. Il se montrait parfois fiable, parfois défaillant, mais c'est seulement face à une populace que le pouvoir ne parvenait pas à contrôler que les Juifs étaient exposés à un danger mortel. Et si avec la modernité politique, c'est le peuple éclairé qui monte dans l'État, la possibilité même que subsiste une populace disparaît, et avec elle, le danger. Or l'Allemagne nazie atteste que la populace n'a pas été résorbée : elle gonfle et monte dans l'État. C'est un souverain populaire qui concocta et exécuta la destruction des Juifs. C'est pourquoi la démocratie a été le vecteur du crime. La Shoah a donc subverti l'intellectualité juive par les deux bouts, la plus moderne et la plus traditionnelle. L'événement est un défi pour la politique juive, dans la tension qui la constitue, la politique du présent en exil et la politique de sortie de l'exil. La Shoah la déstabilise en jetant un voile sombre sur la politique en exil. Nous vivons actuellement sous les effets de cette déstabilisation.

De la même manière, l'avènement d'un État

pour les Juifs, qui suit immédiatement la Shoah, se rajoute à cette crise, en lui adjoignant une autre dimension. Car si la destruction des Juifs est traditionnellement pensée dans son impossibilité, la naissance d'un État pour soi, pour le peuple juif, a toujours aussi été pensée comme impossible si ce n'est à l'ère messianique, une projection dans un avenir indéterminé. Destruction des Juifs, État pour les Juifs, ces deux phénomènes consécutifs reconfigurent donc complètement les coordonnées exiliques. Pour la première fois, un souverain qui porte un nom juif vient à l'existence. Il semble posséder les mêmes traits que l'État-nation européen, il est effectivement né en Europe, le sionisme a été son vecteur. Il est né des expériences très hétérogènes du pouvoir d'État qu'ont fait les Juifs d'Europe, à l'ouest et à l'est. Il est conçu pour soustraire les Juifs à l'Europe, leur offrir un abri, dans ce contexte d'après-guerre où la faillite des États européens est une évidence. Mais la nature de l'État d'Israël est demeurée obscure : s'inscrit-il dans le prolongement de la politique traditionnelle du présent, celle qui a cours en exil, ou alors est-il un prolongement de la politique de l'avenir, celle qui pousse vers la sortie de l'exil ? Ce dilemme nous plonge au cœur de la crise actuelle de l'État d'Israël.

Après ce passage par l'histoire juive au sens le plus large, revenons en France. Il se trouve que vous avez écrit un essai ayant pour titre *La France sans les Juifs*². Or, en considérant un tel titre, on se dit qu'il avait peut-être pour point de départ une hypothèse, l'idée d'une réalité qui pourrait avoir lieu. Que signifie que l'on puisse envisager

² Danny Trom, *La France sans les Juifs. Émancipation, extermination, expulsion*, Éditions PUF, 2019

une France « sans les Juifs » – expression que l'on avait entendue dans un discours devenu fameux de Manuel Valls, Premier ministre entre 2014 et 2016 ? Avez-vous conçu *La France sans les Juifs* comme une sorte d'essai d'anticipation ? Quelle est la démarche qui a correspondu à son écriture ?

Danny Trom : La démarche a consisté à réfléchir à partir des conditions de possibilité de la présence des Juifs en France à l'ère post-Shoah. Dans la situation post-Shoah, les Juifs, même s'ils sont citoyens de leur État, indistincts des autres citoyens, ressentent une inquiétude particulière, qui les conduit à rechercher une assurance supplémentaire, un surcroît de protection. L'inquiétude, entendue comme une appréhension à l'égard du futur, est un affect typiquement juif qui a parfois été apaisé, mais que la politique anti-juive de l'État de Vichy a ravivé et approfondi en minant la confiance dans l'État. Cette inquiétude n'est pas facilement exprimable, car elle contrevient à la doxa républicaine qui postule que la condition de citoyen est partagée à égalité par tous, sans exception. La défiance à l'égard de l'État équivaut alors à une sortie de cette vision consensuelle : demander des garanties supplémentaires, un surcroît de protection résonne aux yeux de la société majoritaire comme une accusation. Car l'inquiétude ne porte pas exclusivement, comme ce fut longtemps le cas, sur la montée d'un mouvement social antisémite, mais sur la fiabilité de l'État, sur sa volonté ou sa capacité à le réprimer. C'est à cette défiance généralisée à l'égard de la fonction protectrice de l'État que l'État d'Israël vient imperceptiblement pallier. Le fait qu'il existe, qu'il se tienne là

tel un sas d'évacuation, allège l'inquiétude, même lorsque les Juifs se définissent exclusivement comme des citoyens français sourcilleux. Ceci vient altérer la perspective israélite hantée par l'accusation de double allégeance. Ce qui se joue n'est pas au plan de la loyauté, mais d'un sentiment de précarité existentielle. Certains pensent que l'État d'Israël est une réalité politique qui tend, du fait de l'idéologie sioniste, à être un élément d'attraction concurrentiel à l'État-nation, de résorption de la diaspora. Cet aspect peut exister, mais il est marginal. Je pense au contraire que c'est l'État d'Israël qui permet aux Juifs de se maintenir en Europe. C'est un point très important. L'État d'Israël n'est pas une entité politique concurrente, mais une entité qui garantit la présence des Juifs en Europe. Dans *La France sans les Juifs*, il s'agissait d'expliquer que si s'accroît l'hostilité sociale à l'égard des Juifs (elle n'est pas politique dans la mesure où elle ne vient pas de l'État), et si l'État républicain est trop faible pour l'enrayer (il n'approuve pas, mais reste impuissant ou n'y prête pas attention), alors cette homéostasie un peu curieuse, qui implique deux États, celui en Europe et celui d'Israël, se dérègle. D'où une poussée de l'Alyah. Évidemment, l'équilibre est variable et difficile à mesurer...

«Alors que nous avons longtemps cru que la Shoah prémunissait contre l'antisémitisme, on doit constater que l'antisémitisme se reconfigure malgré elle, plus encore, à cause d'elle. »

Au cœur de *La France sans les Juifs* se trouve une analyse de l'antisémitisme des années 2000, ainsi que du long silence qui a précédé le moment où il a été reconnu comme un phénomène social contemporain significatif. Se trouvent aussi des hypothèses sur l'avenir de cet antisémitisme...

Danny Trom : Une des caractéristiques principales du mouvement social antisémite qui s'est développé en France depuis les années 2000 est qu'il s'organise autour de la perception que les Juifs tirent profit de la Shoah en instrumentalisant sa mémoire à leur bénéfice. Alors que nous avons longtemps cru que la Shoah prémunissait contre l'antisémitisme, on doit constater que l'antisémitisme se reconfigure malgré elle, plus encore, à cause d'elle. Or, cette dénonciation d'un « privilège juif » peut se faire depuis deux optiques divergentes, sinon opposées, mais qui pourraient ici trouver un terrain d'entente. D'un côté, c'est un moyen, pour ceux qui entretiennent une certaine idée de la France, d'en finir avec la culpabilité que continue de faire peser la politique active de collaboration avec les nazis. De l'autre, cette accusation est quasiment indissociable de la manière dont les post-coloniaux mettent en concurrence la Shoah et les crimes de la colonisation. Ce que décrit *La France sans les Juifs* est la possibilité d'une jonction entre ces deux constellations. Pour que ce mouvement s'effectue, il faudrait que s'allient l'intérêt des « Français de souche » à se débarrasser du problème de Vichy, et la demande post-coloniale d'une mise entre parenthèses de la mémoire de la Shoah afin que la colonisation soit reconnue comme le crime paradigmique de l'Occident. Cette jonction pourrait effectivement donner

lieu à un mouvement social sans frein, avec une forte dimension antisémite, et donc à une fluidification des Juifs en direction de l'extérieur, à leur départ.

C'est cette possibilité que décrit *La France sans les Juifs*, mais elle n'a pas eu lieu. La dynamique qui semblait rendre cette hypothèse possible ne s'est-elle pas enrayée ?

Danny Trom : Oui, elle semble s'être enrayée, momentanément du moins. Mais le prix à payer est énorme. Il a pour nom Éric Zemmour, cette poussée de fièvre xénophobe, qui a pour base sociale la bourgeoisie catholique provinciale de droite et la France dite périphérique. Le slogan « nous sommes chez nous », qui a été le slogan de sa campagne, a tétanisé l'autre camp, celui qui allie la bourgeoisie libérale partisane du multiculturalisme avec les populations issues de l'immigration et les « banlieues ». Le coup d'arrêt a donc été porté, sur un mode catastrophique, par une extrême droite débridée, qui n'hésite pas à réhabiliter Pétain, parce que la régulation républicaine ne s'est pas faite. Elle ne s'est pas faite malgré les demandes pressantes des Juifs depuis deux décennies. La République a été largement défaillante dans la lutte contre l'antisémitisme. Demeurent les deux foules et leur expression politique partielle, déformante au Parlement, avec le Rassemblement National (RN), l'ex-Front national (FN) et La France Insoumise (LFI). Envisager l'avenir des Juifs en France passe alors par une analyse des dynamiques sociales et politiques de ces deux camps, de leurs points de convergence et de divergence.

« La confusion entre racisme et antisémitisme alimente cette pente, en masquant que le racisme consiste à mépriser et dominer le faible, tandis que l'antisémitisme consiste à jalouiser et abattre le dominant. »

La chef de file des Indigènes de la République, Houria Bouteldja, a d'ailleurs sorti un essai qui s'appelle *Beaufs et barbares*³ et qui rêve d'une jonction entre les « beaufs » et les « barbares », c'est-à-dire entre ces deux foules que vous venez d'évoquer.

Danny Trom : Exactement. La foule de banlieue, c'est celle que Houria Bouteldja appelle « les barbares », c'est la foule post-coloniale : pour elle, les Juifs dominent à travers leurs priviléges, ils jouissent d'une prime tirée de la Shoah, d'un « philosémitisme d'État » comme disent les Indigènes de la République. Et puis il y a ce que l'on entendait parfois du côté de l'autre foule, celle qui tourne autour des ronds-points de la périphérie : « Macron, la pute de Rothschild ». Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de jonction solide entre ces deux foules, entre ces deux « populismes ». J'utilise volontairement ce mot qui peine à être défini, car c'est celui qui dit au mieux l'ambiguïté de la situation, le fait que se mêle inextricablement des motifs de gauche et de droite, comme cela a d'ailleurs toujours été le cas pour les mouvements sociaux de type antisémite en France. Les auteurs anti-juifs

de la fin du XIX^e siècle conçoivent l'antisémitisme comme un mouvement social, et c'est effectivement le peuple qui se révolte contre les élites, c'est en somme un mouvement de libération nationale. Ce n'est plus l'antijudaïsme du clergé qui dénonce le peuple déicide, corrupteur de la foi, c'est la France qui se libère des Juifs oppresseurs, dominateurs. La pensée dite « décoloniale » réplique parfois ce geste : les Juifs captent l'attention publique en leur faveur en contrôlant les médias, en détenant les capitales, à travers l'hégémonie de leurs intellectuels, et en masquant les crimes de l'État d'Israël, dernier État colonial de la planète. La confusion entre racisme et antisémitisme alimente cette pente, en masquant que le racisme consiste à mépriser et dominer le faible, tandis que l'antisémitisme consiste à jalouiser et abattre le dominant.

Mais ces foules sont distinctes, presque naturellement, car la France périphérique redoute avant tout la France des banlieues.

Danny Trom : C'est vrai. Ces foules sont antinomiques, elles ne devraient pas pouvoir se rencontrer si ce n'est pour s'affronter. Une certaine hostilité, latente et parfois très manifeste à l'égard des Juifs est leur seul dénominateur commun, le seul point d'accord possible. Si elles le trouvent, si la jonction se fait, alors l'accroissement du climat antisémite nous fait entrer dans la dynamique décrite dans *La France sans les Juifs*. L'accroissement de la fluidité entre l'électorat du RN et de LFI est ici un indice. Le coup d'arrêt momentané dont j'ai parlé plus haut tient au fait que c'est du terreau de la banlieue que vient le mouvement

^{3.} Houria Bouteldja, *Beaufs et barbares. Le pari du nous*, La fabrique éditions, 2023

social antisémite dans ses effets les plus immédiats, une insécurité quotidienne des Juifs qui les conduit à retirer leurs enfants des écoles publiques et les pousse hors de leurs quartiers. Cela ne vient pas de la France périphérique parce que ce n'est pas leur lieu de résidence. Mais aussi parce que le vivier de l'antisémitisme quotidien est situé dans les populations issues de l'immigration, où des motifs islamistes et tiers-mondistes se combinent en un ressentiment qui a les Juifs pour cible. Le public de Dieudonné figure bien cet antisémitisme qui se réclame de l'égalité, de la justice et de la démocratie. C'est de là qu'est venue, depuis les années 2000, la violence effective, la détérioration des conditions de vie de nombreux Juifs, sur lesquels les attentats sont venus se greffer. L'antisémitisme éprouvé dans la vie quotidienne vient de là. On a mis du temps à se l'avouer, à gauche surtout, parce que l'antisémitisme des dominés n'est pas facilement concevable, il doit être tu ou lorsque cela saute aux yeux, minoré. J'ai tenté d'analyser les causes profondes de cette cécité dans *La promesse et l'obstacle*, qui, à l'époque, n'a provoqué que le silence ou la gêne de ceux qui en étaient le vecteur. Or, si la cause est structurelle, l'avenir s'assombrit, ce qui n'a cessé de se confirmer.

Vous parlez de situation suspendue, mais il y a bien une dynamique qui est en train de s'affirmer, non ? À quoi pourrait ressembler la situation des Juifs de France dans vingt ans ?

Danny Trom : La situation des Juifs va beaucoup dépendre d'un effet de neutralisation mutuelle des deux mouvances. Tant qu'ils alternent, qu'ils se manifestent dans leur incompatibilité, il ne peut rien arriver de

catastrophique. On aura bien ici des pics d'alyah ou de départs ailleurs, ou des déplacements internes à la France, mais cela restera limité. Le grand problème est le vide qui s'est creusé au centre de l'échiquier politique, surtout le déclin vertigineux du socialisme réformiste qui a pu longtemps unir la bourgeoisie républicaine et les classes populaires. Si ce vide se confirme, l'hypothèse d'une unification des deux mouvances autour d'une offensive globalement anti-républicaine et hostile au parlementarisme, donc hostile aux Juifs aussi, est plausible.

Ceci étant dit, la France n'est pas un isolat, elle est partie prenante de l'Europe, même si elle a des caractéristiques propres. À l'échelle du continent européen, la dynamique de long terme, telle qu'on la constate, penche dans le sens du départ des Juifs. Ceci est une évidence à l'est de l'Europe où les Juifs ont été éradiqués et une bonne part des survivants évacués après-guerre, tandis que le reste a quitté l'Europe, parfois par vagues, tels les Juifs soviétiques après l'effondrement du régime. À l'ouest, les États actuellement unis dans l'Union européenne ont en commun d'avoir été fascistes ou vaincus par l'Allemagne nazie et entraînés dans la collaboration. La France ne fait pas exception. Mais en France, les Juifs survivants, plus nombreux qu'ailleurs, sont restés, puis avec la décolonisation ont été abondés par les Juifs venus d'Algérie et plus largement d'Afrique du Nord. Puisque l'Union européenne s'est construite sur la base d'États qui furent fascistes ou vaincus puis fascistes, que tous sont impliqués à des degrés variables dans le Crime, cette construction a été mise sous condition de la mémoire de la Shoah et d'une atténuation du nationalisme ancienne mouture. Il s'en-

suit que pèse sur la politique européenne une défiance à l'égard de la politique elle-même. C'est pourquoi elle a édifié un marché unique. Elle a repris cette ancienne croyance libérale que le commerce adoucit les mœurs, qu'il est un antidote à la guerre. La paix à tout prix, intérieure et extérieure, voilà ce sur quoi repose l'édifice. C'est pourquoi la guerre se présente toujours comme une épreuve paralysante, la guerre de démantèlement de l'ex-Yougoslavie, celle du démantèlement de l'URSS qui a cours aujourd'hui en Ukraine. Cette posture a des répercussions dans tous les domaines dits régaliens, la politique de défense ou d'immigration.

«Pèse aujourd'hui sur l'Europe la critique post-coloniale, qui propose de substituer à la mémoire de la Shoah celle des crimes coloniaux, comme si les deux étaient incompatibles ou alors comme s'ils devaient se fondre, se confondre.»

D'accord, mais je ne comprends pas pourquoi les Juifs ne pourraient pas trouver leur place au sein de ce tableau ? Pourquoi dites-vous que la dynamique va dans le sens de leur départ d'Europe ?

Danny Trom : Pour pouvoir surmonter cette paralysie, il faudrait précisément que la mémoire de la Shoah s'estompe. C'est comme si un piège s'était renfermé sur les Européens : le souvenir du Crime entrave toute politique. Si l'on veut que la construction progresse,

qu'elle se donne une politique affirmative, la Shoah se pose en obstacle ; si l'on veut revenir aux États-nations d'avant-guerre, c'est aussi l'horizon du Crime qui resurgit. C'est en ce sens que l'Union européenne est prise dans un étau. On ne peut ni vraiment avancer, ni vraiment reculer. Les Juifs d'Europe sont pris dans ce même étau, ils pâtissent des deux manœuvres, celle qui pousse en avant et celle qui pousse en arrière. Le rapport de l'Europe aux Juifs est, et restera structurellement ambivalent. Alors, on peut se demander quelle est la marge de manœuvre des Juifs dans cette impasse. Après-guerre, on a réglé le problème des Juifs restants à l'est en évacuant les camps de déplacés vers la Palestine mandataire, puis l'État d'Israël, ceux qui sont restés en Russie et sous la zone d'influence soviétique ont été contraints de faire profil bas. À l'ouest de l'Europe, le Crime a trouvé une solution judiciaire. Il n'y a pas eu de règlement politique du Crime, ni à l'ouest ni à l'est. Les Juifs n'ont pas été des acteurs politiques de la reconstruction de l'Europe et ils ne le sont pas devenus. C'est dans ce contexte que pèse aujourd'hui sur l'Europe la critique post-coloniale, qui propose de substituer à la mémoire de la Shoah celle des crimes coloniaux, comme si les deux étaient incompatibles ou alors comme s'ils devaient se fondre, se confondre.

Qu'est-ce que vous pensez de ceux qui brandissent la République française comme une exception en Europe et comme une solution pour garantir la place des Juifs ?

Danny Trom : Mais la République, elle est là.

Oui, mais ils disent qu'elle n'est pas assez là, ou qu'elle est menacée. Il y a un discours républicain qui affirme que les Juifs sont en danger parce que la République n'est pas assez forte.

Danny Trom : En effet, la République, elle non plus, n'est pas la République d'antan. Elle est entraînée dans le processus d'européanisation. On peut douter qu'un retour en arrière soit possible. La seule formule qu'on peut imaginer pour la sauver, c'est de trouver une forme de République compatible avec une Union européenne qui elle-même prendrait une mouture républicaine. Or, la marche de l'Europe a été complètement chaotique. L'intégration précipitée des pays de l'est, la Pologne ou la Hongrie, s'est faite sans condition, et l'on va en payer le prix encore très longtemps. Lors de leur intégration précipitée à l'Union européenne, on feignait de croire qu'ils étaient de bons enfants catholiques, heureux de rejoindre une Europe post-nationale, post-Shoah, libérale et prospère. Cela s'est avéré erroné de bout en bout. Sortis tout droit de la chape de plomb soviétique, ils n'ont connu que les Empires, une expérience démocratique courte et défaillante. Ils cultivent un sens de la Nation que nous jugeons obsolète. Et ils se pensent comme des victimes, alors que l'Europe communautaire s'est construite sur la culpabilité.

Comment pensez-vous que le rapport à Israël, en train de devenir extrêmement incertain depuis la crise qui a fait suite au nouveau gouvernement de Benjamin Netanyahu, participe à reconfigurer la place des Juifs en France et en Europe ?

Danny Trom : La transformation profonde de la condition des Juifs d'Europe après-guerre tient à deux événements qui, avec du recul, surgissent presque simultanément : la destruction des Juifs, l'État pour les Juifs. Comme je l'ai déjà souligné, ces deux événements étaient complètement inenvisageables dans l'univers mental traditionnel des Juifs. Or voilà qu'ils se produisent. Le bouleversement est considérable, notre condition politique s'en est trouvée profondément altérée. Je crois que nous en restons encore à ce jour désorientés, nous ne les avons pas encore métabolisés. Il nous faut donc repenser complètement les coordonnées de l'exil. Je ne pense pas que ce travail d'élaboration ait été fait, mais peut-être aujourd'hui y sommes-nous mieux préparés.

« L'État d'Israël est-il un projet de sortie de l'exil ou un projet dans la continuité de l'exil ? Est-il une déclinaison de la politique juive du présent en exil ou marque-t-il un tournant en direction de la dissolution de l'exil ? »

Il y a d'abord la question de savoir comment l'État d'Israël entre dans l'équation nouvelle, dans la configuration actuelle de la politique des Juifs d'Europe et d'ailleurs. Ils sont certes citoyens de leurs États respectifs, mais l'existence même d'un État associé au nom juif modifie leur condition politique, qu'ils le veuillent ou pas. Désormais se dresse devant eux un État dédié aux Juifs, qui leur accorde le droit inconditionnel d'y immigrer parce que c'est sa vocation

première. Cet État n'est donc pas le leur et pourtant il remplit dans leur esprit une fonction spécifique, parfois latente. Raymond Aron, en paniquant lors du déclenchement de la guerre des Six Jours, avait presque involontairement révélé la teneur existentielle du rapport à «ce petit État» qu'il disait ne pas être «le sien», tout en confessant que sa disparition lui ôterait l'envie de vivre. Il n'a jamais livré d'analyse de cette contradiction. Sa réaction émotionnelle, qu'il s'est reprochée plus tard, tient à ce qu'un écart s'est creusé entre les Juifs et les autres citoyens, dans leurs rapports à l'État, cela même pour les plus patriotes d'entre les Juifs. Les Juifs, aussi israélites soient-ils, comme l'atteste le cas d'Aron, éprouvent un manque que l'État d'Israël vient pallier. La fonction de protection de cet État, qui est pour eux, à l'ère post-Shoah, un État de surcroît, est latente, enfouie, parfois niée, parfois consciente, mais dans la crise, elle surgit immanquablement. C'est tout le sens de la crise de 1967, qui brusquement dévoile la fonction homéostatique de l'État des Juifs. Tous ceux qui ont analysé ce moment vous diront que la communauté juive telle qu'elle existe aujourd'hui naît de cet événement. Il a révélé et transformé un niveau de conscience, il l'a explicité. La peur panique qui a traversé les Juifs de France tenait à la possibilité de la disparition de l'État d'Israël. On peut dire que cette crise a brusquement révélé une situation de dépendance existentielle.

Il y a ensuite la question de ce qu'est l'État d'Israël, définition qui est demeurée en suspens depuis sa naissance jusqu'à ce jour. Le problème se pose de la manière suivante :

est-il un projet de sortie de l'exil ou un projet dans la continuité de l'exil ? Est-il une déclinaison de la politique juive du présent en exil ou marque-t-il un tournant en direction de la dissolution de l'exil ? Je donne ma réponse dans le titre du livre que je viens de consacrer à cette question : il est *L'État de l'exil*⁴. Il l'est au sens où le dénominateur commun des courants sionistes, par-delà les clivages parfois profonds, était la volonté de mettre les Juifs d'Europe à l'abri. L'urgence de le faire s'est très vite avérée. D'où ma thèse : l'État d'Israël n'est pas un État-nation, car il ne procède pas d'une revendication du peuple à disposer de lui-même. Cet État s'inscrit plutôt dans la série des conventions internationales de protection des minorités produites dans l'après-guerre. C'est pourquoi la loi du retour est la loi politique par excellence de l'État d'Israël. C'est elle qui définit sa fonction de refuge potentiel, c'est elle qui adjoint les Juifs à cet État, sur un mode très particulier, un mode virtuel.

La crise que vit l'État d'Israël actuellement est suspendue à cette question. Le grand problème, à mon sens, c'est que le sionisme religieux dans sa mouture actuelle, cette idéologie qui infuse la majorité gouvernementale (hormis les orthodoxes, mais cette communauté connaît aussi des mutations en ce sens), véhicule une conscience plus claire de cet enjeu, tandis que le camp de l'opposition soit l'ignore, soit peine à en prendre la mesure. C'est pourquoi elle perd progressivement l'hégémonie culturelle acquise depuis le *Yichouv*. Ce n'est pas la seule explication bien sûr, il y a aussi l'échec du processus d'Oslo qui s'est terminé dans le bain de sang avec la seconde intifada, il

⁴. Danny Trom, *L'État de l'exil : Israël, les Juifs, l'Europe*, Éditions PUF, 2023

y aussi l'erreur de la gauche qui a, comme partout ailleurs, enfourché le cheval de la politique des identités, en abandonnant la justice sociale. Mais la question de la politique juive est fondamentale, car elle touche à la nature même de l'État d'Israël, à son identité. Ce que révèle la crise à laquelle nous assistons en Israël c'est que cet État est né dans le flou, que son identité n'a jamais été fixée et que cette indétermination était une condition de son existence. Le grand danger vient quand la clarification s'impose. La polarisation à laquelle nous assistons constraint à l'explicitation de tout ce qui était demeuré implicite. Or, la caractéristique de la coalition gouvernementale au pouvoir est qu'elle assemble, pour la première fois dans la courte histoire de l'État d'Israël, un ensemble de courants qui sont, chacun à sa manière, frontalement opposés à l'esprit du sionisme tel qu'il s'est déterminé en Europe. Si cette ligne se confirme, si son élan n'est pas stoppé, alors la nature de cet État d'Israël va muter. L'État va se détourner de l'expérience des Juifs d'Europe qui a été le terreau du sionisme. Il va clore le chapitre de l'histoire politique des Juifs en exil. D'ailleurs les négociations qui ont précédé le pacte de coalition ont immédiatement évoqué la possibilité d'amender la loi du retour, en lui ôtant son sens originaire de loi asilaire pour en faire un marqueur identitaire rigide, en adéquation avec une vision sacralisée de la terre. L'État ne serait plus celui de l'exil, mais un dispositif national-religieux visant sa résorption. Là se trouve la clé de voûte de la politique « illibérale » qui se trouve promue, sur tous les fronts, celui des Palestiniens, en matière de mœurs, jusque dans une conception populiste de la démocratie. Et le système homéostatique dont il a été question plus haut s'enrayera définitive-

ment. C'est une hypothèse sombre, mais l'actualité atteste qu'elle n'est pas fantaisiste. C'est pourquoi l'angoisse qui nous étreint, nous Juifs d'Europe, lorsque cette possibilité est envisagée, révèle la vérité de la nature de cet État. Chaque fois que nous intégrons l'État d'Israël, son existence même, dans notre monde, en le considérant comme un refuge ou comme un recours, lorsque par exemple fut envisagé à propos de l'Affaire Sarah Halimi de déposer plainte devant un tribunal israélien, nous réactivons l'intention qui a été déposée dans l'acte de naissance de cet État. Notre tâche est de lui rappeler sa vocation, celle qu'il s'est lui-même donnée, celle qu'il a exprimée dans le moment de la naissance de l'État. Coupé de l'expérience juive dont il procède, l'État d'Israël perd son fondement et dérivera dans une direction inconnue, il s'enfoncera probablement dans le Moyen-Orient, pour devenir un élément parmi d'autres au sein d'une mosaïque chaotique.

« Notre situation en France s'est considérablement détériorée depuis deux décennies, nous nous cramponnons certes au modèle républicain, mais l'avenir est incertain. »

La grande crainte pour vous est qu'Israël devienne un État infidèle à sa Déclaration d'Indépendance, comme l'ont souvent répété les manifestants contre le gouvernement de Benjamin Netanyahu ?

Danny Trom : Oui, la Déclaration est l'acte de naissance d'un État sans constitution. Rédigée dans la précipitation, elle est le

fruit d'un processus complexe. Et elle sera cosignée par l'ensemble des courants sionistes, des religieux aux communistes. Elle dit en substance que l'État d'Israël est la matérialisation de la vision de Herzl, que les Juifs, minorité persécutée, vont s'autogouverner sur leur berceau historique, que l'État est ouvert à l'immigration des Juifs du monde, que l'État est libéral, un État de droit moderne qui veille à l'égalité de tous ses citoyens sans discrimination, qu'il cherche la paix avec ses voisins. C'est cela l'esprit de la Déclaration que les foules manifestantes en Israël défendent. La loi du retour discutée et votée en 1950 s'inscrit dans ce sillon. Lorsque le parti national religieux demande que soit précisé ce que signifie « Juif » dans le premier paragraphe de la loi du retour qui énonce « tout Juif a le droit d'immigrer », Ben Gurion sort cette question de l'ordre du jour de la Knesset, il sait bien que « Juif » n'est pas un désignateur rigide, que la loi a simplement pour objectif d'ouvrir les portes à quiconque éprouve la nécessité de s'abriter en tant que Juif, elle est faite pour quiconque est désigné comme Juif et cherche un refuge. Les velléités de toucher à ce dispositif sont solidaires de la volonté de sacraliser la terre, de rendre tout compromis territorial sans objet, de nier aux Palestiniens, par principe, des droits politiques, le droit à posséder un État surtout. La dérive se fait donc par les deux bouts, peuple et terre, c'est pourquoi, les Juifs du monde et les Palestiniens, forment ici, ensemble, les deux termes exclus de cette politique messianique. Or la Déclaration est imbibée de l'expérience des Juifs d'Europe, du droit des minorités à la protection, de l'importance cruciale de l'État de droit. Il ne s'agit pas de principes abstraits, comme semblent le penser les forces d'opposition à ce gouver-

nement, mais de principes profondément ancrés dans une texture juive. Les Juifs d'Europe le savent, mais les Israéliens qui s'en réclament n'y voient qu'un document solennel qui dit l'attachement à des valeurs universelles, ce qu'il est bien entendu aussi, mais sans s'apercevoir que ses valeurs sont ancrées dans l'expérience historique des Juifs. Or cela importe énormément, car, dans la bataille pour l'hégémonie culturelle qui se joue en Israël, c'est la droite nationale-messianique qui a une avance. Elle parle une langue juive, elle a préempté le signifiant juif. Il convient de le lui arracher d'urgence. La gauche et la droite libérale qui à présent forment un bloc d'opposition semblent, dans leur désarroi, prendre conscience qu'il y a des Juifs hors de l'État d'Israël, qu'il y a là une ressource. Espérons que la jonction se fasse. Car notre situation en France s'est considérablement détériorée depuis deux décennies, nous nous cramponnons certes au modèle républicain, mais l'avenir est incertain. Si l'État d'Israël mute en se détournant de la Déclaration, la courte séquence de son existence se refermera, et nous allons nous retrouver esseulés.

« l'État d'Israël a été atteint dans son essence même. Cette essence est une fonction : matérialiser un centre étatique qui se distingue de tous les autres au sens où il assure, par construction, la sécurité des Juifs. Le 7 octobre a renversé notre perspective habituelle. »

Post-scriptum

L'entretien qui précède a été réalisé peu de temps avant le 7 octobre 2023. Comment compléteriez-vous votre propos suite à ces événements qui sont apparus à tous comme un moment de césure majeur dans l'histoire d'Israël et du conflit palestinien ?

Danny Trom : Le 7 octobre vient considérablement altérer le système homéostatique post-Shoah dont il a été question plus haut⁵. Étant le lieu où la violence antijuive qui a pour nom « pogrom » est rendue conceptuellement et empiriquement impossible, l'État d'Israël a été atteint dans son essence même. Cette essence est une fonction : matérialiser un centre étatique qui se distingue de tous les autres au sens où il assure, par construction, la sécurité des Juifs. Le 7 octobre a renversé notre perspective habituelle : nous avons pensé jusqu'à présent qu'il était un centre étatique autour duquel l'ensemble des Juifs de la diaspora semblaient se placer toujours davantage en orbite. Son attraction tenait précisément à sa caractéristique principielle de prolonger ailleurs la fonction protectrice que l'État en Europe échoue à remplir efficacement. Or avec le 7 octobre, c'est à l'inverse l'État d'Israël qui rejoint la condition politique commune des centres juifs partout dans le monde. Cette inversion a uni les Juifs citoyens de cet État et les Juifs de par le monde dans une même expérience juive. Et les répercussions de la guerre que cet événement a déclenchées aura des conséquences immédiates sur les Juifs d'Europe : d'une part, l'État d'Israël se

trouve discrédité puisqu'il a failli, qu'il a été le lieu du premier pogrom post-Shoah, ce qui redouble l'anxiété des Juifs de France et d'ailleurs, mais d'autre part, la vague antisémite qui se lève dans le moment de la riposte israélienne provoquera une nouvelle poussée de départ vers Israël dont on peut supposer qu'elle sera importante. Se joue ici un arbitrage entre deux mouvements contradictoires, la défaillance des deux pôles, simultanément, qui déboucha probablement à terme sur une nouvelle stabilisation dont il est difficile de prévoir les termes, car la dynamique accélérée à laquelle on assiste est en cours.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
SAMUEL LEENHARDT ET STÉPHANE BOU**

5. Voir à ce propos, dans ce numéro, le texte de Danny Trom et Bruno Karsenti, « Depuis le pogrom. La mutation de la configuration juive », p. 15

Les Études du Crif

Dans la même collection :

Pierre-André Taguieff

Néo-pacifisme, nouvelle judéophobie et mythe du complot

N° 1 · juillet 2003 · 36 pages

Marc Knobel

La Capjpo : une association pro-palestinienne très engagée ?

N° 2 · septembre 2003 · 36 pages

Père Patrick Desbois et Levana Frenk

Opération 1005. Des techniques et des hommes au service de l'effacement des traces de la Shoah

N° 3 · décembre 2003 · 44 pages

Joël Kotek

La Belgique et ses Juifs : de l'antijudaïsme comme code culturel à l'antisionisme comme religion civique

N° 4 · juin 2004 · 44 pages

Jean-Yves Camus

Le Front national : état des forces en perspective

N° 5 · novembre 2004 · 36 pages

Georges Bensoussan

Sionismes : Passions d'Europe

N° 6 · décembre 2004 · 40 pages

Monseigneur Jean-Marie Lustiger,

Monseigneur Jean-Pierre Ricard,

Monseigneur Philippe Barbarin

L'église et l'antisémitisme

N° 7 · décembre 2004 · 24 pages

Ilan Greilsammer

Les négociations de paix israélo-palestiniennes : de Camp David au retrait de Gaza

N° 8 · mai 2005 · 44 pages

Didier Lapeyronnie

La demande d'antisémitisme : antisémitisme, racisme et exclusion sociale

N° 9 · septembre 2005 · 44 pages

Gilles Bernheim

Des mots sur l'innommable... Réflexions sur la Shoah

N° 10 · mars 2006 · 36 pages

André Grjebine et Florence Taubmann

Les fondements religieux et symboliques de l'antisémitisme

N° 11 · mars 2007 · 36 pages

Iannis Roder

L'école, témoin de toutes les fractures

N° 12 · novembre 2006 · 44 pages

Laurent Duguet

La haine raciste et antisémite tisse sa toile en toute quiétude sur le Net

N°13 · novembre 2007 · 32 pages

Dov Maimon, Franck Bonneau et Dina Lahlou

Les détours du rapprochement judéo-arabe et judéo-musulman à travers le monde

N°14 · mai 2008 · 52 pages

Raphaël Draï

Les avenirs du peuple juif

N°15 · mars 2009 · 44 pages

Gaston Kelman

Juifs et Noirs dans l'histoire récente – Convergences et dissonances

N°16 · mai 2009 · 40 pages

Jean-Philippe Moinet

Interculturalité et Citoyenneté : ambiguïtés et devoirs d'initiatives

N°17 · février 2010 · 28 pages

Françoise S. Ouzan

Manifestations et mutations du sentiment anti-juif aux États-Unis : Entre mythes et représentations

N°18 · décembre 2010 · 60 pages

Michaël Ghnassia

Le boycott d'Israël : Que dit le droit ?

N°19 · janvier 2011 · 32 pages

Pierre-André Taguieff

Aux origines du slogan «Sionistes, assassins !» Le mythe du «meurtre rituel» et le stéréotype du Juif sanguinaire

N°20 · mars 2011 · 66 pages

Dr Richard Rossin

Soudan, Darfour ; les scandales...

N°21 · novembre 2011 · 32 pages

Gérard Fellous

ONU, la diplomatie multilatérale : entre gesticulation et compromis feutrés...

N°22 · janvier 2012 · 52 pages

Michaël de Saint Cheron

Les écrivains français du XX^e siècle et le destin juif...

N°23 · juin 2012 · 56 pages

Éric Keslassy et Yonathan Arfi

Un regard juif sur la discrimination positive

N°24 · mai 2013 · 64 pages

Michel Goldberg et Georges-Elia Sarfati

Une pièce de théâtre antisémite à La Rochelle

N°25 · octobre 2013 · 60 pages

Mireille Hadas-Lebel

Le peuple juif et l'État d'Israël ont-ils été inventés ?

N°26 · novembre 2013 · 16 pages

Georges-Elia Sarfati

Lorsque l'Union Européenne nous éclaire sur sa «face sombre» : quelques enjeux du projet de loi-cadre contre la circoncision assimilée à une mutilation sexuelle.

N°27 · décembre 2013 · 40 pages

70 ans du Crif

1944-2014 : Recueil de textes

Hors-série · janvier 2014 · 116 pages

Gérard Fellous

La laïcité française : l'attachement du judaïsme

N° 28 · mars 2014 · 40 pages

Nathalie Szerman

Le Printemps arabe à l'épreuve de l'antisémitisme : y a-t-il un avant et un après ?

N° 29 · mai 2014 · 36 pages

Jacques Tarnéro

Antisémitisme / Antisionisme : Mots, masques, sens, stratégie, acteurs, histoire

N° 30 · juin 2014 · 48 pages

Sandrine Szwarc

Intellectuels juifs et chrétiens en dialogue

N° 31 · octobre 2014 · 32 pages

Gérard Fellous

L'État Islamique (DAECH), cancer d'un monde arabo-musulman en recomposition

N° 32 · novembre 2014 · 52 pages

Michaël de Saint-Cheron

Le messianisme comme réponse à l'antisémitisme

N° 33 · décembre 2014 · 40 pages

Valérie Igouinet

Le négationnisme : histoire d'une idéologie antisémitique (1945-2014)

N° 34 · février 2015 · 32 pages

Maxime Perez

L'opération « Bordure protectrice » à Gaza : Journal d'une guerre de 100 jours

N° 35 · mai 2015 · 44 pages

Anne Quinchon-Caudal

Vers une Internationale blonde : Le racisme supra-national en Europe et aux États-Unis dans la première moitié du XX^e siècle

N° 36 · juillet 2015 · 40 pages

Pierre-André Taguieff

La vague complotiste contemporaine : un défi majeur

N° 37 · septembre 2015 · 40 pages

Johann Chapoutot

Le « Droit » nazi, une arme contre les Juifs

N° 38 · octobre 2015 · 52 pages

Valérie Igouinet et Stéphane Wahnich

FN : une duperie politique

N° 39 · novembre 2015 · 56 pages

Jacques Tarnéro

Migrations contemporaines du récit sur le « signe juif » : Entre fascination, admiration, condamnation. Une question irrecevable

N° 40 · mars 2016 · 56 pages

Sandrine Szwarc

La culture (juive) a-t-elle un avenir en France ?

N° 41 · juin 2016 · 64 pages

Éric Kesslassy

Comprendre la guerre des mémoires

N° 42 · octobre 2016 · 46 pages

Jean-Philippe Moinet

L'identité nationale, c'est la République ! Les cinq piliers républicains qui font

le socle, à consolider, de l'identité française.

N° 43 · janvier 2017 · 48 pages

Nathalie Szerman

Retour sur les principes guerriers fondamentaux du Hamas et leur transmission par le biais de la chaîne télévisée Al-Aqsa

N° 44 · mars 2017 · 44 pages

Michaël de Saint-Cheron

Le dialogue de Malraux avec le peuple juif, «parrain de l'Europe»

N° 45 · juillet 2017 · 44 pages

Salomon Malka et Victor Malka

«L'exception marocaine?»

N° 46 · octobre 2017 · 52 pages

Anne Le Diberder

À la conquête de la modernité : les peintres juifs à Paris

N° 47 · janvier 2018 · 40 pages

Annick Duraffour et Pierre-André Taguieff

Céline contre les Juifs ou l'école de la haine

N° 48 · mars 2018 · 60 pages

Georges-Elia Sarfati

Les nouveaux défis de la République Française : Sur quelques enjeux du discours du président Emmanuel Macron lors de la Commémoration de la Rafle du Vel' d'Hiv (17 Juillet 2017)

N° 49 · juillet 2018 · 36 pages

Johann Chapoutot

Le sang et la science : L'organisation Ahnenerbe («héritage des ancêtres»), les «Germains» et les Juifs (1935-1945)

N° 50 · novembre 2018 · 40 pages

Anastasio Karababas

Sur les traces des Juifs de Grèce

N° 51 · décembre 2018 · 52 pages

Laurent Joly

Vichy, les nazis et la persécution des Juifs

N° 52 · février 2019 · 58 pages

Iannis Roder

La fin d'une illusion pour une approche renouvelée de l'enseignement de l'histoire de la Shoah

N° 53 · mars 2019 · 36 pages

Marc Knobel

40 ans d'histoire d'une propagande de haine et d'antisémitisme

N° 54 · juin 2019 · 84 pages

Sandrine Szwarc

La naissance de l'intellectuel juif d'expression française

N° 55 · septembre 2019 · 48 pages

Élise Petit

Des usages destructeurs de la musique dans le système concentrationnaire nazi

N° 56 · novembre 2019 · 40 pages

Michaël Iancu

Les juifs des terres d'Oc

N° 57 · janvier 2020 · 56 pages

Georges Elia-Sarfati et Pierre-André Taguieff

Le sionisme comme réalité historique et comme fantasme, ou la réinvention de la judéophobie

N° 58 · janvier 2020 · 136 pages

Joseph Voignac

Les débuts du secondaire juif en France :
la fondation de l'École Maïmonide
(1935-1939)

N° 59 · juin 2020 · 48 pages

Jean-Pierre Allali

Les Juifs de Tunisie : Deux mille ans
d'une belle histoire

N° 60 · juillet 2020 · 64 pages

Alain Pagès

L'affaire Dreyfus : Une Histoire
Médiatique

N° 61 · octobre 2020 · 52 pages

Michaël de Saint Cheron

Le judaïsme en dialogue avec l'Inde
et l'Asie

N° 62 · février-mars 2021 · 40 pages

Jacques Amar

La loi au-dessus de la foi ?

N° 63 · avril-mai 2021 · 60 pages

Daniella Pinkstein

La poésie juive en dialogue

N° 64 · novembre 2021 · 96 pages

Complotisme : Comment lutter ?**Comment éduquer ?**

Entretiens avec Gérald Bronner,
Serge Barbet, Laurent Cordonnier,
articles de Julien Cueille, Rudy Reichstadt

N° 65 · février 2023 · 52 pages

Retrouvez les numéros

des **Études du Crif** au format PDF sur :

www.crif.org

Crif

Conseil représentatif
des institutions juives de France

POUR TOUTE CORRESPONDANCE

39 rue Broca 75005 Paris
tél : 01 42 17 11 11
site web : www.crif.org
email : infocrif@crif.org

Retrouvez
*les numéros de la
collection des Études
du Crif au format PDF*

